

PAIX ET SÉCURITÉ

DES ARMES POUR LE TIERS-MONDE

Autres voies, autres moyens
Par Chris Smith



Dans le présent numéro:

Mary Lou Finlay

Tandis que la guerre civile continue à déchirer le Salvador, la société se polarise et le pays s'appauvrit toujours davantage.

Michael Tucker

L'automne dernier les pays d'Europe, le Canada et les États-Unis ont convenu de moyens à prendre pour réduire les risques de guerre.

Timothy J. Colton

Le régime Gorbatchev modifie la façon dont les observateurs occidentaux professionnels de l'URSS considèrent la Russie et sa capacité de changer.

Michael Howard

Un éminent historien militaire s'en prend aux mouvements pacifistes et essaie de définir ce qu'est la paix.

LES CAHIERS DE L'INSTITUT

1. **La rivalité entre les super-puissances et la politique soviétique dans le bassin des Caraïbes** par Neil MacFarlane, juin 1986, 70 pages.

2. **La défense continentale: analyse des tendances et perspective canadienne** par David Cox, décembre 1986, 64 pages.

MISE À JOUR

Introduction aux politiques canadiennes relatives à la limitation des armements au désarmement, à la défense et à la solution des conflits, 1985-1986, 285 pages.

EXPOSÉ

7. **La surveillance par satellite et les capacités du Canada dans ce domaine** par Ronald Buckingham, octobre 1986.

8. **La paix est-elle possible en Amérique centrale?** par Steven Baranyi, octobre 1986.

9. **Le scénario du non-recours à la première frappe nucléaire: remise en question et hypothèses** par Fen Osler Hampson, novembre 1986.

10. **Le débat sur l'éducation à la paix** par Elizabeth Richards, décembre 1986.

11. **Le désarmement nucléaire et l'initiative Gorbatchev** par John Walker, janvier 1987.

12. **Qui est en tête? Analyse sur l'équilibre nucléaire** par Jane Boulden, mars 1987.

13. **Les négociations de Genève sur la réduction des armes stratégiques** par David Cox, juin 1987.

OPINIONS

1. **Les relations est-ouest: valeurs, intérêts et perceptions** par Geoffrey Pearson, mai 1986.

2. **Les armes nucléaires et la prévention de la guerre** par Robert Malcolmson, octobre 1986.

3. **La limitation des armements et le désarmement dans les médias canadiens** par John Walker, mars 1987.

4. **Sauvegarder la paix et la liberté: la dissuasion nucléaire et la limitation des armements** par Lorne Green, mars 1987.

RAPPORTS

2. **La dissuasion remise en question: Doctrines, technologies et question d'intérêt public** par Dianne DeMille, 1985.

3. **Les risques de guerre nucléaire accidentelle** par Andrea Demchuk, 1986.

NOTE DE LA RÉDACTION

■ Trois articles du présent numéro décrivent les dilemmes que l'achat et la fabrication de matériel militaire présentent aux pays qui ont de la difficulté à satisfaire aux besoins essentiels de leur population.

Mary Lou Finlay nous fait part de ses impressions sur le Salvador, après s'y être rendue pour préparer une série documentaire filmée pour la société Radio-Canada. Elle décrit le triste état dans lequel l'économie du pays se trouve après huit ans de guerre civile, et elle signale que le secteur militaire est le seul qui soit en expansion.

Dans le cadre d'une entrevue qui touche à bien des sujets et qui a été enregistrée à l'origine pour l'émission *Realities* de la Télévision ontarienne, l'historien militaire **Sir Michael Howard** présente une thèse (qu'il décrit lui-même comme étant «hérétique») sur l'idée que les conflits sévissant dans le tiers-monde, entre l'Iran et l'Irak par exemple, soient entretenus par le commerce international des armes. «Les gens du tiers-monde ne sont pas des enfants; leurs problèmes sont de vrais problèmes, et leurs conflits, de vrais conflits. Prendre ces gens-là pour de simples fantoches des fabricants d'armes équivalait à... les insulter carrément.»

L'article-thème du présent numéro nous vient de **Chris Smith**, expert de la question des armes et du développement et chercheur à l'*Institute of Development Studies*, à l'Université du Sussex. M. Smith montre que, même si le volume des achats d'armes a diminué ou cessé de croître, les importateurs commanderont une nouvelle génération de systèmes d'armes d'ici la fin du siècle. Il soutient que les pays du tiers-monde n'auront pas les moyens économiques de se procurer pareilles armes et qu'il faut trouver des solutions de rechange aux véritables problèmes de sécurité qui se posent à eux.

Ailleurs dans le magazine, le Directeur du Centre des études russes et est-européennes à l'Université de Toronto, M. **Timothy Colton**, réfléchit à la façon dont M. Mikhaïl Gorbatchev a influé sur la perception que l'Ouest a de l'URSS aujourd'hui. Enfin, **Michael Tucker**, membre associé (Recherche) de l'ICPSI et professeur de sciences politiques à l'Université Mount Allison, explique comment les représentants de trente-cinq pays ont réussi l'automne dernier à Stockholm à s'entendre sur des mesures susceptibles de réduire les chances pour qu'une guerre éclate par inadvertance en Europe.

Au moment où nous mettons sous presse, le gouvernement du Canada

publiait son Livre blanc tant attendu sur sa politique de défense. Les principaux points du document sont résumés dans la Chronique de la défense, à la page 16. Le numéro d'automne de *Paix et Sécurité* présentera une analyse plus détaillée sur la politique en soi et sur les réactions qu'elle aura provoquées.

Michael Bryans

INSTITUT CANADIEN
POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ
INTERNATIONALES

307, rue Gilmour
Ottawa (Ontario) K2P 0P7
(613) 990-1593

Directeur général :
Geoffrey Pearson

**Membres du conseil
d'administration :**
William Barton, *Président*
Norman Alcock

George Bell
Christoph Bertram
Lise Bissonnette
David Braide
Harriet Critchley
Ann Gertler
Kal Holsti

Richard Mercier
Geoffrey Pearson
John Sigler
Brian Urquhart
Jean-Guy Vaillancourt
Paul Warnke
Lois Wilson

L'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales a été créé par une loi du parlement du Canada en 1984 pour «accroître la connaissance et la compréhension des questions relatives à la paix et à la sécurité internationales d'un point de vue canadien». L'Institut ne se fait l'avocat d'aucune politique particulière, pas plus qu'il ne prend part à l'élaboration des décisions gouvernementales. L'Institut est une société de la Couronne. Ses administrateurs sont nommés par le gouvernement du Canada qui consulte tous les partis reconnus à la Chambre des communes. Ces dispositions aident à garantir l'autonomie de l'Institut.

PAIX ET SÉCURITÉ

Bureau de rédaction :

Nancy Gordon
David Cox
Dianne DeMille
Mary Taylor
John Walker

Rédacteur en chef :
Michael Bryans

Rédactrice en chef adjointe :
Hélène Samson

**Rédacteur de la chronique
des livres français :**

Jocelyn Coulon

Présentation et production :
The Spencer Francey Group,
Ottawa/Toronto

Version française :
(sauf indications contraires)
Sogestran inc.
(Denis Bastien)

Autorisation à venir pour
acheminement par courrier
de la deuxième classe.
Port payé à Ottawa.

ISSN 0831-1846

Paix et Sécurité paraît tous les trois mois; ce bulletin vise à informer la population canadienne sur les activités de l'Institut et à favoriser l'expression de toutes les opinions ayant cours au pays sur les questions susmentionnées. Les opinions formulées dans chaque article sont exclusivement celles de l'auteur. N'hésitez pas à nous faire part de vos observations et idées.

Les textes de ce bulletin peuvent être reproduits pourvu que la source en soit mentionnée. Les illustrations, dessins humoristiques, graphiques et autres réalisations artistiques sont protégés par des droits d'auteur, et il est interdit de les reproduire sans l'autorisation écrite de l'Institut et de l'artiste.

TABLES DES MATIÈRES



-
- 2 **DES ARMES POUR LE TIERS-MONDE** PAR CHRIS SMITH
Autres voies, autres moyens.
-
- 4 **LE SALVADOR EST-IL CONDAMNÉ ?** PAR MARY LOU FINLAY
Un pays polarisé cherche des solutions.
-
- 6 **STOCKHOLM : RÉUSSITE ET SOULAGEMENT** PAR MICHAEL TUCKER
Une entente intervient à Stockholm.
-
- 8 **GORBACHEV : LE BILAN DU CHANGEMENT** PAR TIMOTHY J. COLTON
Toute une génération d'observateurs du Kremlin est prise au dépourvu.
-
- 10 **UNE ENTREVUE AVEC MICHAEL HOWARD**
Les mouvements pacifistes et ce qu'on entend par le mot «paix».
-
- 12 **LETTER DE KIEV** PAR DAVID COX
Après Chernobyl.
-

■ **Chris Smith** est chercheur à l'*Institute for Development Studies*, à l'Université du Sussex; **Mary Lou Finlay** est reporter et réalisatrice à la télévision anglaise de Radio-Canada, dans le cadre de l'émission *The Journal*; **Michael Tucker** est professeur de sciences politiques à l'Université Mount Allison et membre associé (Recherche) de l'ICPSI; **Timothy Colton** est professeur de sciences politiques et Directeur du Centre des études russes et est-européennes à l'Université de Toronto; **David Cox** est membre du corps enseignant de l'Université Queen's et Directeur de la recherche à l'ICPSI.

-
- 13 **EN DIRECT DE LA COLLINE PARLEMENTAIRE**
-
- 14 **CONDENSÉ SUR LE LIMITATION DES ARMEMENTS**
-
- 16 **CHRONIQUE DE LA DÉFENSE**
-
- 18 **LIVRES**
-
- 20 **NOUVELLES DE L'INSTITUT**
-
- 22 **TRIBUNE**
-

TOUT AU LONG DES ANNÉES 1970, on liait automatiquement la militarisation croissante du tiers-monde à l'augmentation vertigineuse des dépenses militaires et des importations d'armes. Le principe qui liait désarmement et développement reposait sur une hypothèse incontestée, à savoir que si l'on pouvait réduire les dépenses militaires et les importations d'armes, on inverserait le processus de la militarisation. Suivant la logique des avocats du désarmement, le problème avait une solution évidente et simple : les pays du tiers-monde devaient renoncer à moderniser leurs arsenaux, réduire leurs dépenses militaires et affecter les ressources ainsi épargnées à des projets de développement. En réalité, la situation est beaucoup plus complexe que cela.

Depuis le début des années 1980, il semble que le tiers-monde ait réduit ses dépenses militaires et ses

l'ampleur de cette diminution dans les autres pays du tiers-monde devient manifeste. Les tendances à la baisse sont marquées en Amérique du Sud, mais non en Amérique centrale. Au Moyen-Orient, le surplus de pétrole et la chute des revenus d'exportation ont grandement limité les activités de défense, sauf en Iran et en Irak. En Afrique aussi, la diminution est graduelle, bien que la conjoncture existant dans le Sud du continent ait un effet inverse. En Asie australe, l'Inde et le Pakistan poursuivent sans relâche leur course aux armements, tandis qu'à Sri Lanka, les dépenses militaires, qui étaient très faibles, montent maintenant en flèche. Dans le Sud-est asiatique, les importations d'armes semblent se maintenir au même niveau, bien qu'une baisse semble sur le point de s'amorcer.

LA RÉCESSION ÉCONOMIQUE CONSTITUE l'élément le plus pratique et le plus évident pour expliquer le fléchissement actuel du commerce d'armes, mais il faut prendre d'autres facteurs en considération. Par exemple, il se pourrait bien que les pays du tiers-monde se procurent du matériel militaire d'une autre catégorie ou qu'ils fassent leurs achats d'une façon différente, et qu'on n'ait pas adapté les méthodes de contrôle des transferts d'armes pour tenir compte de ces changements. En outre, il est de plus en plus difficile de distinguer entre demandes civiles et commandes militaires lorsqu'il s'agit de technologies; la technologie de l'information offre un bon exemple à cet égard. De plus, l'ensemble des gouvernements (c'est bien connu) diffuse rarement des statistiques fiables et catégorisées sur les dépenses militaires, et ils ne se gênent pas pour camoufler l'objet véritable de leurs achats ou pour payer de l'équipement militaire en puisant dans des budgets civils. Le scandale qui secoue encore les États-Unis à cause de la vente d'armes à l'Irak et du financement dissimulé des *contras* illustre on ne peut mieux le besoin toujours plus pressant de voiler les transferts d'armes pour contourner les obstacles juridiques.

De toute évidence, le marché des armes, considéré dans son ensemble, fluctue énormément. Il semble cependant que des changements structurels se manifestent en même temps que de véritables contraintes économiques. En général, les pays du tiers-monde évitent d'acheter de gros systèmes d'armes coûteux tels que des avions de chasse. Ils se tournent plutôt vers d'autres secteurs de la défense moins faciles à évaluer

quantitativement, ou ils réduisent tout simplement leurs importations. Et tandis que le marché des équipements de défense continue à fléchir et que la diminution des commandes inquiètent de plus en plus les exportateurs, il devient beaucoup plus difficile de faire respecter les restrictions. Sur un plan plus général, le problème du contrôle tient au fait que la vente de technologies militaires remplace peu à peu le commerce des armes; il ne convient donc plus d'envisager ce dernier simplement dans le contexte du transfert de systèmes d'armes. On ne se limite plus à vendre des chars d'assaut ou des canons ou encore des avions; on vend désormais des techniques de fabrication et des installations industrielles.

Les contraintes économiques et sans doute aussi de nouvelles priorités expliquent bien, il est vrai, pourquoi le commerce des armes a tellement changé au cours des dernières années. Mais il y a peut-être lieu de prendre aussi en compte la conjoncture qui a permis aux pays du tiers-monde d'accroître leurs moyens de défense vers le milieu des années 1970.

À ce moment-là, le Moyen-Orient était le plus grand importateur régional de gros systèmes d'armements - la formation de l'OPEP et la montée rapide des prix du pétrole expliquent ce phénomène. En outre, la crise du pétrole a créé des conditions qui ont permis à des pays n'appartenant pas à l'OPEP d'obtenir du crédit, et c'est ainsi que tous les pays du tiers-monde ont réussi à accroître leurs moyens de défense.

Entre-temps, les besoins en programmes de modernisation militaire s'étaient accumulés. Au moment de leur accession à l'indépendance, la plupart des pays du tiers-monde se sont trouvés face à des problèmes régionaux et locaux de sécurité et ils disposaient de piètres moyens pour enrayer la menace. Les pays n'ont pas tous résolu de la même façon le dilemme de la sécurité et de la défense. Des organisations militaires du tiers-monde se sont associées à des décideurs américains, car ceux-ci percevaient l'institution militaire comme un élément moderne et anti-communiste garant du progrès; renforcer ces organisations avec de l'aide et des crédits militaires devint un principe clef des politiques. Des pays voisins de l'Union soviétique, tels que l'Irak et le Pakistan, firent la cour aux partisans de la Guerre froide, à Washington, et obtinrent

DES ARMES POUR LE TIERS-MONDE

La plupart des pays pauvres ne peuvent se permettre d'acheter de nouvelles armes, mais ils font face à de véritables problèmes de sécurité, et les solutions ne sont pas évidentes.

PAR CHRIS SMITH

achats d'armes. Mais bien peu oseraient prétendre qu'il est moins militarisé qu'il l'était dans les années 1970 - à preuve, les conflits terribles et coûteux qui sévissent en Afrique australe, en Amérique centrale et dans le Sud-ouest asiatique. Ajoutez à cela les affrontements ethniques toujours plus nombreux et une récession économique tenace, et vous voilà devant des régions du tiers-monde qui paraissent tout aussi sous-développées et militarisées qu'elles l'étaient dans les années 1970.

Les derniers chiffres que l'Institut international de recherches pour la paix de Stockholm (SIPRI) a fournis sur le commerce des armes révèlent effectivement que les exportations d'armes à destination du tiers-monde ont cessé d'augmenter; la moyenne mobile des cinq dernières années traduit une légère diminution depuis 1982. Si l'on y regarde de plus près, cependant, on constate que si l'on exclut des calculs les cinq principaux importateurs, à savoir l'Irak, l'Inde, l'Égypte, l'Arabie saoudite et la Syrie,

ainsi un appui militaire d'envergure en promettant de jouer leur rôle pour endiguer le communisme.

Cependant, vu la pénurie de matériel au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, puis la diminution du pouvoir d'achat du tiers-monde et le fait que les grandes puissances fussent de moins en moins capables d'offrir une aide militaire d'envergure, les programmes d'acquisition ont alors été relativement modestes. À l'aube des années 1970, la majeure partie de l'équipement était devenu vétuste ou avait été détruite à la guerre. En outre, le mot «vétuste» est relatif : à ce moment-là, les grands fournisseurs d'armes étaient plus disposés qu'auparavant à vendre du matériel plus perfectionné. En conséquence, mû par les revenus d'exportation ou les crédits à l'exportation et justifié par les chefs militaires qui exigeaient de meilleurs moyens de défense, le commerce

dément décroissant et, dans certains pays (en Amérique du Sud, par exemple), leur pouvoir politique est bien moindre. Et il y a un autre facteur : sous les pressions exercées par les organismes internationaux de développement, les gouvernements du tiers-monde abordent prudemment la question de la défense. Le Fonds monétaire international (FMI) a déjà réprimandé le Pérou au sujet de ses dépenses militaires, et la Banque mondiale s'inquiète de plus en plus face aux budgets de défense et à la façon dont ils sont dépensés. Ni la Banque, ni le FMI ne songeraient à exiger des gouvernements qu'ils justifient leurs dépenses militaires, mais une tactique plus subtile et moins directe ne semble pas avoir donné grand-chose jusqu'ici.

Le tiers-monde semble disposé à faire preuve de retenue, mais rien ne garantit que cela continuera. Il s'agit d'un compromis, après tout, et le processus ne s'est encore pas accompagné de mesures concrètes de désarmement. Étant donné que la technologie militaire de pointe tombe rapidement en désuétude, les pressions en faveur d'un rééquipement grandiront vers la fin du siècle. Certes, on peut retarder les programmes de modernisation en s'efforçant de rénover et de réparer les systèmes existants, mais il y a malgré tout des limites techniques, et le processus est coûteux. Les pays du tiers-monde n'auront pas les moyens d'entreprendre un autre cycle de modernisation comparable aux programmes antérieurs. S'ils connaissent une relance économique au cours des deux prochaines décennies, elle ne sera pas assez forte pour leur permettre d'absorber le coût d'un autre effort de modernisation.

LES GOUVERNEMENTS DU TIERS-MONDE doivent se pencher sur les problèmes que pose la protection de leurs frontières et de l'ordre intérieur; ils ne peuvent faire autrement. Pourtant, hormis le réarmement conventionnel, les options dont ils disposent sont limitées. Pour la plupart, les accords de limitation des armements dans le tiers-monde ne sont que pour la forme. Bien qu'on ait déployé des efforts pour normaliser les arrangements de sécurité régionale en Amérique du Sud, par exemple, il faudra du temps avant qu'ils aboutissent à un processus de paix crédible. Dans certains pays, la sécurité est un sujet particulièrement dénué de nuances. Au Nicaragua, au Liban et en Afrique australe – et l'on pourrait dire aussi dans des États comme le

Pakistan –, elle se résume à un seul mot : survivre. On oublie trop souvent les véritables problèmes de sécurité qui se posent aux pays du tiers-monde.

Les dirigeants du tiers-monde font promptement valoir qu'à l'heure actuelle, la conjoncture politique internationale ne leur laisse pas beaucoup de latitude et que les deniers publics doivent d'abord et avant tout servir à assurer la défense et la sécurité nationales. On entend souvent l'argument que le développement ne rime à rien si l'on ne garantit pas d'abord la sécurité et la viabilité de la nation; la manipulation délibérée des sentiments nationaux à cette fin donne en général les résultats escomptés.

Aussi troublants que les problèmes de sécurité soient pour les pays du tiers-monde, ces derniers devront faire des choix difficiles au cours de la prochaine décennie. S'ils sont incapables de poursuivre des programmes de défense traditionnels dans l'avenir, il leur faudra trouver des solutions de rechange. Autrement, la stratégie qui consiste à garantir la sécurité à n'importe quel prix aura un effet contraire aux résultats recherchés, tandis que le processus d'armement et de sous-développement atteindra son seuil le plus logique et le plus dangereux. Si les problèmes actuels de sécurité font du désarmement unilatéral une option risquée, il importe de trouver un nouveau régime de sécurité. Il faut examiner les rixes de frontières, les crises ethniques, les revendications irrédentistes et les conflits régionaux en s'efforçant de les régler rapidement. Il faut en même temps assortir tout arrangement de sécurité nouveau et moins menaçant d'une évaluation radicale des politiques traditionnelles de défense. Il conviendrait à cet égard d'appliquer à des régions données du tiers-monde les concepts actuels de transarmement et de défense non offensive.

C'EST LE CHERCHEUR NORVÉGIEN Johan Galtung qui emploie le terme «transarmement» pour désigner une solution de rechange au «désarmement». Si une société «désarme», elle est sans défense, mais si elle opte pour le «transarmement», elle troque une forme de défense pour une autre. En fait, le transarmement et la défense non offensive sont des concepts confirmant la recherche de solutions de rechange. Il n'existe aucun cadre bien défini pour formuler ces dernières, mais elles visent fondamentalement à découpler l'éla-

mentation des politiques de défense du fétichisme ayant actuellement pour objet la technologie militaire de pointe. Le processus vise à concevoir une forme de défense qui minimise la menace pour autrui, exploite les ressources existantes, réduit les dépenses militaires et, en général, brise les rapports entre armement et dépendance, et entre sous-développement et conflit.

Pendant trop longtemps, les pays du tiers-monde ont été assujettis à une culture de l'armement qui ne convenait pas à leurs besoins en matière de sécurité. Les importations d'armes et, dans bien des cas, des programmes autochtones de production ont favorisé dans ces pays l'apparition de systèmes d'armes inefficaces, beaucoup trop coûteux et improductifs.

La réorientation des programmes de défense aurait un autre effet bienfaisant, car le tiers-monde obligerait ainsi les pays du Nord à limiter la production d'armes classiques. Une symbiose du transarmement et d'un nouveau régime de sécurité réduirait les commandes d'armes adressées aux pays du Nord. Par ailleurs, cela susciterait des crises qui forceraient ces derniers à réévaluer de près leur politique de défense, ce qu'ils ont évité de faire jusqu'ici à cause du niveau des exportations et des avantages économiques inhérents à la réduction du coût unitaire.

Il serait quelque peu naïf de penser que la simple logique du transarmement convaincra les décideurs militaires. Cependant, une situation unique est en train d'émerger qui établit effectivement un lien direct entre la limitation des armements classiques et les intérêts des gouvernements du tiers-monde. C'est sans doute là l'argument le plus fort à invoquer pour pousser la présente analyse plus loin et, en même temps, pour aller au delà du principe arbitraire liant désarmement et développement. □

Pour en savoir plus

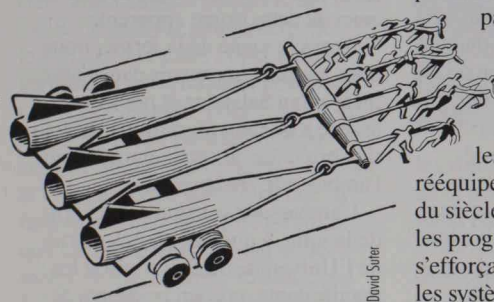
M. Graham, R. Jolly et C. Smith (sous la dir. de), *Disarmament and World Development*, Pergamon Press, Oxford, 1986.

Johan Galtung, *There Are Alternatives: Four Roads to Peace and Security*, Spokesman, Nottingham (R.-U.), 1986.

Andrew J. Pierre, *The Global Politics of Arms Sales*, Princeton University Press/Council on Foreign Relations, Princeton (N.J.), 1982.

Ernie Regehr, *Arms Canada*, James Lorriemer, Toronto, 1987.

Institut international de recherches pour la paix de Stockholm (SIPRI), *Arms Control in the Third World*, à paraître à la fin de 1987.



David Salter

d'armes avec le tiers-monde augmenta sensiblement pendant toute la décennie.

S'IL EST POSSIBLE D'EXPLIQUER LES programmes de modernisation militaire des années 1970 par les réclamations des militaires et la conjoncture économique, on peut interpréter un peu de la même façon la situation qui a existé dans la décennie suivante. Les conditions économiques nécessaires à la poursuite des programmes d'acquisition n'existent désormais plus, non plus d'ailleurs que les arguments qui justifiaient les programmes de modernisation; les demandes de nouvel équipement de combat importent moins, vu la modernisation des années antérieures. Ainsi, de nombreux pays du tiers-monde se trouvent aujourd'hui dans une situation où il leur est davantage possible de faire preuve de retenue.

En outre, les arguments des chefs militaires ont perdu beaucoup de leur force. Dans bien des cas, ceux-ci n'ont d'autre choix que celui d'essayer d'infirmier les lois du ren-

LE SALVADOR EST-IL CONDAMNÉ ?

L'existence au Salvador de deux commissions des droits de la personne, l'une de la droite et l'autre de la gauche: une indication de la polarisation politique du pays.

PAR MARY LOU FINLAY

R IEN NE SURPREND PLUS LE visiteur qui arrive au Salvador. La capitale et la contrée environnante sont exactement comme il l'aura imaginé : des collines poussiéreuses au profil ondulé, la pauvreté, les routes mal entretenues, et partout l'image familière de jeunes gens au teint basané portant la tenue des commandos et une mitraillette qui, depuis toujours, symbolise un monde affligé par la misère et la guerre, et j'ai nommé le tiers-monde.

Le secteur militaire est le seul qui soit en croissance au Salvador. On estime qu'environ 50 000 personnes sont en armes, sans compter les guérilleros, qui sont au nombre de six à neuf mille.

Le jour où je suis arrivée, le président José Napoléon Duarte s'adressait à un groupe d'hommes d'affaires salvadoriens, en les suppliant de l'aider à faire face à la situation... c'est-à-dire à revigorer une économie à bout de souffle, à endiguer un mécontentement généralisé et à mettre fin à une guérilla qui dure depuis plus de sept ans. Une semaine plus tard, les hommes d'affaires lui ont fait part de leur réponse en boycottant la foire commerciale internationale bisannuelle qui se tenait dans la capitale.

Le président de la Chambre de commerce, M. Victor Steiner, accuse M. Duarte de socialiser l'économie, d'étouffer la libre entreprise par des impôts élevés, par la réglementation des importations et par la corruption : «Le gouvernement n'a aucun respect pour le rôle que le secteur privé peut jouer sur le plan économique.»

M. Steiner formule des propos particulièrement mordants à l'endroit du président Duarte. À l'occasion de la réforme agraire qui a commencé en 1980 (et qui se heurte à d'innombrables difficultés), la belle-famille de M. Steiner a tout perdu. Le gou-

vernement l'a expropriée en échange d'un peu d'argent et de quelques bons. Sauf que les bons ne valent rien, de dire M. Steiner, et que le prix payé était trop bas : il était fondé sur la valeur des terres telle qu'elle avait été déclarée dans les rapports d'impôt que le propriétaire avait déposés en 1975 et 1976. Quant aux paysans, la réforme agraire les a déçus tout autant, car elle ne va pas assez loin.

DEPUIS PLUSIEURS DÉCENNIES, LES mouvements révolutionnaires dans la région promettent tous une réforme agraire. Au Salvador, les grands propriétaires terriens ont particulièrement bien réussi à y résister. En 1932, les *campesino* s'étant révoltés, ils ont déchainé contre eux la *matanza* : de dix à vingt mille paysans sont alors tombés sous les coups de l'armée. En 1975, le taux de familles sans terres par rapport à la population totale était, au Salvador, le plus élevé de toute l'Amérique latine.

En 1980, le gouvernement a procédé comme il suit pour appliquer la réforme agraire : il a acheté un certain nombre de grandes fermes, puis du jour au lendemain, tous les ouvriers qui y vivaient en sont devenus les co-propriétaires; dès lors, ils se sont mis à les gérer et ont dû remettre une partie de leurs revenus aux banques qui étaient les créanciers hypothécaires.

Jusqu'ici, cette formule a suscité des relations plutôt houleuses. Les anciens propriétaires n'ont pas accepté d'être ainsi dépossédés de leurs fermes. Les paysans qui travaillaient la terre mais qui ne vivaient pas là se sentent lésés par le régime arbitraire en vertu duquel les coopératives ont été créées. Par ailleurs, en quittant les fermes, les anciens propriétaires ont évidemment emporté avec eux toutes les compétences gestionnelles nécessaires pour bien les exploiter.

Un rapport de l'Agence pour le développement international (É.-U.) souligne que la plupart des coopératives ont du mal à faire leurs versements hypothécaires à temps et que le gouvernement ne respecte pas l'échéancier des paiements dus aux anciens propriétaires. Bon nombre des terres expropriées font encore l'objet de litiges. Les guérillas y effectuent encore de fréquents raids, ce qui rend les fermes peu rentables au mieux, et au pire, tout simplement inhabitables. Mais fournir encouragements et conseils aux autorités chargées d'opérer la réforme agraire ne représente qu'un aspect de la politique complexe que les Américains mènent au Salvador, et c'est là une preuve que ces derniers ont en partie substitué à la diplomatie de la force armée une action plus raffinée.

Deux travailleurs américains de l'Agence pour le développement international, venus de l'Iowa et de l'Arkansas, m'ont accompagnée lors d'une visite d'une des coopératives installées juste au sud de San Salvador.

Les ouvriers ont surtout planté de la canne à sucre, du riz et des haricots et ils cultivent aussi quelques autres produits vivriers. Cette ferme compte parmi celles qui sont « prospères »; de toute évidence, on veut ici nous en mettre plein la vue.

Sous les rayons brûlants du soleil de midi, une poignée d'hommes, dont les bras sont éraflés et noircis par les tiges de vingt pieds qui tombent sous les coups de leur machettes, coupent encore de la canne à sucre. On a incendié les champs avant la coupe, d'expliquer un Américain, mais à tort, car les cannes perdent beaucoup de leur valeur quand on les brûle ainsi; ce procédé rend cependant la coupe plus facile. Quoi qu'il en soit, le prix du sucre est tellement bas que la marchandise ne vaut à peu près rien. Le gouver-

nement Duarte doit soutenir le prix du sucre; autrement, toutes les fermes de canne à sucre feraient faillite.

Le gouvernement américain est de collusion avec le régime Duarte pour exploiter une entreprise collective dirigée par ce dernier et s'intégrant à la lutte globale qu'on mène pour faire échec au communisme, mais personne n'a dit quoi que ce soit au sujet de cette ironie apparente.

Après la visite de la ferme, nous nous sommes retrouvés dans l'après-midi à San Salvador et nous avons assisté à une manifestation estudiantine bruyante qui avait cours devant l'ambassade américaine.

L'ambassade est située au centre de la ville, à quelques coins de rue de l'Université du Salvador où les manifestants, portant peintures de guerre et masques, s'étaient regroupés avant d'amorcer leur marche. Ils étaient à peine deux cents, bien qu'il y ait 30 000 étudiants inscrits à l'Université. Mais à entendre leurs cris et leurs invectives, on aurait pensé qu'ils étaient beaucoup plus nombreux. Munis de haut-parleurs et de peinture en cannettes, ils proféraient des obscénités et barbouillaient des slogans sur le mur de béton : YANQUI GO HOME (Yankees, rentrez chez vous) et AMERICA IS SHIT (l'Amérique, c'est du fumier).

LA PRÉSENCE AMÉRICAINE AU Salvador est une médaille qui a son revers, c'est le moins qu'on puisse dire. Quand il était maire de San Salvador, José Napoléon Duarte a dénoncé sévèrement les politiques appliquées par les États-Unis en Amérique centrale. Aujourd'hui, il a baissé le ton, comme il convient d'ailleurs de la part de quiconque reçoit tous les jours de Washington une aide valant presque 2 millions de dollars : «Au National Press Club de Washington, j'ai déclaré que les États-Unis vivaient depuis toujours dans une démocratie mais qu'ils exportaient la dictature. Cela est en train de changer, car il nous faut

reconnaître qu'au cours des dernières années, les Américains se sont efforcés de soutenir les démocraties un peu partout dans le monde.»

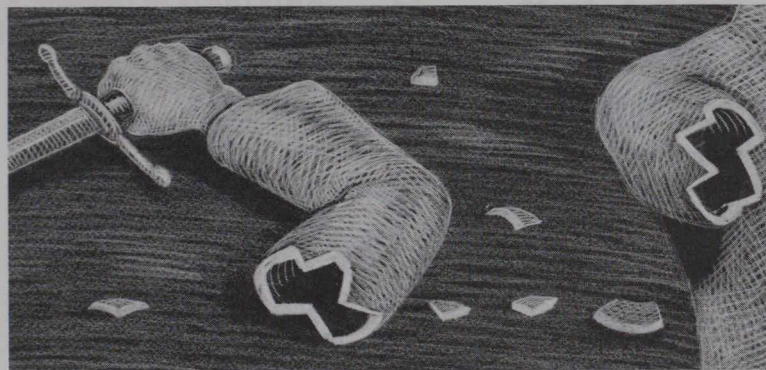
Les critiques de la politique américaine au Salvador affirment que, dans l'ensemble, la présence des États-Unis a des effets plus négatifs que positifs. Pour corroborer leurs dires, ils précisent que la guerre se poursuit toujours et que le pays se militarise de plus en plus, tandis que l'économie s'affaiblit. Le président Duarte déclare que la reprise économique ne pourra s'opérer tant que la guerre durera, mais d'autres font valoir que les combats continueront de faire rage tant que le peuple n'aura pas le sentiment d'avoir obtenu une certaine justice sociale.

M. José Luis Galdez est professeur de sociologie à l'Université du Salvador : «Personne ne sait exactement comment mettre fin au conflit. Tous les éléments du peuple salvadorien, tous ceux qui ont quelque chose à dire, à savoir le gouvernement, le FMLN, le FDR*, l'opposition légitime et les syndicats, doivent négocier ensemble pour trouver la solution. Notre pays doit découvrir cette dernière, mais elle doit d'abord et avant tout être salvadorienne. Il faut en premier lieu faire en sorte que les États-Unis cessent de se mêler de nos affaires. Ensuite, les Salvadoriens pourront discuter de la guerre et chercher une solution pour établir une paix véritable et juste.»

ENTRE-TEMPS, LA GUERRE ABSORBE les ressources et fauche les vies. Les guérillas sont moins nombreuses qu'elles étaient, mais elles sont encore actives dans de vastes régions du pays : Morazan, San Miguel, Usulután, La Libertad, Chalatenango... et Oaxapa.

À peine trente kilomètres à l'extérieur de San Salvador, Oaxapa a été la cible de l'Opération Phoenix : des attaques aériennes massives contre les guérillas, dont on dit qu'elles sont retranchées dans des galeries creusées dans les flancs du volcan. Dans les villages juste en dehors de la zone visée, les habitants montrent du doigt des nuages de fumée s'élevant du volcan et nous disent : «C'est là qu'ils ont bombardé la nuit dernière.» Ou : «C'est là que l'armée incendie tout.» Les maisons, les huttes et tout ce qui pourrait être utile à l'ennemi. Les villageois se sont plus ou moins habitués à ce scénario.

En provenance de la zone visée arrivent quelques-uns des centaines de milliers de réfugiés que la guerre a expulsés de chez eux. Dans un camp de réfugiés aménagé à la périphérie de la capitale, une religieuse canadienne surveille une équipe qui soigne et nourrit 700 personnes à la fois. L'ambassadeur américain a accusé Soeur Andrea d'abriter des éléments subversifs, et celle-ci nous apprend que l'armée a fait plusieurs descentes dans le camp, cherchant de toute évidence par là à l'intimider. Mais un jour, Soeur Andrea a perdu patience et elle a littéralement chassé



les soldats hors du camp pour voir ainsi jusqu'à quel point le gouvernement était résolu à la harceler.

Au siège de la Commission des droits de la personne à San Salvador (il ne s'agit pas de la Commission gouvernementale des droits de la personne), de jeunes enfants jouent ensemble dans une petite cour intérieure poussiéreuse, parmi les piles de documents et d'affidavits, tandis que des bénévoles préparent à manger aux gens qui se sont temporairement réfugiés là. Sur un mur sont affichées les photos de neuf personnes qui ont été abattues ou sont «disparues» récemment. Sur un autre mur, un tableau révèle combien de personnes sont mortes depuis 1981... 56 626 en tout, et 1 821 l'an dernier. Le gouvernement admet qu'il y a encore des tueries, mais «c'est la guerre,» fait-il valoir. Au bureau des Droits de la personne où nous sommes, on soutient toutefois que c'est là l'oeuvre de l'armée.

Je demande combien de civils les guérillas ont tué. «Aucun, à notre connaissance,» me répond-on. Mais le jour même, les journaux mentionnent l'exécution des maires de deux villages par des guérillas. L'existence de deux commissions des droits de la personne (une de la gauche, et une de la droite) atteste de la polarisation politique du Salvador.

DEPUIS L'ÉLECTION DU PRÉSIDENT Duarte, en 1984, et la victoire de son Parti démocrate-chrétien aux élec-

tions législatives de 1985, les États-Unis croient que le Salvador a retrouvé le chemin du salut, à condition que son voisin nicaraguayen ne s'ingère pas dans ses affaires en soutenant les guérillas. Selon Washington, le Salvador peut, avec des conseils et beaucoup d'argent, triompher des forces révolutionnaires de la gauche et satisfaire graduellement au désir de changement exprimé par le peuple. Quand il n'est pas devant la Chambre de commerce, le président Duarte lui-même parle éloquemment de ses propres idéaux révolutionnaires. Il nourrit peut-être

de nobles sentiments, mais il fait face à d'énormes problèmes, et ses chances de succès sont plutôt minces.

Le peuple est fatigué de la guerre, certes, mais après avoir tant lutté et avoir payé un si lourd tribut, il n'est pas près de renoncer à ses exigences concernant un nouvel ordre social et à une redistribution radicale des ressources. Pour que cela se produise, toutefois, M. Duarte devra réussir à relancer l'économie et s'assurer que le changement profite au peuple. Mais les obstacles foisonnent : les États-Unis insistent sur l'emploi de la force militaire, la droite et les hommes d'affaires sont intransigeants, les chefs de guérilla refusent d'accepter rien de moins qu'une restructuration gauchiste radicale du gouvernement, et d'aucuns soutiennent que des membres du parti de M. Duarte ont cédé à la corruption.

Le fait que M. Duarte doive compter avec cinq cents ans d'oppression coloniale et de dissensions qui ont beaucoup appris aux Salvadoriens sur la corruption, la tricherie et la violence, et très peu sur l'évolution pacifique et la démocratie, constitue sans doute pour lui l'obstacle le plus formidable.

Comme les autres pays centraméricains, le Salvador subit profondément les contrecoups de ce qui se passe au Nicaragua, où les États-Unis misent fortement sur l'action militaire pour renverser le gouvernement de Daniel Ortega. Cependant,

les récents scandales qu'ont provoqué la vente d'armes à l'Iran et le détournement d'armes et de fonds au profit des contras ont affaibli le jeu de l'Administration, ce qui pourrait redonner vie aux propositions de paix formulées par le groupe de Contadora (la Colombie, le Venezuela, le Mexique et Panama) et, plus récemment, par le président du Costa Rica.

UNE DÉFAITE DE RONALD REAGAN ET une victoire sandiniste encourageaient peut-être les guérillas salvadoriennes à redoubler leurs efforts pour opérer dans leur pays une révolution à la nicaraguayenne. En outre, les chefs de guérilla, qui ont perdu espoir de voir un changement s'effectuer par des voies pacifiques tant que les États-Unis seront résolus à donner tous les ordres, verraient alors une occasion d'amorcer des pourparlers avec le gouvernement du Salvador.

«No hay uno salvador para El Salvador,» déclare le président Duarte. «El Salvador, le Sauveur, n'a pas de sauveur.» M. Duarte espère pourtant faire mentir ce dicton. C'est un pays magnifique ayant une triste histoire. La chance s'offre maintenant à lui de construire un avenir sur les ruines fumantes d'un passé mouvementé, et aux États-Unis, de se protéger contre un front méridional hostile en préconisant judicieusement une troisième voie, en dehors de la dictature communiste et de la tyrannie de la droite qui en sont venus au cours de notre siècle à représenter les seuls choix accessibles aux peuples d'Amérique centrale. Ce sera une tâche délicate, une tâche que ne comprennent pas bien toutes les forces façonnant aujourd'hui le gouvernement des États-Unis, et une tâche dont se soucie peu la majorité de la population américaine qui n'a en général que deux préoccupations au sujet de la région : elle ne veut pas d'un autre Viet-Nam, ni d'une autre Cuba. On peut supposer qu'elle accueillerait favorablement une troisième option pour les pays du tiers-monde situés non loin des frontières américaines. □

Pour en savoir plus

Steven Baranyi, *La paix est-elle possible en Amérique Centrale?* ICPPSI Exposé numero 8, octobre 1986.

Centre québécois des relations internationales, *L'Amérique centrale, pouvoirs régionaux et enjeux mondiaux*, 1986.

Michael Stuhrenberg et Eric Venturini, «Ni paix ni guerre au Salvador», *Le Monde diplomatique*, décembre 1986.

*Le FMLN et le FDR sont les guérillas politico-militaires du Salvador.

STOCKHOLM : RÉUSSITE ET SOULAGEMENT

L'an dernier, le Canada, les États-Unis et tous les pays de l'Europe, l'Albanie exceptée, ont convenu de mesures destinées à réduire les risques d'une guerre qu'une attaque surprise ou une erreur de calcul pourrait déclencher.

PAR MICHAEL TUCKER

LE 19 SEPTEMBRE 1986, ON A arrêté les horloges à la *Kulturhuset* de Stockholm pour donner aux trente-cinq délégations nationales qui s'y trouvaient une dernière chance d'en arriver à s'entendre, avant l'échéance, sur une panoplie de mesures propres à accroître la confiance et la sécurité (MPACS) et destinées à réduire les risques qu'une guerre se déclenche en Europe par suite d'une attaque surprise ou d'une erreur de calcul. L'OTAN, le Pacte de Varsovie, les pays neutres et les États non alignés ont tous assisté à la réunion de Stockholm dans le cadre de la Conférence du désarmement en Europe (CDE); en fait, ils ont pu parvenir à un accord sur les MPACS le 22 septembre 1986, c'est-à-dire quelque cent soixante-dix-huit séances plénières et un nombre incalculable de séances de travail après le début de la Conférence en janvier 1984. Ce fut là un fait important, bien que modeste et peu remarqué, dans l'histoire contemporaine des relations Est-Ouest et de la limitation des armements.

LA CONFÉRENCE DE STOCKHOLM avait commencé dans un climat peu propice, les tensions entre l'Est et l'Ouest étant alors assez vives; en outre, tous les autres dialogues sur la limitation des armements avaient été interrompus. L'entente de Stockholm constitue le premier et le seul accord Est-Ouest sur la sécurité qui ait été conclu depuis la signature du second Traité sur la limitation des armements stratégiques (SALT II) en 1979. Les dispositions militaires complexes énoncées dans l'entente relativement aux calendriers annuels, aux notifications, à l'observation et à l'inspection des grandes manoeuvres militaires en Europe sont tout aussi importantes que le symbolisme politique de ladite entente.

Il s'agit de dispositions qui lient les trente-cinq signataires de l'entente de Stockholm, lesquels ont ainsi convenu d'annoncer les mouvements de troupes dans des délais bien précis, chaque fois que le nombre des participants doit dépasser certains seuils définis. Pour la première fois depuis 1945, un accord Est-Ouest porte sur le principe des inspections obligatoires dans les installations militaires mêmes et a pour objet la vérification de l'observance du Traité SALT II. L'entente permettra donc d'évaluer l'efficacité des mesures d'inspection sur place. Du point de vue de la sécurité de l'Occident, l'entente – et c'est là un aspect important – permettra de voir jusqu'à quel point les Soviétiques acceptent ce principe et dans quelle mesure ils sont disposés à lever le voile dont ils ont toujours entouré les choses militaires. Il convient de signaler que l'entente vise une zone s'étendant de l'Atlantique à la chaîne de l'Oural, zone qui comprend par conséquent tout le secteur européen de la Russie.

Pour bien comprendre ce que l'accord de Stockholm représente pour le Canada, il faut se situer dans le contexte plus vaste de l'adhésion de notre pays à l'OTAN et dans celui de son ferme attachement à ce qu'on appelle le «processus de la CSCE». Dès l'origine, le Canada a participé aux dialogues amorcés après 1972 dans le cadre de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE); en outre, il a énormément contribué à la préparation de l'Acte final d'Helsinki en 1975, document dont il est signataire. Les pourparlers de Stockholm faisaient partie intégrante du processus de la CSCE, car ils avaient débuté à l'issue de la Conférence d'examen de la CSCE, laquelle s'était tenue à Madrid en 1983 pour renforcer et élargir les mesures propres à accroître la confiance dont les parties avaient convenu à Helsinki. Le Canada a été invité à prendre part aux pourparlers

qui ont abouti à l'accord d'Helsinki, parce qu'il appartenait à l'OTAN. C'est d'abord et avant tout son adhésion à cette dernière qui lui a permis d'assister aux négociations de la CSCE. À Helsinki, puis à Stockholm plus tard, et à toutes les conférences d'examen par la suite, notre pays s'est conduit comme un membre loyal de l'OTAN. Ce ne fut pas toujours facile sur le plan diplomatique, cependant, à cause des divergences de vues qui existaient au sein de l'Alliance au sujet des objectifs de la CSCE.

DES POINTS DE VUE POLITIQUE ET militaire et dans la perspective de la limitation des armements, le Canada a toujours vu dans les débats de la CSCE l'occasion d'affirmer son intérêt, en tant que puissance nord-américaine, pour la sécurité et la coopération en Europe. À l'époque de la Conférence d'Helsinki, le Canada s'est surtout préoccupé de faire valoir une conception humaniste de la détente Est-Ouest, conception qui supposait notamment la reconnaissance des droits de la personne et un mouvement plus libre des peuples au delà des frontières nationales. Pareille philosophie faisait clairement contraste avec les sombres couleurs de l'autoritarisme soviétique, tandis que Washington y voyait un obstacle à ses visées de superpuissance en matière de limitation des armements stratégiques. Le Canada était plus sensible à la logique de SALT I que ses alliés ouest-européens, mais la CSCE a constitué à l'origine une tribune utile par laquelle notre pays a pu prendre ses distances, tant du point de vue national que ouest-européen, par rapport à la conception américaine de la détente Est-Ouest, laquelle se limitait à toutes fins pratiques à la stabilité militaro-stratégique.

À Stockholm, il fut clair dès le début que les États-Unis et l'URSS seraient les principaux acteurs, et il est certain que la Conférence aurait

échoué n'eût été de leur volonté politique de parvenir à un accord. En outre, faute d'un accord Est-Ouest quelconque sur la réduction des armes classiques ou des forces nucléaires à portée intermédiaire, les MPACS représentaient le plus prometteur et sans doute aussi le seul à exister dans ce continent prédisposé à la guerre. À cause de son importance politique et symbolique pour l'avenir des relations Est-Ouest en matière de sécurité, la Conférence de Stockholm «était vouée au succès», a-t-on déclaré. Mais jusqu'aux dernières heures de la Conférence, les participants de moindre envergure ont douté que les grandes puissances auraient la volonté politique de conclure un accord.

Les pourparlers de Stockholm ont montré que les efforts multilatéraux de limitation des armements peuvent aboutir à des résultats positifs. Les tergiversations initiales des Américains qui hésitèrent à maintes reprises à s'engager pleinement dans cette entreprise ont rendu la participation canadienne nécessaire et utile. À certains moments, les États-Unis devaient faire preuve d'une plus grande souplesse, par exemple au sujet des mesures fort indiscretées d'inspection sur place qu'ils jugeaient essentielles. Et Ottawa a reconnu, sans doute mieux que Washington, que la CDE concrétisait pour les Soviétiques la possibilité de voir s'instaurer un régime pan-européen de sécurité susceptible de réduire la présence militaire nord-américaine en Europe, perspective qu'ils espéraient depuis longtemps.

Pour le Canada, la CDE était à bien des égards un exercice offrant à l'OTAN l'occasion de pratiquer la diplomatie de coalition dans le contexte de la limitation des armements. Cela signifiait, bien sûr, que notre pays resterait fidèle à l'Occident au lieu d'appuyer les propositions de l'Est et qu'il ne révélerait ni ni

n'intensifierait les divergences de vue internes, notamment celles qui opposaient les États-Unis à l'Europe occidentale.

Washington et les pays ouest-européens, principaux piliers de la politique canadienne en matière de sécurité, ne s'entendaient pas sur les stratégies de non-prolifération, ni sur les pourparlers concernant la limitation des armes de théâtre et des armes stratégiques, ni sur les défenses stratégiques. Chaque fois que les débats ont abordé la question épineuse du parapluie nucléaire américain protégeant les membres européens de l'OTAN, le Canada a cherché à ne pas prendre parti. Cette attitude est attribuable au fait que le Canada, comme l'a fait observer John Holmes, présente des caractéristiques uniques au sein de l'Alliance, en ce sens qu'il n'appartient ni à l'Europe, ni à l'Amérique, tout en participant des deux à la fois. Notre pays a toujours soutenu qu'il incombe aux puissances européennes de l'OTAN les plus directement touchées d'évaluer les enjeux et de décider de la marche à suivre, chaque fois qu'il est question d'armes nucléaires et de limitation des armements et que les débats concernent directement la sécurité de l'Europe. Pourtant, le Canada demeure un pays nord-américain redevable aux États-Unis des conseils stratégiques qu'ils lui prodiguent; en outre, il apprécie à sa juste valeur le fardeau dont les Américains se sont chargés en se faisant le fer de lance de la dissuasion occidentale.

Pendant les débats que l'OTAN a menés sur la limitation des armements en Europe, le Canada s'est consciemment cantonné dans un silence respectueux qui a voilé le fait qu'en cette matière, sa politique hésitait entre l'orientation continentale et le volet «atlantique». En ce qui concerne la limitation des armements et la stratégie militaire, toutefois, la Conférence de Stockholm différerait des négociations sur la réduction des forces classiques et des forces nucléaires de théâtre. L'adoption de mesures acceptables propres à accroître la confiance et la sécurité en Europe ne pouvait que renforcer la sécurité de l'Alliance; advenant l'échec d'un tel régime, ou le refus du Pacte de Varsovie de s'y conformer, la sécurité de l'Europe occidentale ne serait pas fondamentalement compromise. Par conséquent, ni un silence respectueux, ni des déchirements internes n'ont paru caractériser la diplomatie canadienne à Stockholm.

Ayant supposé que l'Est et l'Ouest craignaient tous deux que la guerre éclate en Europe par suite d'une attaque surprise ou d'une erreur de calcul (hypothèse qui existe encore aujourd'hui dans la pensée du Canada relativement à la limitation des armements en Europe), notre pays, à la fin des années 1950 et au début des années 1960, exhorta ses alliés à envisager sérieusement de conclure avec le Pacte de Varsovie un accord sur l'établissement réciproque de postes d'observation terrestres. Pourtant, comme on se méfiait beaucoup des intentions de l'Est et que

négociations sur la limitation des armements, l'accord intervenu entre les membres de la CDE n'influera pas sensiblement sur les activités militaires du Canada en Europe; en effet, il est très rare que notre pays y déploie plus de 13 000 militaires, chiffre qui constitue le seuil au-delà duquel une notification et la présence d'observateurs sont exigés. Toutefois, les dispositions de Stockholm auront sans doute une incidence sur les manoeuvres militaires multinationales de l'OTAN et du Pacte de Varsovie. Par conséquent, l'accord conclu par la CDE devrait



l'Alliance craignait de compromettre ainsi sa planification militaire et son état de préparation, le Canada laissa tomber cette initiative. Le moment n'était pas encore venu de faire valoir les avantages d'une telle idée, mais au cours des années 1970, l'OTAN entreprit des études sur les mesures propres à accroître la confiance, dans le contexte de la CSCE et des pourparlers de Vienne sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces (MBFR).

L'accord d'Helsinki adopté en 1975 prévoyait entre autres mesures l'annonce des manoeuvres militaires de grande envergure en Europe. Il n'était cependant pas obligatoire de faire une telle notification, et c'est ainsi que l'Occident se mit à bon droit à craindre que l'Union soviétique ne respectât pas l'esprit des dispositions d'Helsinki. Aux yeux de l'Occident et du Canada, les pourparlers de Stockholm offraient l'occasion de remédier à cette lacune, et c'est effectivement ce qui arriva. L'Union soviétique a accepté le principe que le Canada avait aidé à définir et selon lequel tous les pays d'Europe doivent obligatoirement appliquer les mesures propres à accroître la confiance et la sécurité, mesures qui doivent être vérifiables et avoir une incidence militaire sensible.

Le Canada a joué un rôle important à Stockholm, mais il ne comptait pas parmi les principaux intervenants. Comme la plupart des

favoriser la progression vers un autre objectif qui a toujours été au coeur de la pensée canadienne relativement à la limitation des armements et à la sécurité en Europe.

AUX YEUX DU CANADA, LA LIMITATION des armements n'est pas uniquement une dimension de la défense de l'OTAN, mais aussi un moyen d'en arriver à mieux coordonner et à mieux planifier les activités militaires de l'Alliance. Ottawa doit continuer à présenter la limitation des armements en Europe non seulement comme un palliatif politique dans le contexte des décisions épineuses concernant le matériel de l'Alliance, mais aussi comme un élément contrebalançant le penchant de l'OTAN pour les pis-aller face aux multiples problèmes que pose la défense de l'Europe occidentale. Il est à espérer que l'Est et l'Ouest en viendront à voir dans un régime de mesures propres à accroître la confiance et la sécurité en Europe et susceptibles d'avoir une incidence militaire sensible une solution de rechange à un programme de réarmement conventionnel coûteux et (dans le cas de l'Ouest) présentant peu d'attrait politique, programme qui serait axé sur de nouvelles technologies permettant de frapper loin en territoire adverse et risquant par conséquent d'avoir des effets destabilisateurs. Dans une Europe où n'existerait aucune limitation des

armements, l'Occident pourrait bien juger un tel réarmement nécessaire pour compenser l'avantage numérique important dont le Pacte de Varsovie dispose au chapitre des engins conventionnels.

Le régime de mesures susmentionné n'entraînera pas une diminution des capacités classiques du Pacte de Varsovie, mais ce n'en est pas là l'objet non plus. Elles ne représentent pas une étape vers le désarmement, et l'on ne doit pas les percevoir comme telles. Elles visent plutôt à favoriser un équilibre plus stable des forces. Si, de part et d'autre, on respecte l'accord de Stockholm et si l'on en élargit la portée en renouvelant le mandat de la CDE, on commencera à rétablir l'équilibre des forces en Europe. L'accord devrait atténuer l'avantage stratégique que le Pacte de Varsovie détient sur le plan de la préparation opérationnelle, du fait que l'Est puisse recourir à la duperie sous le couvert du secret.

En soi, les mesures propres à accroître la confiance offrent aux adversaires une occasion de communiquer entre eux au sujet de leurs effectifs militaires. Elles sont conçues pour réduire les risques de guerre, plutôt que le nombre des instruments de guerre, grâce aux échanges de renseignements d'ordre militaire. En ce sens, le mot «confiance» fait allusion à la connaissance et à la prévisibilité, plutôt qu'à la «crédulité ou à la foi», deux mots qui n'ont pas vraiment leur place dans le lexique de la stratégie internationale. Le fait que le Pacte de Varsovie ait accepté à Stockholm des mesures de conception essentiellement occidentale constitue la plus importante réalisation de la CDE. Ce succès est attribuable tout autant à la cohésion de l'OTAN qu'à l'intérêt soudain et fortuit de la Russie gorbatchévienne pour le *glasnost*. □

Pour en savoir plus

John Borawski, «Stockholm: Prospect and Retrospect – Confidence and Security Building Measures in Europe», *Parameters: Journal of the US Army War College*, vol. XVI, nx 4, hiver 1986.

Ministère des Affaires extérieures, Canada, *Le Bulletin du désarmement*, hiver 1985-1986 (Supplément: Le Canada à la Conférence de Stockholm), hiver 1986 – printemps 1987.

Allen Lynch, «The CDE Agreement – Achievement and Prospects», *Arms Control Today*, novembre 1986.

Robert Spencer (sous la dir. de), *Canada and the Conference on Security and Cooperation in Europe*, Presses de l'Université de Toronto, Toronto, 1985.

GORBATCHEV : LE BILAN DU CHANGEMENT

Une génération d'observateurs du Kremlin prise au dépourvu par
le nouveau régime soviétique.

PAR TIMOTHY J. COLTON

MIKHAIL GORBATCHEV remet en question non seulement de nombreuses structures et politiques établies depuis longtemps dans son pays, mais aussi les cadres intellectuels qui nous servent à interpréter les affaires soviétiques.

Pendant une génération, les sociologues occidentaux ont surtout concentré leur attention sur les questions du pouvoir et de l'influence. Quelle est vraiment l'ampleur du prestige politique du Secrétaire général ? Comment se compare-t-il à celui de ses collègues du Kremlin ? Les bureaucraties, les centres de réflexion et les groupes locaux et ethniques ont-ils leur mot à dire et, si tel est le cas, dans quelle mesure ? Il n'existe aucune réponse universellement acceptée à toutes ces questions. Il est cependant juste d'affirmer que les experts occidentaux, tout en s'intéressant davantage au rôle politique de groupes et de cénacles autres que l'oligarchie du Parti à Moscou, ont continué à percevoir le gouvernement soviétique comme étant très centralisé et autoritaire, comparativement aux démocraties libérales.

Si toutes ces questions n'ont en fin de compte rien perdu de leur importance, elles ont tendance à être éclipsées, à la fin des années 1980, par les dilemmes que suscitent la montée de M. Gorbatchev et le fait qu'il annonce avec force tambours la nécessité d'opérer une réforme systémique. Ce qui retient maintenant notre attention, ce n'est pas tant la répartition du pouvoir que la capacité du système soviétique d'innover et de s'adapter. L'Union soviétique peut-elle effectivement moderniser ses institutions politiques et économiques et, comme M. Gorbatchev le propose maintenant, peut-elle vraiment les «démocratiser» ? Quels éléments favorisent la réforme et quels sont ceux qui l'entravent ? Jusqu'à quel point le système peut-il être réformé sans perdre son essence marxiste-léniniste ?

L'avènement du changement à Moscou a pris la majorité d'entre nous au dépourvu. Non seulement il oblige les érudits et les milieux gouvernementaux à suivre l'évolution des choses avec une attention jugée inutile pendant la longue ère Brejnev où tout semblait invariable, mais encore il nous incite à examiner sous un nouveau jour les hypothèses concernant le rapport qui existe entre le pouvoir politique et la capacité du système. Dans le passé, nous avons eu tendance à croire que c'était précisément la grande concentration de pouvoir au coeur du régime qui le rendait si résistant au changement. Mais que penser quand les instances suprêmes du système se donnent pour mission de le changer au lieu de le conserver tel quel, contrairement à ce qui fut le cas pendant les années hivernales de l'époque brejnevienne ? M. Gorbatchev et son gouvernement réformiste se livrent à une expérience fascinante qui nous aidera peut-être un jour à trouver la réponse à cette question.

Je dis bien «un jour», car nous n'en sommes qu'à la troisième année de l'ère Gorbatchev, et il est bien trop tôt pour affirmer avec certitude où ces efforts aboutiront. Il est difficile d'évaluer la situation notamment parce que les opinions de M. Gorbatchev lui-même au sujet de ce qui devrait changer ont varié. À son arrivée au pouvoir en mars 1985, il a surtout mis l'accent sur la modernisation technologique et le resserrement de la «discipline» étatique face à des déviances telles que l'alcoolisme, la corruption, l'absentéisme et la fainéantise au travail. Puis quand le Vingt-septième congrès du Parti a eu lieu au début de 1986, M. Gorbatchev a énoncé des objectifs plus ambitieux et parlé de «réformer radicalement» les mécanismes de la planification et de la gestion économiques. À l'été de 1986, il a évoqué avec encore plus de verve la reconstruction nationale (la *perestroïka*).

Il soutient désormais que la société soviétique doit entreprendre des changements révolutionnaires, et non pas seulement des réformes par bribes, et, fait tout aussi important, que ces transformations doivent aller au delà des structures technologiques et économiques pour toucher également la politique, la culture et la moralité personnelle.

LA PENSÉE DE MIKHAÏL GORBATCHEV fluctue beaucoup, presque au point d'être imprévisible. En outre, beaucoup d'éléments de son programme demeurent vagues, provisoires et même contradictoires. Il faudra encore beaucoup de temps avant que nous (et quant à cela, le peuple soviétique) puissions percevoir exactement ses plans.

Sur le plan économique, par exemple, M. Gorbatchev semble prôner à la fois la décentralisation et la recentralisation de la bureaucratie, deux objectifs qu'il est en principe possible de concilier mais que ses déclarations n'ont pas encore permis de distinguer avec la moindre rigueur. M. Gorbatchev favorise l'attribution d'une plus grande liberté aux entreprises individuelles et aux coopératives, et de nouvelles lois qui prendront effet en 1987 concrétisent cette idée, mais les entrepreneurs se heurtent encore à des restrictions à certains égards plus sévères que celles ayant existé auparavant. Dans les domaines culturel et intellectuel, M. Gorbatchev a, surtout depuis le milieu de 1986, favorisé un dégel d'une ampleur qui ne s'était pas vue depuis Khrouchtchev, et pareil progrès est attribuable entièrement au nouveau chef et à ses collègues. Pourtant, il nourrit de toute évidence encore quelques doutes au sujet de l'analyse publique libre de l'époque stalinienne, laquelle a suscité tant de controverses, et il n'a jusqu'ici pas rempli ses promesses à propos des changements législatifs qui devaient institutionnaliser la liberté de presse et la liberté artistique. Parmi les propositions les plus intrigantes de

M. Gorbatchev, citons celle qu'il a formulée en janvier 1987 au plenum du Comité central du Parti et qui concerne des élections à candidatures multiples non seulement pour les organes législatifs du gouvernement (cela se fait depuis des années en Europe de l'Est), mais aussi dans les sphères dirigeantes du Parti communiste même. Toutefois, en déposant sa proposition, il a soutenu sans explication qu'elle ne mettrait pas en péril le principe sacré du «centralisme démocratique», selon lequel les décisions des organes supérieurs du Parti sont exécutoires pour les fonctionnaires des niveaux inférieurs.

Quiconque cherche à analyser l'évolution récente de la conjoncture soviétique se heurte en outre à des éléments indubitables mais insaisissables témoignant de l'existence d'une résistance aux idées de M. Gorbatchev. Sur les neuf membres du *Politburo* (sans compter M. Gorbatchev) qui étaient en poste en mars 1985, quatre ont été obligés de prendre leur retraite, censément parce qu'ils avaient refusé d'épouser le régime proposé par le nouveau Secrétaire général. Dans chacun des discours qu'il a prononcés depuis le congrès du Parti, M. Gorbatchev a évoqué la résistance généralisée que ses plans suscitent. En février 1987, il a déclaré que ses propositions relatives à la réforme électorale et à d'autres questions politiques qu'il avait formulées en janvier avaient provoqué une telle levée de bouclier de la part des membres du Comité central qu'il avait dû reporter le plenum trois fois avant de pouvoir obtenir le consensus nécessaire. Dans un autre discours, cette fois en avril 1987, M. Gorbatchev a affirmé qu'il existait des détracteurs «dans le Comité central et le gouvernement, dans les ministères, dans les républiques et les régions... dans les coopératives d'ouvriers et dans la ligue de la jeunesse». Il a cependant admis, dans le même discours, que les objections n'étaient pas toutes

inspirées par l'égoïsme et l'étroitesse d'esprit, termes qu'il avait jusque-là employés pour confondre ses opposants, mais que certaines des réserves exprimées étaient motivées par des «préoccupations au sujet de la stabilité de notre société».

IL N'EXISTE AUCUN ÉTALON SCIENTIFIQUE permettant de mesurer l'ampleur de l'opposition aux vues de M. Gorbatchev ou de calculer les risques pour que ses réformes, comme celles de Nikita Khrouchtchev, soient bloquées prématurément par une intervention conservatrice. Nous pouvons conjecturer, néanmoins, que ses idées sont moins populaires auprès des groupes plus âgés, des personnes attachées à l'idéologie et aux comportements soviétiques orthodoxes, et de celles qui risquent de subir des pertes matérielles, advenant une réforme économique profonde (et cela inclut de nombreux ouvriers ainsi que des administrateurs). M. Gorbatchev a montré qu'il est un politicien plein de ressources et un preste tacticien; jusqu'ici, il a déjoué ses adversaires à chaque occasion. Nous pouvons en outre déduire que les écueils les plus dangereux pour lui surgiront l'an prochain. Ses réformes, surtout dans le domaine économique, en sont encore au stade embryonnaire, et il faudra encore un certain temps avant qu'elles donnent des résultats; en revanche, c'est en 1988 qu'il a l'intention de convoquer une assemblée spéciale du Parti (la première en son genre depuis 1941) pour promouvoir des changements politiques (et vraisemblablement évincer les conservateurs de l'establishment soviétique). Si ses détracteurs veulent enrayer son action pour de bon, ils devront le faire au cours des prochains mois, car ce sera sans doute la meilleure occasion, sinon la seule, qui s'offrira à eux à cet égard.

Heureusement, certains des changements s'étant opérés chez M. Gorbatchev lui-même nous aideront probablement à suivre l'évolution des choses et à prédire le sort que son programme connaîtra. La politique du *glasnost* (ouverture, publicité, candeur) prend de l'ampleur chaque semaine, et son application en a principalement été confiée à M. Aleksandr Yakovlev, secrétaire national du Parti pour la propagande et les affaires culturelles et ancien ambassadeur de l'URSS au Canada. Bien des questions sont encore taboues, les médias de masse ont un nouveau parti pris (pro-Gorbatchev), et certaines informations récemment publiées (par exemple, dans les re-

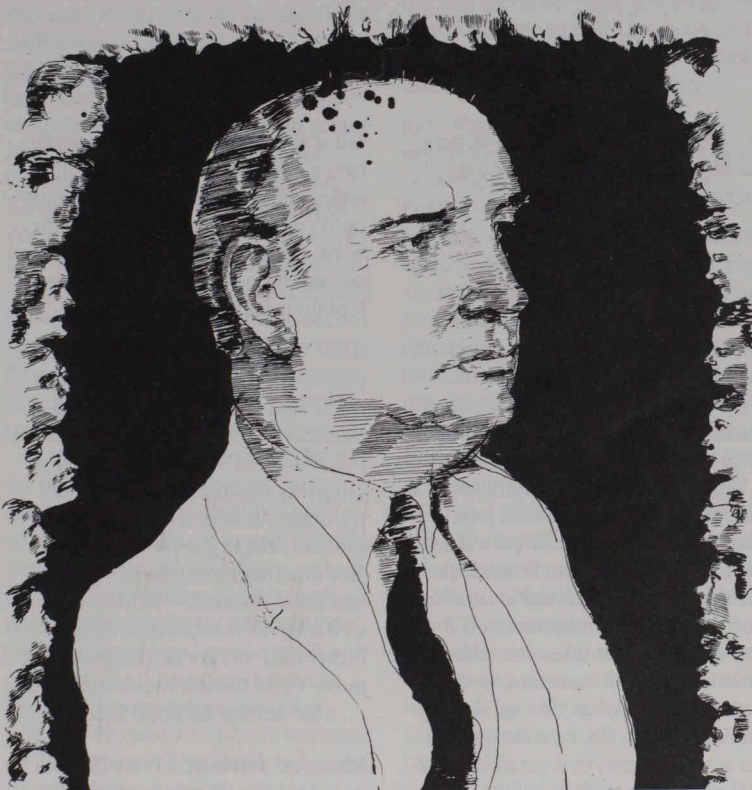
cueils de données statistiques) font peu sérieux et manquent de logique. Malgré tout, on peut aujourd'hui se demander de combien d'institutions, de politiques et d'habitudes il est désormais possible de discuter avec un degré raisonnable d'exactitude et d'honnêteté.

M. Gorbatchev et son équipe viennent maintenant qu'il est nécessaire d'offrir au public soviétique un

minimum d'information sur la politique, et non pas seulement sur les questions économiques et techniques, et c'est là un aspect fort encourageant pour les soviétologues. Selon ces derniers, c'est là une condition sine qua non pour que les sujets soviétiques passifs deviennent des citoyens plus actifs qui participeront – certes dans des cadres surveillés – à l'occasion au processus décision-

nel et dont le moral plus élevé et le sens plus aigu des responsabilités auront en fin de compte une incidence sur les résultats économiques. Ainsi, les fonctionnaires, journalistes et sociologues soviétiques ont commencé au cours des derniers mois à écrire et à parler sur la façon dont les décisions politiques sont et devraient être prises, et ils le font avec une franchise jamais vue dans les médias soviétiques depuis les années 1920.

M. Gorbatchev lui-même a déclaré que le Comité central du Parti, organisme censément tout-puissant, est inerte depuis des années et se désintéresse des questions fondamentales. Des critiques acerbes ont été publiées sur les soviets locaux, conseils municipaux qui disposent en théorie de droits absolus mais qui, en réalité, obéissent servilement à leurs dirigeants. Des secrétaires locaux du Parti ont accordé des entrevues au cours desquelles ils ont fait allusion précautionneusement au jeu du pouvoir dans les bureaux mystérieux du Parti. Les journalistes et les historiens se sont de nouveau penchés sur le mode de gouvernement de Staline, et il semble qu'on ait décidé de réviser ce qui concerne la période brejnevienne dans les manuels d'histoire du Parti et, en fait, de mener sur les premières années de l'histoire politique soviétique des recherches plus approfondies que ce ne fut jamais possible, même sous Khrouchtchev.



Berry Bitt

PROPOS DE M. GORBATCHEV

Les paragraphes suivants sont de courts extraits d'un long discours que Mikhail Gorbatchev a prononcé devant le Comité central de Parti communiste, à Moscou en janvier 1987. Mais la question est de savoir comment il faut lire ces extraits. S'agit-il de propositions sérieuses ou d'une habile prestidigitacion ? Comment doit-on effectivement faire le bilan de ce qui se passe aujourd'hui dans l'URSS de M. Gorbatchev ?

Réformes économiques

... Le revenu de l'entreprise, toutes les formes d'encouragements à l'intention des membres des groupements ouvriers, et la mesure où l'on satisfera aux exigences sociales dépendront entièrement des résultats finaux du travail ainsi que de la quantité et de la qualité du produit fabriqué et des services rendus.

Surmonter la résistance aux réformes

... De toute évidence, certains camarades ont de la difficulté à comprendre que la démocratie n'est pas seulement un slogan, mais bien l'essence de la restructuration. Ils doivent modifier leurs points de vue et leurs habitudes, s'ils ne veulent pas se faire dépasser par les grands courants de la vie. C'est le conseil pressant que nous donnons aux sceptiques et aux traînants.

La démocratie et «l'ouverture»

La démocratisation de la société pose, en des termes nouveaux, la question de savoir comment s'exerce le contrôle sur le fonctionnement des organes du Parti, des soviets et des entités économiques, et sur leur personnel. En ce qui concerne la domination des «instances supérieures», des changements sensibles se sont produits récemment, comme vous le savez. Il était autrefois interdit de critiquer divers aspects du système, mais cela est de plus en plus chose du passé.

NOUS N'ASSISTONS EN FAIT QU'AU début d'une nouvelle ère, mais c'est un début envoûtant dans une société où la politique à presque toujours été synonyme de domination par les paliers supérieurs de la hiérarchie. Dans le secteur de l'information au moins, les analystes occidentaux devraient profiter sensiblement des changements opérés pour la population soviétique et destinés, en fin de compte, à faire du système soviétique une entité moins névrosée, plus moderne et plus compétitive. Si M. Gorbatchev parvient à ses fins, ni la vie politique soviétique ni l'opinion qu'en a l'Occident ne seront plus jamais les mêmes. □

Pour en savoir plus

Jean-Marie Chauver, «Le printemps de Moscou, Transparence des débats opacités des réformes», *Le Monde diplomatique*, mai 1987.

Timothy J. Colton, *The Dilemma of Reform in the Soviet Union*, édition révisée, Council on Foreign Relations, New York, 1986.

Hélène Carrère D'Encausse, *Ni Paix, ni Guerre*, Flammarion, Paris, 1986.

UNE ENTREVUE AVEC MICHAEL HOWARD

Un éminent spécialiste de l'histoire militaire nous parle des mouvements pacifistes et de ce qu'on entend par le mot «paix».

Cet entretien est extrait de l'émission *Realities*, diffusée pour la première fois sur les ondes de TV-Ontario en décembre 1986. Sir Michael Howard est professeur Regius d'histoire moderne à l'Université d'Oxford. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages dont le plus célèbre, *The Causes of War*, a été publié par la *Harvard University Press* en 1983. Cet entretien a été animé par Richard Gwyn, correspondant européen du *Toronto Star*.

RICHARD GWYN : Si vous le voulez bien, nous allons d'abord parler de la guerre et de la paix, et de leur nature respective. Je vais commencer par poser la plus évidente de toutes les questions : la guerre sera-t-elle toujours avec nous ? Nos enfants et les enfants de nos enfants seront-ils condamnés à compter avec la guerre, à s'en inquiéter, à essayer de la prévenir ?

MICHAEL HOWARD : La guerre sera avec nous tant et aussi longtemps qu'il y aura des gens disposés à user de la violence pour atteindre leurs objectifs politiques. La violence n'est pas forcément pour eux une solution de choix ; ils peuvent se sentir acculés à y recourir s'il n'y a pas d'autres moyens d'obtenir ce qu'ils recherchent. Les gens qui ne sont pas satisfaits de l'état actuel du monde, qui se sentent lésés, qui s'estiment contraints par leurs frontières, qui jugent leur idéologie insuffisante en soi, ces gens-là donc, auront toujours tendance à user de la violence s'ils ne peuvent parvenir à leurs fins par la négociation, dans la mesure où, pour eux, la négociation revient tout simplement à s'accommoder du statu quo. C'est pourquoi les peuples seront toujours portés à employer la violence. Et qu'il s'agisse de conflits déclarés, de guérilla ou d'actes terroristes, il est probable que la guerre existera toujours.

R.G. : Et la paix ? Est-ce que la paix est tout simplement l'absence de guerre ?

MICHAEL HOWARD : La paix, c'est deux choses. En premier lieu, c'est l'absence de guerre. Or, cela n'est pas une mauvaise chose, loin de là. Les gens qui, de nos jours, répètent à souhait «Ah, si seulement nous avions la paix», vivent généralement dans des conditions de paix profonde. Et ceux d'entre nous qui ont connu la Seconde Guerre mondiale sont très heureux de ce genre de paix. Mais il est vrai que cette paix n'est pas une paix véritable. Je veux dire par là qu'une paix véritable ne s'instaure qu'à partir du moment où il règne entre les peuples une telle entente, une telle communion de sentiments et d'objectifs, qu'il n'y a plus de conflit. Or, ce n'est pas le cas actuellement, et il serait très difficile de réaliser cet état de choses. Mais la paix en tant qu'absence de guerre constitue dans la plupart des esprits un préalable essentiel à cet autre état de paix que je décrirais comme étant la «réconciliation des conflits».

R.G. : À vous entendre définir ce qu'est la paix véritable... C'est un peu comme si vous parliez du Royaume de Dieu sur terre.

MICHAEL HOWARD : Oui. Et je crois que c'est ce sens-là que retiennent la plupart des mouvements pacifistes lorsqu'ils disent «Nous voulons la paix». Ils aspirent à une situation où il n'y aura plus jamais de conflit, où la menace cessera d'exister, où le lion ira côtoyer l'agneau, et où l'enfant pourra jouer dans l'antre du basilic. Cette notion de paix, de *Shalom*, est celle qui inspire les grands saints et les grands martyrs du monde actuel. Et l'ennui avec les mouvements pacifistes, et avec le conflit entre les diplomates d'une part et les mouvements pacifistes de l'autre, c'est que les diplomates, lorsqu'ils parlent de paix, parlent en

fait d'absence de guerre. La perfection n'étant pas de ce monde, ils entendent se débrouiller du mieux qu'ils peuvent avec les moyens du bord. Or, les mouvements pacifistes ne veulent pas s'arrêter là. Ils veulent un monde parfait...

R.G. : Vous parliez des raisons qui poussent les hommes à combattre... D'après vous, ces raisons ne tiennent pas forcément à l'instinct de possession ni à l'agressivité, mais elles procèdent plutôt d'un calcul rationnel. Je trouve cela plutôt surprenant, car la guerre me semble être une manifestation de l'agressivité chez l'homme – le mâle qui s'affirme, le machisme à outrance, l'impératif territorial. La guerre ne puise-t-elle pas ses racines dans le... côté animal de notre nature ?

MICHAEL HOWARD : Je ne le crois pas, non, pas de nos jours. Le machisme exagéré qu'on retrouve chez les supporters déchaînés du football anglais n'a pas grand-chose à voir avec les calculs de guerre et de paix auxquels se livrent nos hommes d'État. J'ai d'ailleurs un exemple à vous donner. En 1939, c'est la Grande-Bretagne qui a déclaré la guerre à l'Allemagne, et non vice-versa. Or, les Britanniques étaient un peuple profondément pacifiste qu'une guerre, vingt ans plus tôt, avait bien failli saigner à blanc. Nous n'en voulions plus. C'est à notre corps défendant que nous nous sommes laissés entraîner dans un conflit avec l'Allemagne. Pourtant, la décision a été prise en 1939 avec la caution massive du peuple. Le raisonnement était le suivant : si nous n'entrons pas en guerre maintenant avec les Allemands, nous ne serons jamais en mesure de le faire ; ils deviendront de plus en plus forts, ils conquerront l'Europe de l'Est, puis ils submergeront l'Europe de l'Ouest ; nous aurons en face de nous un adversaire tellement puissant qu'il ne nous restera plus qu'à capituler. C'est donc ce calcul rationnel, pri-

mant sur notre désir instinctif d'éviter la guerre, qui nous a poussés dans le conflit. Cet élément rationnel, vous pouvez le retrouver dans presque toutes les décisions menant à la guerre. Il était même présent en 1914, bien qu'à cette époque le machisme jouait un rôle beaucoup plus important.

Cela dit, on constate que du côté des États-Unis, les calculs stratégico-nucléaires comportent une multitude de «si» hypothétiques. C'est sans doute la même chose du côté soviétique... Que se passerait-il «si» l'autre camp acquérait un avantage qualitatif et quantitatif tellement écrasant en matière de missiles qu'il pourrait détruire tous nos missiles sol-sol ? Certes, nous pouvons toujours nous rabattre sur nos missiles mer-sol. Mais «si» les Russes nous disaient alors : N'employez pas vos missiles mer-sol ou nous attaquerons vos villes ? Et «si» un président américain était faible au point de céder au chantage et de capituler ? Et «si», admettant que le président américain ne soit pas faible, l'Union soviétique croyait à sa faiblesse et commençait une guerre ? Et «si»... Bref, c'est ce genre de calcul ultrarationnel qui provoque la course aux armements...

R.G. : La course aux armements ne présente-t-elle pas de nos jours un aspect particulièrement troublant ? Car s'il n'est pas trop difficile de maintenir une certaine parité entre l'Est et l'Ouest... n'est-il pas vrai que les deux camps, qui disposent d'énormes complexes militaro-industriels, vendent leurs armes au tiers-monde pour réduire leurs coûts unitaires de production et faire rentrer des devises étrangères ?... Il est quand même logique de supposer que l'Iran et l'Irak ne pourraient pas continuer à se taper dessus après sept ans si ce n'était des armes occidentales qui inondent le marché.

MICHAEL HOWARD : Ma thèse à ce propos est plutôt hérétique. Les conflits dans le tiers-monde sont de vrais conflits, car ils concernent des revendications territoriales. C'est ce qui se produit toujours après l'écroulement d'empires dont l'hégémonie avait assuré une certaine stabilité. On assiste alors à l'émergence d'États ou de groupes successeurs qui se disputent la légitimité des nouveaux pouvoirs.

D'après moi, il était inévitable que la décolonisation donne lieu à des conflits et que ces conflits dégénèrent en guerre ouverte. Or, ce que je vois, ce n'est pas l'Ouest qui fourgue des armes au tiers-monde, mais plutôt le tiers-monde qui demande à l'Occident de lui vendre des armes. Et cela me met hors de moi lorsque j'entends les pays du tiers-monde qui se plaignent aux Nations-Unies parce que l'Ouest leur vend des armes. Après tout, personne ne les oblige à les acheter. S'ils sont preneurs, c'est parce qu'ils estiment que ces armes favoriseront leurs visées politiques...

... Alors cette opinion reçue voulant que ce soit les fabricants d'armes occidentaux, avides de bénéfices, qui provoquent et entretiennent certains conflits dans le tiers-monde, à mon avis n'est pas valable. Les gens du tiers-monde ne sont pas des enfants; leurs problèmes sont de vrais problèmes, et leurs conflits, de vrais conflits. Prendre ces gens-là pour de simples fantoques des fabricants d'armes équivaut à les insulter carrément, et je m'étonne d'ailleurs qu'ils ne s'insurgent pas énergiquement contre cette interprétation.

R.G. : Il me semble que vos sentiments envers les groupes pacifistes sont ambivalents. D'une part, vous écrivez que les questions soulevées par ces groupes à propos des doctrines de défense occidentales sont souvent tout à fait légitimes. Mais d'autre part, on sent chez vous une certaine... irritation... Ce que

vous reprochez surtout aux groupes pacifistes, est-ce leur refus de composer avec les impératifs de la souveraineté, c'est-à-dire la puissance avec toutes ses laideurs, la puissance qui, malgré tout, doit se perpétuer ?

MICHAEL HOWARD : Oui, si vous voulez. Je crois qu'il y a plusieurs facteurs que ces groupes n'ont tout simplement pas pris en compte. Du nombre, le plus important est peut-être que notre mode de vie pacifique en Europe occidentale et en Amérique du Nord s'inscrit dans un système étatique dont la puissance est un instrument nécessaire pour maintenir et protéger ce mode de vie. Qu'entendons-nous par puissance ? Eh bien, la puissance, c'est la capacité d'être maître chez soi et d'empêcher les autres peuples de contrôler vos destinées; c'est moins la capacité d'avoir son propre système de sécurité, que celle d'empêcher tout autre État de vous entraîner de force dans le sien. Je crois que ce n'est pas une mauvaise façon de voir les choses.

À propos de l'Europe de l'Ouest, les neutralistes vous diront : «Eh bien, nous sommes impuissants parce que nous faisons partie du dispositif de sécurité américain.» Ce à quoi il faut répondre : «D'accord, nous faisons partie du dispositif de sécurité américain, mais c'est là une conséquence d'une décision prise par nos propres dirigeants qui voyaient en cette solution le moindre de deux maux.» Quant aux solutions de rechange, on en voit généralement deux. La première consiste à faire partie du dispositif de sécurité soviétique, ce qui de toute évidence n'est pas très souhaitable. L'autre tient à l'idée que nous pourrions, d'une manière ou d'une autre, adopter une position non alignée par rapport aux deux superpuissances. Mais même les pays non alignés ont besoin de leur propre mesure de puissance pour dissuader les autres de les attaquer.

Pourquoi ne pas choisir la neutralité ? C'est une question assez fréquemment posée. Ma réponse,

hélas, n'a rien d'original : la neutralité se décide à trois. Car il ne suffit pas tout simplement de dire qu'on va être neutre par rapport à A et B. Encore faut-il que A et B conviennent de reconnaître votre neutralité – des pays comme la Belgique l'ont constaté à leurs dépens au fil de l'Histoire. J'ai donc bien peur que le problème soit inéluctable : la puissance revient à la capacité de défendre son mode de vie et son territoire contre tout autre État. La puissance à cette échelle exige obligatoirement une forte composante militaire.

R.G. : Parlons des raisons qui poussent le mouvement pacifiste à s'élever contre les autorités, les pouvoirs établis, les professionnels... Il y a, je crois, deux raisons. En premier lieu, cet *establishment*, qui impressionne parce qu'il manie bien le jargon, qu'il sait combien de charges éjectables existent, qu'il a des grands bureaux et des titres ronflants, a affiché par le passé une stupidité criminelle. Prenez le conflit de 1914-1918, une guerre futile à en être grotesque, qui a bien failli détruire l'Europe. Cette guerre-là, ce sont les pouvoirs établis qui l'ont déclenchée. Alors, comment peut-on faire confiance aux héritiers de cet *establishment* ? La seconde raison, bien entendu, est la crainte de l'accident. Tôt ou tard, avec ce foisonnement de missiles, quelqu'un va appuyer sur le mauvais bouton et ce sera la fin de l'humanité.

En dernière analyse, les groupes pacifistes n'ont-ils pas raison sur ces deux plans, à savoir que la bureaucratie, l'*establishment*, est stupide, et qu'un accident est inévitable ?

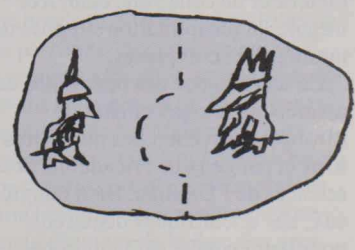
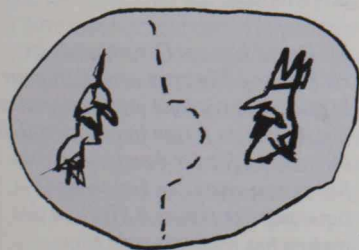
MICHAEL HOWARD : Les hommes d'État et les bureaucrates sont de la même étoffe que vous et moi. Ils ont des femmes et des enfants. Ils font partie de la société. Simplement, ils ont choisi comme boulot de se spécialiser dans ces questions très controversées. Et si vous n'aimez pas les solutions qu'ils trouvent, alors c'est à vous d'en proposer des meilleures.

Voilà ce qui m'irrite d'ailleurs chez les groupes pacifistes. De façon générale, ils se contentent de critiquer.

Quant à la possibilité d'un accident, c'est tout le monde qui s'en inquiète, pas seulement le mouvement pacifiste. En fait, le problème comporte deux éléments. D'abord, il y a le risque d'une anomalie technique (Comment faire pour empêcher que tout saute ?). Or, jusqu'à présent, on ne s'est pas trop mal débrouillé...

... Le faux calcul, l'erreur de jugement en cas de crise. Voilà ce qui m'inquiète vraiment. Le risque existe. Et le problème auquel nous devons nous attaquer en priorité est celui de la manipulation ou de la «gestion» des crises, pour reprendre l'expression des spécialistes. À mon avis, nous nous en sommes assez bien tirés jusqu'ici. Lorsque les deux camps se sont approchés du gouffre, ils ont su réfléchir et reculer. La crise de Cuba en 1962 – c'est la seule fois depuis 1945 où j'ai vraiment eu très peur – a pu être résolue sans casse. En 1973 aussi, la situation était parfois très délicate, mais elle n'a pas vraiment approché le point de non-retour. Ce n'est pas dire que cela ne puisse pas se produire un jour; mais il n'y a absolument rien que l'on puisse faire pour créer un monde où ce risque n'existerait plus – sauf un monde complètement affranchi des armes nucléaires, c'est-à-dire un monde très différent de celui où nous vivons.

Car dans ce monde-là, il n'y aurait pas d'États souverains. Le pouvoir serait entre les mains d'un gouvernement mondial dont la légitimité serait reconnue par toutes les cultures différentes, par les Russes comme par les Américains et les Britanniques, par les Arabes comme par les Israéliens. Bref, ce n'est pas notre monde à nous, et bercer l'illusion de voir naître un tel monde, c'est jouer à l'autruche. C'est refuser d'attaquer de front les problèmes actuels qui demandent toute notre attention. □



LETTRÉ DE KIEV PAR DAVID COX



Kiev : une ville dont les nombreux monuments reflètent une longue et riche histoire. Pourtant, on peut conjecturer que ses habitants se seraient accommodés d'un héritage moins lourd. . . .

Depuis le début du XX^e siècle, Kiev a été le théâtre de batailles sanglantes et de cruels affrontements civils. En 1917, les forces révolutionnaires et contre-révolutionnaires s'en disputèrent âprement la maîtrise. Pendant la Seconde Guerre mondiale, la ville tomba entre les mains des Allemands après une dure campagne, pour être reprise deux ans plus tard par les Soviétiques, au prix de combats d'une férocité inouïe. Le ravin de Babi Yar, où plus de 100 000 citoyens de Kiev furent exécutés par les occupants allemands, suscite encore d'amères diatribes, car le monument officiel est dédié non pas aux victimes juives, qui constituaient certainement la majorité, mais plutôt à tous les Kievien qui résistèrent à l'invasisseur.

Mais une fois de plus, le malheur a frappé à Kiev : la ville se trouvait dangereusement prêt de Chernobyl au moment de l'accident nucléaire, et pendant près d'une semaine, son avenir est demeuré incertain. Aujourd'hui, elle constitue le centre nerveux d'une vaste opération soviétique ayant pour but de réhabiliter la région contaminée autour de Chernobyl et de contenir les dégâts environnementaux attribuables aux éléments radioactifs libérés par l'incendie du réacteur.

Dans un rayon de 200 kilomètres autour de Chernobyl, on a établi un périmètre sanitaire dont l'accès est réglementé. La contamination à l'intérieur de cette zone étant très inégale, la réhabilitation suppose des mesures très complexes.

La surveillance des opérations est assurée par les spécialistes de l'Institut des recherches nucléaires à Kiev et par ceux de l'Académie des sciences de l'Ukraine. Bien malgré eux, ces scientifiques disposent, pour leur enquête sur l'environnement et le nucléaire, d'un «laboratoire» plus vaste que tout autre ayant existé depuis Hiroshima et Nagasaki.

Le réacteur nucléaire endommagé est maintenant scellé, mais l'on a mis en place des sondes qui permettent aux ordinateurs de surveiller constamment la température, l'activité nucléaire et les vibrations à l'intérieur du «tombeau» de béton. Maintenant que le danger des premiers temps s'est estompé, les chercheurs de Kiev s'attachent à analyser les répercussions des retombées radioactives. De leur propre aveu, il y a eu de nombreuses surprises.

Les plantes n'ont pas toutes réagi de la même façon aux radiations. Certaines ont absorbé des doses massives, d'autres moins. On sait maintenant qu'il ne faut pas manger de myrtilles après le passage d'un nuage radioactif, mais que les tomates – même dans les régions les plus touchées – sont presque exemptes de nucléides radioactifs. L'objec-

tion à l'autre ? Comment les plantes réagissent-elles dans la nouvelle zone de contamination ?

Des équipes de géologues, de biologistes, de climatologues, de physiiciens et de chimistes se sont réunies à Kiev pour analyser le problème. À l'aide d'un super-ordinateur capable de digérer toutes les données, l'Institut des recherches nucléaires a réalisé un modèle de la région qui incorporera toutes les caractéristiques connues du système écologique.

De toute évidence, l'Institut des recherches nucléaires est fier des résultats obtenus jusqu'à présent. Mais les chercheurs reconnaissent que l'avenir s'annonce difficile. Par exemple, en raison des fortes chutes de neige en hiver, le dégel du printemps a engendré un ruissellement abondant en surface. L'approvisionnement en eau de Kiev doit donc faire l'objet d'une planification d'urgence. La migration des nucléides reste difficile à prévoir, et il faudra résoudre de nombreux problèmes pour pouvoir mener à bien la réhabilitation.

Malgré tous ces impondérables, les instances soviétiques continuent de miser sur l'énergie nucléaire. Ils

ment de l'Ontario serait-il en mesure d'évacuer 45 000 personnes dans les deux heures qui suivraient un accident grave survenu dans un réacteur ? Avons-nous au Canada des zones d'évacuation d'urgence de trente kilomètres ? Connaissions-nous dans ses moindres détails la micro-écologie des régions où sont installés nos réacteurs, ou même les variations locales de la nappe phréatique ? Avons-nous suffisamment de spécialistes dans tous les domaines scientifiques pour entreprendre un effort de réhabilitation comparable à celui déployé à Kiev ?

L'expérience de Kiev avec le nucléaire donne à réfléchir sur d'autres plans. Les dommages à la vie aux alentours de Chernobyl ont été provoqués par la décharge de 4 ou 5 p. 100 seulement du cœur radioactif du réacteur. On a comparé ce niveau de radioactivité à celui que produirait l'explosion d'une arme nucléaire de cinq kilotonnes (ce qui représente seulement le tiers de la puissance de la bombe d'Hiroshima). Mais une arme de cinq kilotonnes détruirait l'Institut des recherches nucléaires, l'Académie des sciences ainsi que les hôpitaux mis sur pied pour traiter les victimes de Chernobyl.

Certes, on nous répondra que les réacteurs canadiens sont tout à fait sûrs. Mais le dernier mot, à ce propos, revient aux Soviétiques. Depuis l'accident du réacteur, qu'ils croyaient «tout à fait sûr», les Soviétiques ont considérablement resserré toutes les normes de sécurité et réexaminé de fond en comble les paramètres techniques des réacteurs. Ils avouent cependant en toute franchise qu'un problème essentiel demeure : le facteur humain. Rien n'est parfait, disent-ils, car la perfection n'est pas de ce monde. □

Bien malgré eux, ces scientifiques disposent, pour leur enquête sur l'environnement et le nucléaire, d'un «laboratoire» plus vaste que tout autre ayant existé depuis Hiroshima et Nagasaki.

tif premier des travaux scientifiques est de comprendre les mécanismes de dispersion des différents éléments radioactifs comme le strontium et le césium, par exemple, dont les effets durent le plus longtemps. Pour bien discerner l'incidence de la dispersion dans un contexte global, les scientifiques de Kiev cherchent à déduire les répercussions de ces mécanismes sur le milieu écologique de la région directement touchée, puis de l'Ukraine en général. Les problèmes sont les suivants : comment le niveau de la nappe phréatique varie-t-il d'un endroit à l'autre ? Quelles différences existe-t-il entre les sols qui absorbent les nucléides radioactifs et ceux qui y résistent ? Que se produit-il lorsque les rivières et les cours d'eau charrient la radioactivité d'une ré-

affirment qu'ils n'ont d'ailleurs pas le choix – car le charbon est aussi dangereux pour l'environnement que l'énergie nucléaire – et qu'il n'existe aucune autre solution de rechange viable pour la région de Kiev. Ainsi, même si les Soviétiques ont abandonné leur projet de construction de deux nouveaux réacteurs à Chernobyl et qu'ils renonceront désormais aux réacteurs fonctionnant au graphite, ils sont en train de réparer le second réacteur endommagé qui avait été mis en veilleuse après l'accident.

Il reste à espérer que la catastrophe de Chernobyl aura fait réfléchir le Canada et les autres usagers de l'énergie nucléaire. Le gouverne-

M. David Cox est Directeur de la recherche à l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales. Il a assisté au forum international de Moscou en février dernier et a profité de son séjour en Union soviétique pour se rendre à l'Institut des recherches nucléaires de Kiev.

EN DIRECT DE LA COLLINE PARLEMENTAIRE



La station spatiale

■ Il semble que la question du rôle de la station spatiale, un sujet de discordance entre le Canada et les États-Unis, ait été réglée à l'avantage du Canada.

La station spatiale, qui sera constituée d'une structure de poutres et d'un ensemble de modules pressurisés destinés à abriter des laboratoires de recherche et les logements des astronautes, est censée être construite vers le milieu des années 1990. Les États-Unis ont estimé que cette opération leur coûtera environ 12 milliards de dollars (1984). La contribution de l'Europe, du Japon et du Canada devrait représenter un montant équivalent à près du tiers de cette somme, l'Europe et le Japon assurant la construction des modules de recherches et le Canada celle du Centre mobile d'entretien; cette dernière installation qui coûtera 800 millions de dollars canadiens servira à l'assemblage, à la maintenance et à la réparation de la station.

La controverse porte essentiellement sur la question de savoir dans quelle mesure la station doit ou non être utilisée à des fins militaires. Le Département américain de la Défense a fait tout ce qui était en son possible pour insérer dans les accords internationaux des clauses visant explicitement à se réserver le droit d'utiliser la station aux «fins de la sécurité nationale». Au début du mois d'avril, le Secrétaire à la Défense, M. Caspar Weinberger, a écrit au secrétaire d'État George Shultz, en lui indiquant que les États-Unis devaient être prêts à faire cavalier seul dans l'hypothèse où le prix d'une coopération internationale se révélerait trop élevé.

Il semble cependant que M. Weinberger n'ait pas réussi à faire accepter son interprétation. Si le Département de la Défense a pris parti contre la *National Aeronautics and Space Administration* (NASA), le Département d'État et tous les alliés intéressés, le *National Security Council* s'est, quant à lui, rallié à la NASA en indiquant que la station devrait être utilisée «à des fins pacifiques conformément aux préceptes du droit international».

À l'occasion d'un colloque organisé à Ottawa par le Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement, M. Ashton Carter, éminent expert américain des questions spatiales et membre du *Center for Science and International Affairs* (Université Harvard), a nié que la station spatiale pût présenter une utilité militaire et a souligné que c'est précisément pour cette raison que le Pentagone s'était d'emblée montré hostile au projet. Dans un éditorial paru le 1^{er} mai dernier dans le *Globe and Mail*, Lydia Dotto, spécialiste des questions scientifiques, exhortait les alliés à ne pas relâcher leur vigilance pour autant. Même si le Canada a l'intention de faire enregistrer le Centre d'entretien conformément aux règles du droit international pour se réserver une compétence et une souveraineté de principe sur cette installation, le Centre fera néanmoins partie intégrante de la station; or, les modalités de gestion de cette construction, et par conséquent, le rôle des alliés et du Pentagone, restent encore à définir.

Les ouvertures soviétiques sur la limitation des armements

■ Au début du mois de mai, M. Alexander Bessmertnykh, envoyé spécial de l'Union soviétique, s'est rendu à Ottawa pour s'y réunir avec le premier ministre Mulroney, M. Joe Clark et des hauts fonctionnaires des Affaires extérieures. À cette occasion, il s'est fait l'ambassadeur du dirigeant soviétique Mikhail Gorbatchev et a prié le Canada «d'aider l'Occident» à trouver la voie d'un accord en vue d'éliminer les missiles nucléaires à moyenne et à court portée basés en Europe. Le jour même ou presque, on pouvait lire dans le *Globe and Mail* une déclaration de M. Clark, qui a qualifié de «sérieuses et importantes» les propositions des superpuissances et exprimé sa crainte que les attitudes des pays d'Europe occidentale empêchent la conclusion d'un accord sur la limitation des armements. «Nous ne saurions permettre qu'une initiative ayant demandé tant d'efforts aux superpuissances soit sapée par les désaccords compréhensibles certes, mais non insurmontables, entre les membres de l'Alliance», a déclaré M. Clark.

La situation en Afrique australe

■ Au début du mois d'avril, l'ambassadeur du Canada auprès des Nations-

Unies, M. Stephen Lewis, a laissé entendre que son pays pourrait être prié de participer à une force onusienne de maintien de la paix au Mozambique, pays miné par une guerre civile qu'entretient l'hostilité de son voisin sud-africain. Cette information a fait l'objet d'un éditorial plutôt sceptique paru le 13 avril dans l'*Ottawa Citizen*. Dans cet article, l'auteur soutenait qu'il était très peu probable que toutes les parties intéressées réussissent à s'entendre pour faire appel aux forces de l'ONU. Précisant qu'une opération multilatérale ne pouvait réussir que dans la mesure où toutes les parties en cause en définissaient clairement le mandat, l'auteur de l'éditorial recommandait au Canada d'annoncer dès maintenant son intention de ne pas participer à une entreprise d'ores et déjà vouée à l'échec.

Plus tard dans le courant du mois d'avril, M. Clark a rejeté la demande présentée par le NPD qui invitait le gouvernement à rompre les relations diplomatiques avec l'Afrique du Sud, à la suite du raid militaire de Pretoria contre la Zambie. M. Clark a dénoncé le raid, qui a coûté la vie à quatre civils, et accusé les troupes sud-africaines d'avoir commis «des actes meurtriers». Il a toutefois précisé que Ottawa tenait à maintenir le contact politique avec l'Afrique du Sud, tout en continuant d'exercer des pressions économiques.

De toute évidence, le gouvernement canadien privilégie la voie de la collaboration avec les pays alliés partageant son point de vue, pays avec lesquels il espère favoriser un règlement pacifique de la situation dans le sous-continent africain.

Les comités parlementaires

■ Le Comité sénatorial permanent des Affaires étrangères a publié le 13 mai dernier un Rapport sur les institutions financières internationales et le problème de l'endettement des pays en développement. Dans ce document, les auteurs mettent en doute la validité d'une approche «ponctuelle» pour régler le problème. Il convient désormais de compléter cette stratégie, appliquée depuis 1982, par d'autres modalités visant à accroître le flot des capitaux en direction des pays débiteurs par l'entremise d'organismes internationaux, comme la Banque mondiale, et par celle de gouvernements

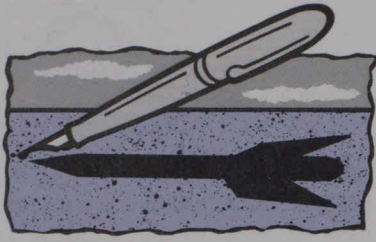
créanciers. Les auteurs du rapport invitent le Canada à améliorer l'accès de ses marchés aux pays en développement endettés, à porter de dix-neuf à vingt-cinq pour cent la part de l'aide publique au développement versée aux banques multilatérales de développement et enfin, à jouer un rôle prépondérant pour favoriser un consensus au sein de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international et de l'Organisation de coopération et de développement économiques, en vue de mettre au point des mesures spéciales propres à réduire l'endettement de ces pays.

L'aide au développement fait l'objet d'un autre rapport ayant été déposé en Chambre le 28 mai; le Comité permanent des affaires étrangères et du commerce extérieur (CPAEE) en est l'auteur. Le document est intitulé *Qui doit en profiter?* et concerne les efforts du Canada dans le domaine de l'aide au développement et les moyens qu'il pourrait prendre pour faire mieux à cet égard. Le Comité a formulé de nombreuses recommandations détaillées, mais l'une des propositions fondamentales préconisait l'adoption par notre pays d'une Charte de l'aide au développement qui servirait à orienter notre programme en la matière. La Charte énoncerait trois grands principes: le Canada doit viser à aider les pays les plus pauvres du monde; il doit chercher à aider les pays en développement à résoudre leurs problèmes tout en tenant compte de l'environnement naturel; au moment de définir les objectifs, le développement doit l'emporter sur les autres considérations.

Le Comité s'est particulièrement soucié d'établir un lien entre la politique canadienne d'aide à l'étranger et les droits de la personne. Le Rapport recommande que l'ACDI élabore, relativement aux droits de la personne, des critères qui serviraient à classer, au chapitre des droits de la personne, les pays susceptibles de bénéficier de l'aide canadienne. Ceux qui obtiendraient une piètre cote d'après les critères ainsi établis seraient automatiquement éliminés de la liste des pays pouvant recevoir une aide bilatérale directe. □

- GREGORY WIRICK

CONDENSÉ SUR LA LIMITATION DES ARMEMENTS



Limiter l'exportation des missiles

■ Après des négociations qui auront duré quatre ans, l'Allemagne de l'Ouest, le Canada, les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et le Japon ont annoncé le 7 avril qu'ils avaient convenu de limiter l'exportation de certains missiles et des technologies s'y rapportant. C'est le premier accord visant à limiter le nombre de systèmes capables de transporter des armes nucléaires, par opposition aux matériaux et à la technologie permettant de fabriquer des explosifs et des ogives nucléaires.

Les sept pays ont convenu de ne pas exporter des missiles ou d'autres véhicules non pilotés capables d'emporter une ogive de cinq cents kilogrammes et de parcourir plus de trois cents kilomètres. Ces deux critères correspondent respectivement au poids d'un engin nucléaire non perfectionné et à la portée minimale présentant la moindre importance du point de vue militaire. Ces missiles ne seront pas exportés, même si l'acheteur déclare qu'il compte s'en servir à des fins pacifiques, à moins qu'il y ait entente officielle entre le pays vendeur et le pays acheteur stipulant que les missiles ne seront pas équipés d'ogives nucléaires. Il incombera au pays vendeur de s'assurer que cette disposition est rigoureusement respectée.

Il est donc interdit d'exporter des systèmes complets tels que des missiles balistiques, des lanceurs spatiaux, des fusées-sondes, des missiles de croisière et des engins robots. Les sous-systèmes sont également assujettis à des contrôles. L'accord interdit en toutes circonstances d'exporter des installations qui permettraient de fabriquer de tels missiles, et il dresse en outre une longue liste de technologies visées par les mêmes restrictions. D'autres technologies pourront faire l'objet d'examen individuels.

L'accord aide énormément à limiter

la prolifération des armes nucléaires. Cependant, les analystes font observer que, pour en accroître l'efficacité, il faudra amener l'Union soviétique, la Chine, Israël, l'Argentine, le Brésil, le Pakistan et l'Afrique du Sud à le signer, car tous ces pays possèdent les moyens de construire de tels missiles. L'accord traduit bien l'inquiétude croissante que suscite la prolifération des armes nucléaires et l'impuissance des sept pays signataires à limiter efficacement l'exportation des explosifs nucléaires.

Les essais nucléaires

■ En mars, l'URSS a annoncé qu'elle avait modifié sa politique sur les essais nucléaires; elle a en effet proposé d'amorcer simultanément des négociations sur les mesures de vérification susceptibles d'aboutir à la ratification du Traité sur la limitation des essais nucléaires (TTBT) et du Traité sur les explosions nucléaires à buts pacifiques (PNET), ainsi que des négociations sur l'établissement de seuils plus bas quant à la puissance des engins nucléaires mis à l'essai et au nombre d'essais effectués. Auparavant, l'URSS avait soutenu qu'il fallait tout d'abord interdire des négociations sur une interdiction totale des essais.

Bien que l'Union soviétique se soit ainsi rapprochée de la position américaine, Washington a rejeté l'offre de Moscou. Pour les États-Unis, l'URSS doit accepter d'intégrer des mesures de vérification plus poussées au PNET et au TTBT avant qu'il soit possible de négocier l'établissement d'autres limites. On considère toujours que l'interdiction complète des essais est l'objectif ultime, mais des porte-parole de Washington ont déclaré que, tant et aussi longtemps qu'il y aura des armes nucléaires, les États-Unis jugeront nécessaire d'exécuter des essais.

Le 13 janvier 1987, le président Reagan a envoyé le texte des deux traités existants (le PNET et le TTBT) au Sénat pour qu'il l'approuve, mais il y a joint des dispositions exigeant un accord avec l'Union soviétique sur de meilleures mesures de vérification. Le Comité sénatorial des relations étrangères (É.-U.) a étudié les deux documents, mais l'ensemble du Sénat ne s'est pas encore penché sur la question.

L'Union soviétique a par ailleurs offert (le 17 avril) d'échanger des observateurs aux emplacements des essais nucléaires. Ainsi, chaque partie enverrait des représentants chez l'autre au moment où l'on ferait exploser un engin nucléaire et où l'on mesurerait les effets et phénomènes se produisant alors. Comme les États-Unis possèdent des connaissances incomplètes sur les caractéristiques géologiques des polygones d'essais soviétiques, ils n'ont pu évaluer avec précision la puissance des engins que l'URSS faisait exploser. Pareil échange favoriserait énormément le calibrage desdits emplacements. Les deux parties profitent des pourparlers de Genève pour examiner cette offre.

Les armes chimiques

■ Les négociations sur une interdiction des armes chimiques se poursuivent à la Conférence du désarmement (CD), à Genève. Des progrès sensibles ont été accomplis depuis que le président Reagan et le secrétaire général Gorbatchev ont exprimé, au sommet de 1985, le désir d'en arriver à une entente sur les armes chimiques. D'après des rapports émanant de la CD, l'accord à l'étude prévoit la création d'un organisme semblable à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui surveillerait le démantèlement des armes et serait chargé de faire respecter les dispositions de l'accord.

Si l'accord est conclu, les armes et les usines de fabrication seront détruites au cours d'une période de dix ans. Pendant la dernière semaine d'avril, l'Union soviétique a annoncé qu'elle avait cessé de produire des armes chimiques et qu'elle avait amorcé la construction d'un centre de destruction des engins constituant son arsenal actuel. Les États-Unis ont invité la délégation soviétique à venir chez eux visiter les installations de destruction et d'entreposage, dans l'Utah.

La France a déclaré qu'elle mettrait ses plans à exécution relativement à l'acquisition de nouvelles armes chimiques et qu'elle conserverait ces dernières pendant les dix ans que les Soviétiques prendront pour détruire leurs stocks. Ces propos ont suscité de l'inquiétude au

sein de l'OTAN, notamment de la part de l'Allemagne de l'Ouest où les armes seraient sans doute utilisées en premier. Bonn a déjà demandé aux États-Unis de ne pas déployer leurs nouvelles armes chimiques sur le territoire ouest-allemand.

Des inspecteurs des Nations-Unies se sont rendus en Irak en avril, après que ce pays eut accusé l'Iran d'avoir employé des armes chimiques. Ils ont affirmé que des signes attestaient que des soldats irakiens avaient été exposés à des agents chimiques, mais ils n'ont trouvé aucun élément permettant de conclure que l'Irak avait effectivement employé de telles armes. Les inspecteurs ont également affirmé que l'Irak avait utilisé des armes chimiques contre des civils iraniens. C'était la première fois que des inspecteurs se rendaient dans ce pays. À deux reprises dans le passé, des enquêteurs avaient été en Irak, après que celle-ci eut accusé l'Irak d'avoir recouru à des armes chimiques.

Réduction des armes classiques en Europe

■ Des représentants des vingt-trois pays de l'OTAN et du Pacte de Varsovie se sont réunis à Vienne pour tenter de définir la portée de négociations qui feront suite à la Conférence du désarmement en Europe (également connue sous l'appellation Conférence sur les mesures propres à accroître la confiance et la sécurité et sur le désarmement en Europe) qui a pris fin en septembre 1986.

La France s'est dite en faveur de tenir les nouveaux pourparlers dans le cadre plus large de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). Participeraient alors aux débats trente-cinq pays européens, y compris les nations neutres et non alignées. Quelques pays neutres ont fait valoir leur désir d'être présents, et la France préfère cette formule, car elle permet à chaque État de présenter sa propre position. Les États-Unis ont proposé des négociations entre blocs (semblables aux Pourparlers sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces, qui se déroulent sans succès

à Vienne depuis quatorze ans), négociations qui se limiteraient aux pays membres des deux alliances. Selon cette formule, il n'y aurait qu'une seule position pour chaque bloc. Il serait par ailleurs possible d'en arriver à un compromis en vertu duquel les pays neutres et non alignés membres de la CSCE seraient tenus informés sur l'évolution des négociations ou pourraient y assister comme observateurs.

Le 9 avril, le Pacte de Varsovie a invité les pays de l'OTAN à amorcer des négociations sur le gel et la réduction des dépenses militaires. Il avait présenté une offre semblable en 1983.

Le 8 mai, la Pologne a soumis un plan en quatre parties pour procéder au désarmement classique et nucléaire en Europe centrale. La proposition prévoit la réduction et l'élimination des arsenaux nucléaires et classiques en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Allemagne de l'Est, en Hongrie, en Allemagne de l'Ouest, en Belgique, aux Pays-Bas, au Luxembourg et au Danemark.

(Voir l'article de Michael Tucker sur le Traité de Stockholm, dans le présent numéro de Paix et Sécurité.)

Pourparlers sur les armes nucléaires et spatiales (NST)

Le président Reagan avait remis au Secrétaire d'État George Shultz de nouvelles instructions avant que ce dernier se rendît à Moscou du 13 au 16 avril. M. Reagan a porté de cinq à sept ans la période au cours de laquelle on réduirait de moitié les armements stratégiques. Par ailleurs, il a proposé de ramener de dix à sept ans la période où aucun des deux camps ne pourrait abandonner le Traité sur les missiles anti-missiles balistiques (ABM). À l'issue de cette période (1994), les deux blocs seraient libres de déployer des systèmes de défense.

Le 8 mai, pendant la huitième ronde des pourparlers NST, les États-Unis ont d'ailleurs présenté un projet de traité à tous ces égards. La structure générale de l'accord sur la réduction des armes nucléaires stratégiques à 50 p. 100 des quantités actuelles demeure la même (les deux

parties conserveraient chacune 1 600 vecteurs stratégiques et 6 000 ogives ou charges nucléaires). Semblant faire une concession à l'Union soviétique, les États-Unis ont fait passer de 3 300 à 3 600 le nombre maximum des ogives pouvant être installées sur les missiles ICBM, ce qui porterait ce seuil à 60 p. 100 du nombre total d'ogives (6 000) proposé antérieurement par l'Union soviétique. Washington continue de réclamer une interdiction des missiles mobiles.

Forces nucléaires à portée intermédiaire (INF)

Les choses ont beaucoup évolué dans ce secteur, depuis que M. Gorbatchev a offert de mener sur ce sujet des négociations distinctes (28 février 1987). Les deux parties ont convenu, comme elles l'avaient fait antérieurement à Reykjavik, de retirer d'Europe tous les missiles à portée intermédiaire et d'en conserver chacune cent en dehors de ce continent, sur leur territoire national.

Deux projets de traité ont été présentés. Les États-Unis en ont soumis un le 4 mars et l'ont fait suivre d'une annexe détaillée sur la vérification, le 12 mars; les Soviétiques ont fait une contre-proposition le 27 avril. Le texte des projets de traité n'a pas encore été rendu public, mais des déclarations des négociateurs des deux parties portent à croire qu'un rapprochement s'est opéré entre ces dernières; cependant, il reste encore des points à élucider. Les États-Unis voudraient pouvoir convertir leurs missiles Pershing II en engins à plus courte portée qu'ils déploieraient ensuite en Europe. Les Soviétiques ont refusé d'accepter cette option en soutenant qu'il serait facile de redonner une longue portée aux missiles. Reste aussi à savoir où exactement les cent ogives restantes à portée intermédiaire seraient mises en place de part et d'autre.

Selon des rapports en provenance de Genève, les États-Unis demandent, dans l'annexe sur la vérification, que des données non codées soient diffusées depuis les centres d'essais des missiles et que soient échangés des renseignements détaillés sur les caractéristiques des mis-

siles. En ce qui concerne l'observance du traité, des inspecteurs se rendraient dans les bases de missiles pour vérifier le nombre d'engins déployés, et ils seraient présents pour surveiller l'élimination des missiles. Des inspecteurs seraient affectés en permanence aux bases où se trouveraient les cent missiles restants. Afin de faciliter la vérification, les États-Unis ont par ailleurs proposé d'éliminer complètement les missiles INF. Moscou a cependant rejeté cette offre en soutenant qu'il lui faut conserver cent ogives en Asie soviétique pour faire contrepoids à la menace que représentent les forces américaines en Corée du Sud et au Japon.

La principale pierre d'achoppement dans les négociations a été les forces nucléaires de théâtre à courte portée (SRINF), c'est-à-dire celles dont la portée est de 500 à 1 000 kilomètres. À Reykjavik, les deux parties ont convenu de les inclure dans tout traité qui concernerait les armes INF. Les Soviétiques ont toutefois paru vouloir, à un moment donné, revenir à leur position antérieure qui consistait à exclure les SRINF des négociations tant qu'un traité sur les INF n'aurait pas été signé. Quand les États-Unis ont déposé leur projet de traité au début de mars, les Soviétiques se sont dits prêts à discuter des SRINF tout en menant des négociations sur les INF. Finalement, pendant une visite qu'il effectuait à Prague (Tchécoslovaquie), le secrétaire général Gorbatchev a laissé entendre que l'URSS était disposée à éliminer complètement les SRINF d'Europe, et cette offre a été présentée officiellement au Secrétaire d'État George Shultz pendant sa visite à Moscou le 14 avril.

M. Gorbatchev a toujours affirmé sa volonté de retirer les SRINF soviétiques d'Allemagne de l'Est et de Tchécoslovaquie dès qu'une entente sur les INF aurait été signée, peu importe que d'autres progrès aient été accomplis ou non relativement au SRINF. Cependant, l'offre prévoyant l'élimination complète de ces missiles d'Europe a créé des problèmes politiques en Europe occidentale. En effet, cette proposition de M. Gorbatchev a fait resurgir des craintes au sujet de la supériorité soviétique en Europe au chapitre des armes classiques. Beaucoup se sont demandés si le Pacte de Varsovie détient effectivement la supériorité qu'on lui reconnaît, mais les chefs

d'Europe de l'Ouest craignent d'être à la merci des forces classiques du Pacte, si tous les missiles nucléaires sont retirés de ce continent. On redoute aussi que l'élimination des INF et des SRINF mine la stratégie de la riposte graduée de l'OTAN et que l'Europe perde ainsi la garantie nucléaire américaine.

L'offre soviétique a causé des problèmes particuliers au gouvernement de coalition en Allemagne de l'Ouest; en effet, le ministre de la Défense, M. Manfred Wörner, tient à conserver les SRINF et à en porter le nombre au niveau atteint par l'URSS, tandis que son collègue des Affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, préférerait accepter l'offre de Moscou.

Une réunion de l'OTAN qui devait avoir lieu le 4 mai a été reportée parce que le gouvernement ouest-allemand n'avait pu en arriver à un consensus sur la question. La Grande-Bretagne a suscité d'autres pressions en annonçant le 15 mai qu'elle est disposée à accepter l'offre soviétique à certaines conditions. Elle a en effet déclaré que tout traité sur les INF doit absolument viser aussi les SRINF, et que toute entente à cet égard doit s'appliquer à l'échelle de la planète; Londres exige en outre que le traité ne concerne aucune-ment les forces britanniques et françaises ni les missiles Pershing I déployés en Allemagne de l'Ouest. Ces derniers sont mis en place par l'Aviation militaire ouest-allemande, mais ce sont les États-Unis qui surveillent l'utilisation de leurs ogives. Les Soviétiques ont donc décidé de les inclure dans tout accord qui concernerait les INF et les SRINF.

Depuis que Moscou a déposé son offre originale en février, les États-Unis ont insisté sur le droit de convertir les missiles Pershing II en engins à plus courte portée. Ils ont clairement précisé au gouvernement ouest-allemand, à la faveur d'entretiens que le président Reagan a eus avec le chancelier Kohl, que, s'il n'accepte pas l'offre sur les SRINF, il doit être prêt à accepter les missiles Pershing II modifiés sur son territoire.

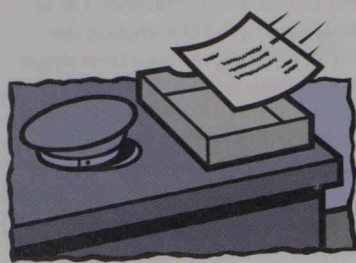
Les États-Unis attendent d'avoir obtenu l'avis de tous les alliés de l'OTAN avant de définir leur propre position finale et de la présenter aux Soviétiques, au fil des négociations. □

- JANE BOULDEN

Calendrier

De juin à août	Séance d'été de la Conférence du désarmement, à Genève.
Du 22 juin au 2 juillet	Réunion du Comité spécial (ONU) de l'océan Indien, zone de paix, à New York.

CHRONIQUE DE LA DÉFENSE



Une nouvelle politique de défense pour le Canada

Le Livre blanc sur la défense, qu'on attend depuis longtemps a été déposé à la Chambre des communes le 5 juin. Les principales dispositions du Livre blanc n'ont causé aucune surprise, car les porte-parole du ministère de la Défense nationale en avaient abondamment discuté au cours des derniers mois, mais l'énoncé de politique a confirmé que l'orientation de la défense canadienne va subir d'importants changements.

LE CANADA ENVISAGE D'ACHETER DE dix à douze sous-marins à propulsion nucléaire pour doter ses forces armées de la capacité d'évoluer dans trois océans : l'Atlantique, le Pacifique et l'Arctique. À l'heure actuelle, seuls les sous-marins nucléaires peuvent naviguer sous la glace pendant de longues périodes de temps. Chaque sous-marin coûterait environ 500 millions de dollars canadiens, mais on ne sait pas exactement à combien les frais d'exploitation réels s'élèveraient, étant donné qu'il faudrait construire diverses installations complexes pour réapprovisionner les groupes moteurs nucléaires et entretenir les sous-marins.

UN DEUXIÈME GROUPE DE SIX frégates sera construit comme prévu, mais on renoncera peut-être au troisième groupe en faveur des sous-marins nucléaires. Cela signifie qu'en l'an 2000, le Canada possédera seize navires de combat de surface, et peut-être quatre ou cinq nouveaux sous-marins, tous les autres devant être achetés entre l'an 2000 et l'année 2010 à peu près.

DANS LES DOMAINES DE LA PATROUILLE maritime et de la guerre anti-sous-marine, le Canada renforcera ses moyens en achetant d'autres avions *Aurora* de patrouille à grande autonomie (il y en a actuellement dix-huit) et de nouveaux avions de patrouille à moyenne autonomie pour remplacer les vieux *Tracker* encore en service.

Le Livre blanc confirme par ailleurs la décision annoncée précédemment, à savoir que le pays se dotera de nouveaux hélicoptères de lutte anti-sous-marine pour ses frégates.

LE CANADA A MODIFIÉ SA POLITIQUE à l'égard de l'OTAN, en ce sens qu'il a renoncé à son engagement de renforcer le flanc nord en Norvège, en période de crise. Jusqu'ici, notre pays devait, en pareille situation, dépêcher dans le nord de la Norvège une brigade légère mécanisée qui aurait été transportée là-bas par mer et par air. La décision d'abandonner cet engagement traduit le point de vue des militaires selon lesquels la brigade ne pourrait parvenir à pied d'œuvre assez rapidement pour aider à empêcher l'éclatement d'un conflit; ils soutiennent par ailleurs qu'advenant une guerre, la brigade serait excessivement vulnérable.

POUR ASSURER AUX ALLIÉS DE l'OTAN que le Canada ne réduira pas l'ampleur globale de ses engagements envers l'Europe, il rééquippa la brigade en question pour en faire une brigade mécanisée dotée de tous les moyens propres à ce genre de formation; elle aura pour rôle de renforcer la brigade mécanisée déjà déployée en Europe. Tous ses effectifs ne seront pas en poste en Allemagne, mais on créera un quartier général de division, et le matériel militaire sera entreposé outre-mer à des endroits déterminés d'avance, de façon qu'au moment voulu, le reste du personnel puisse aller rejoindre par avion les autres effectifs et le matériel en Europe.

LE CANADA ACHÈTERA QUELQUES CF-18 supplémentaires pour compenser les pertes, et le Groupe aérien du Canada augmentera ses effectifs.

ON ENVISAGE DE MODERNISER ET DE réorganiser de fond en comble les Réserves. La Réserve navale participera activement à la défense côtière et au dragage de mines. L'augmentation du nombre des réservistes de l'armée et de l'aviation laisse croire que les soldats «à temps partiel» auront désormais un rôle plus important dans le cadre de la politique de défense.

LE LIVRE BLANC N'EXPLIQUE PAS complètement comment on paiera les dépenses que tous ces change-

ments et achats supposent, mais on convient que, si tous les plans décrits sont mis en œuvre, il faudra accroître sensiblement le budget de la défense.

La stratégie du Canada dans le Pacifique

Les unités canadiennes de défense navale ont toujours été concentrées sur la côte Est, à cause de la priorité que le pays accorde à la protection de l'Europe et des voies maritimes de l'Atlantique-Nord. Ces dernières années, les trois sous-marins du Canada, ses quatre destroyers les plus modernes, les deux tiers de ses frégates opérationnelles de lutte anti-sous-marine (ASM), la plupart de ses avions de patrouille à grande autonomie (*Aurora*), et ses trente-deux hélicoptères *Sea King* de lutte ASM ont été basés dans les Maritimes plutôt qu'à Esquimalt, dans l'île Vancouver.

La situation commence à changer, cependant, à mesure que le Pacifique acquiert une importance militaro-stratégique grandissante et que le Canada se détourne peu à peu de l'Europe. Ce phénomène est attribuable en partie aux nouveaux déploiements de la Marine américaine dans cet océan; il convient notamment de signaler l'affectation de nouveaux sous-marins *Trident* porteurs de missiles balistiques à Bangor (Washington), et des plans en vertu desquels Everett, non loin de là, deviendrait le port d'attache d'une force d'attaque de porte-avions. Tout cela a attiré l'attention de la Flotte soviétique du Pacifique, aujourd'hui la plus grande des quatre flottes de l'URSS. Des sous-marins d'attaque soviétiques auraient récemment pénétré dans le détroit Juan de Fuca, entre l'île Vancouver et l'État de Washington, et ils cherchaient sans doute par là à se tenir au courant sur les activités des *Trident*.

Le gouvernement canadien a déjà réagi en détachant une plus grande partie de ses forces navales actives sur la côte Ouest. En janvier 1987, le ministre de la Défense, M. Beatty, a annoncé que le *NCSM Huron* (un destroyer moderne porte-hélicoptères) et quatre *Sea King* quitteraient Halifax pour aller s'installer à Esquimalt cet

été. La présence du *Huron*, en tant que navire de commandement, permettra pour la première fois de constituer un groupement opérationnel canadien indépendant dans le secteur. Un renforcement plus poussé de la flotte canadienne du Pacifique est à prévoir dans l'avenir. Le nouveau programme d'acquisition de sous-marins, par exemple, a été expressément conçu pour permettre le déploiement d'au moins un sous-mersible sur la côte Ouest.

Un déploiement anticipé de défenses stratégiques ?

Depuis que le Secrétaire américain à la Défense, M. Caspar Weinberger, a annoncé que certains éléments de l'IDS pourraient être déployés d'ici 1994, on a beaucoup contesté l'appropriété et la plausibilité d'un tel plan. En février 1987, le *George C. Marshall Institute* a publié une étude qui décrivait une stratégie possible de déploiement anticipé. Il présentait sommairement un système de défense à trois «couches» faisant surtout appel à des véhicules de destruction par énergie cinétique. Contrairement à des dispositifs plus «exotiques» comme les lasers et les faisceaux de particules, les armes à énergie cinétique visent à frapper la cible avec un objet solide. Les dispositifs de la première couche seraient déployés dans l'espace et intercepteraient les missiles soviétiques pendant la phase de propulsion. Ceux des deux autres couches seraient basés au sol et attaqueraient les engins ennemis et leurs ogives pendant la phase balistique et finale.

Les critiques du plan de déploiement «hâtif» axé sur ces technologies ont fait valoir que le système serait vulnérable face à des contre-mesures telles que les mines spatiales (conçues pour détruire les satellites placés sur orbite terrestre), les propulseurs à combustion rapide (qui réduisent le temps où le missile est vulnérable), et les leurres (dont le rôle est de tromper ou de déborder le système de défense).

La *Heritage Foundation* avait présenté en 1982 un plan semblable sur un système de défense simplifié

appelé *High Frontier*. Des documents divulgués au début de mai révèlent qu'à l'époque, les analystes du Département de la Défense avaient critiqué l'idée en la qualifiant de «peu réaliste» et en ajoutant que le système serait incapable d'abattre assez de missiles ennemis pour être efficace. Le général Abrahamson, chef du Bureau de l'IDS, a diffusé ces documents pour accéder à une demande du sénateur Johnston. Le général a soutenu que l'évaluation faite en 1982 était exacte, mais que la technologie avait fait des progrès «phénoménaux» depuis.

Un rapport émanant des cabinets des sénateurs Proxmire et Johnston conclut que, même si aucune décision finale n'a été rendue publique, le programme de l'IDS a déjà été réorienté vers des technologies qui pourraient être mises en oeuvre vers le milieu des années 1990. Le rapport précise qu'il existe au sein de l'IDS un «programme noir» dont l'objet est de préparer le déploiement de défenses stratégiques dans un avenir rapproché.

Le 24 avril, l'*American Physical Society* a publié une étude sur les technologies relatives au laser et aux faisceaux de particules qu'exigeraient l'IDS. L'étude concluait qu'il faudrait au moins dix ans simplement pour savoir s'il serait possible d'employer ces technologies dans un système de défense stratégique. Selon les auteurs, il y a encore de formidables obstacles technologiques à franchir, et il faudrait améliorer certaines des technologies essentielles par des facteurs allant de 100 à un million.

La puissance militaire soviétique

■ En mars, le Département américain de la Défense a publié son rapport annuel intitulé *Soviet Military Power* qui décrit les tout derniers progrès militaires de l'URSS. Le rapport précise que cette dernière est en train de réévaluer sa stratégie classique axée sur des opérations offensives rapides dans le théâtre européen. On attribue cette évolution au perfectionnement toujours plus grand des armes classiques de l'OTAN et aux nouvelles doctrines des États-Unis et de l'Alliance qui prévoient des attaques qui porteraient la guerre profondément dans le territoire du Pacte de Varsovie. En outre, la simple taille des arsenaux et les capacités accrues des deux camps ont, semble-t-il, amené les Soviétiques à conclure qu'un conflit en

Europe durerait beaucoup plus longtemps qu'ils ne l'avaient escompté antérieurement.

Dans l'édition de cette année de *Soviet Military Power*, on s'interroge aussi sur la nature et l'ampleur du programme soviétique de défense contre les missiles balistiques (DMB). C'est une question qui divise les divers services de renseignements concernés. Le Pentagone soutient que l'Union soviétique est

en train d'élaborer un système de DMB à l'échelle du pays, ce qui serait contraire au Traité sur les missiles anti-missiles balistiques. La CIA évalue à dix pour cent ou moins une telle probabilité. Recherchant de toute évidence le moyen terme, le rapport *Soviet Military Power* soutient que, considérées dans leur ensemble, les activités soviétiques au chapitre de la DMB montrent que l'URSS est résolue à améliorer ses

défenses stratégiques et qu'elle est peut-être en train d'ériger un système national de DMB.

«Whence the Threat to Peace»

■ En février 1987, l'URSS a publié *Whence the Threat to Peace*, équivalent du livre intitulé *Soviet Military Power*. Le dernier numéro de cette publication soviétique avait paru en 1984. Cette récente édition présente un intérêt particulier, en ce sens qu'elle contient les estimations soviétiques sur les forces nucléaires des États-Unis et de l'URSS. Dans le passé, celle-ci a hésité à faire savoir à combien elle estimait les forces nucléaires des deux pays et elle s'était limitée à le faire dans le cadre des négociations sur la limitation des armements (celles des traités SALT, par exemple).

Les chiffres présentés sont ceux que le secrétaire général Gorbatchev avait soumis au président Reagan, lors de leur réunion de Reykjavik en octobre. Selon ces données, les États-Unis auraient environ 14 800 ogives nucléaires montées sur 2 208 vecteurs stratégiques, tandis que l'URSS en posséderait 10 000 installées sur 2 480 vecteurs. Par ailleurs, *Whence the Threat to Peace* insiste beaucoup sur la nécessité de préserver le Traité sur les missiles anti-missiles balistiques et réitère le point de vue soviétique à savoir que l'Initiative de défense stratégique des États-Unis aura des effets déstabilisateurs et mènera à une nouvelle course aux armements.

Le dernier Titan 2

■ Selon un article de *Associated Press* daté 7 mai l'Aviation militaire américaine a neutralisé au début de mai le dernier missile balistique intercontinental *Titan 2*. À une certaine époque, cinquante-quatre missiles *Titan* étaient déployés dans des silos de béton en Arkansas, en Arizona et au Kansas. Ces engins ont été parmi les premiers à être intégrés à l'arsenal américain. Ils étaient gros, peu précis et souvent la cause d'accidents. Ils transportaient ce qui était, d'après les normes actuelles, une énorme ogive mégatonnique. On laissera ouverts pendant quelque temps les silos qu'ils occupaient pour permettre aux satellites soviétiques de surveillance de confirmer qu'ils sont bel et bien vides. □

NOUVELLES DE L'OTAN

Réunion de l'Assemblée de l'Atlantique-Nord

■ Pendant la fin de semaine du 23 mai, des hommes politiques des pays de l'OTAN se sont rassemblés à Québec pour discuter de questions économiques, politiques et militaires. Parmi les thèmes abordés à la conférence, citons l'avenir des projets de réforme de Mikhail Gorbatchev en URSS et le rôle des défenses stratégiques dans le contexte de la sécurité occidentale.

En sa qualité de chef du pays hôte, le Premier ministre Brian Mulroney a prononcé un discours; il a abordé diverses questions relatives à la limitation des armements et à la sécurité, et il s'est arrêté tout particulièrement à l'Initiative de défense stratégique des États-Unis. Le Canada continue d'appuyer les recherches propres à la défense stratégique, mais M. Mulroney a fait une mise en garde : «... il faut bien s'assurer que les défenses ne sont pas intégrées aux forces existantes de façon que l'adversaire n'en vienne pas à craindre une première frappe... en outre, nous ne pouvons permettre que les efforts dans le domaine de la défense stratégique nuisent au processus de la limitation des armements et aux accords existants.»

Coopération anglo-française en matière nucléaire

■ En mars, les ministres britannique et français de la Défense se sont réunis pour jeter les bases d'une coordination plus étroite en ce qui concerne l'utilisation des forces nucléaires de leurs deux pays. MM. André Giraud et George Younger ont annoncé le 10 mars que leurs gouvernements cherchent à rendre officiels des échanges étroits mais principalement ponctuels sur les questions intéressant leurs forces nucléaires.

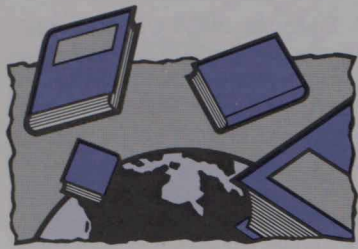
D'après un article paru dans l'*Economist* (14 mars), l'accord franco-britannique atteste que les deux pays envisagent de créer une force nucléaire européenne advenant que les États-Unis retirent leurs engins nucléaires du continent. Le nouvel accord de coopération nucléaire arrive à un moment où les progrès accomplis par les superpuissances dans le cadre des négociations sur la limitation des armements rendent incertaine la présence des missiles nucléaires américains en Europe dans l'avenir.

Renaissance de l'Union de l'Europe occidentale

■ À mesure que les superpuissances se rapprochent d'un accord sur la limitation des armements, les pays ouest-européens font des démarches pour redonner vie à l'Union de l'Europe occidentale (UEO). Cet organisme de sept membres (Grande-Bretagne, France, République fédérale d'Allemagne, Italie, Belgique, Pays-Bas et Luxembourg) a été créé en 1954; il s'était donné une vocation défensive et avait notamment pour objet de faire entrer l'Allemagne de l'Ouest dans l'OTAN. L'UEO présente de plus en plus d'intérêt, étant donné qu'elle est le seul groupe exclusivement européen à même de s'occuper des questions de défense.

En décembre 1986, le Premier ministre français, M. Jacques Chirac, a proposé une Charte des principes garantissant la sécurité de l'Europe occidentale, dans un discours qu'il prononçait devant l'UEO réunie à Paris. La proposition de M. Chirac reposait sur deux éléments principaux, à savoir que la dissuasion nucléaire demeure la seule façon d'assurer la sécurité de l'Europe, et que l'Europe occidentale doit conserver ses liens avec la force de dissuasion américaine.

LIVRES



La guerre est morte... mais on ne le sait pas encore

Claude Le Borgne

Grasset, Paris 1987.
282 pages, 34,00 \$.

Il est difficile pour un livre d'être «original» ou «différent», et c'est compréhensible... surtout en stratégie. Dans ce domaine les écrivains sont surtout des plombiers du savoir, raccordant des idées ici et là empruntées à d'autres auteurs. Mais au moins on s'attend à retrouver dans un écrit stratégique un minimum de connaissances qui nous éclairent un peu plus sur l'état d'une question ou d'un problème.

Ce n'est pas le cas pour l'ouvrage de Claude Le Borgne. Rien dans ce livre ne nous fait avancer d'une manière quelconque. L'auteur expose dans la première partie du livre la théorie selon laquelle la Bombe a tué la guerre et l'agression conçues en terme de victoire militaire, pour les riches puissances du nord de la planète. Cette constatation n'a rien de nouveau, tous les stratèges classiques de l'ère nucléaire l'ayant reconnue, depuis fort longtemps. Dans la deuxième partie de son ouvrage, le général Le Borgne analyse toutes les formes possibles de guerre (guérilla, révolution, terrorisme, etc) qui persistent dans le tiers monde.

En plus d'avoir un titre qui ne veut rien dire (comment peut-on honnêtement affirmer que la guerre va mourir, lorsqu'on voit les conflits de tout genre se multiplier à l'échelle du globe), le livre du général Le Borgne ne constitue ni plus ni moins qu'un magma sans thème.

Sauf de rares exceptions, comme les deux chapitres qui touchent l'Europe et la France et qui contiennent des idées intéressantes, les dix-sept chapitres souffrent d'un très grand manque de données et d'infor-

mations qui serviraient à prouver une quelconque thèse offerte par l'auteur. De fait, le lecteur qui n'est pas familier avec les débats sur la guerre et le nucléaire n'apprendra strictement rien à la lecture de ce livre. Celui-ci ne comporte aucune donnée, aucune source ou aucune citation, ni aucun autre point de vue qui appuierait les opinions formulées par l'auteur. On peut relever plusieurs carences dans cet ouvrage:

1) Le livre est écrit dans une langue souvent inaccessible, et le commun des mortels aura de la difficulté à souffrir l'auteur jusqu'à la fin. Par exemple: «La violence vraie, qui étale ses sanglants méfaits au soleil des basses latitudes, n'est pas plus claire que la violence virtuelle se déroulant dans l'imaginaire», et, «Pétrification mondiale, l'âge d'or hégélien est royaume d'entropie».

2) Le Borgne n'a pas lu l'historiographie récente sur l'emploi par les Américains de la bombe nucléaire sur Hiroshima et Nagasaki. Il affirme que les victimes de cette horreur ont permis «l'économie de millions d'autres frères humains». Où sont ses preuves? Des auteurs comme Rufus Miles, dans *International Security* de (l'automne 1985), ont conclu au contraire que cette attaque nucléaire aurait pu être épargnée, le Japon étant sur le point de se rendre de toute façon.

3) Les analyses présentées par l'auteur relèvent du cliché primitif, que l'on retrouve dans les cercles d'extrême droite en études stratégiques. Vous ce qu'il a à dire en ce qui concerne l'Union soviétique: «Détenteur de sa vérité marxiste-léniniste, il faut bien que l'URSS la répande sur la planète entière», ou encore «l'URSS a pour vocation de perturber. C'est son âme que la perturbation». Et sur l'OTAN: «la faiblesse des forces classiques de l'OTAN oblige à un emploi prématuré de l'arme nucléaire tactique». Ce sont là des généralisations qui n'expliquent rien.

4) Les jugements émus par l'auteur sur le tiers-monde et les pacifistes frisent la condescendance: «Monde de faiblesse et de passion, il croit encore que la guerre est l'accoucheur de l'Histoire». «Les bébés joufflus qu'elle met au jour n'ont

pas trop de personnalité; le stratège a peu à attendre des gnan-gnan de leur babillage».

Pour tout dire, le général Le Borgne s'est livré à un exercice intellectuel qui ne l'a pas mené très loin. Le lecteur ne le sait pas encore, mais le livre du général risque de le faire mourir... d'ennui.

Charles-Philippe David est professeur d'études stratégiques au Collège militaire royal de Saint-Jean (Québec).

Les acteurs dans les relations internationales

Marcel Merle

Economica, Paris 1986.
200 pages, 34,95 \$

Le livre de Marcel Merle est un recueil de textes écrits au cours des cinq dernières années. L'avantage d'un tel recueil est de réunir des textes dispersés ou peu accessibles et de montrer ce qu'ils ont en commun en les rattachant à un thème, celui des acteurs dans les relations internationales. Par contre, l'inconvénient d'un tel ouvrage est de reproduire sans remaniement des textes conçus de façon indépendante et qui ne s'ajustent pas toujours exactement au thème choisi.

Même s'il est formellement divisé en quatre parties, le livre est en réalité constitué de deux séries de textes. Le premier texte traite d'une façon très claire de l'explication des relations internationales par les «facteurs» (ressources, démographie, etc.) et par les acteurs (surtout l'État). Merle rappelle que ces deux types d'explications ne doivent pas être exclusifs mais bien complémentaires comme nous l'enseignent les résultats limités obtenus par les analystes jusqu'ici. C'est en se référant à ces deux types d'explications que le texte portant sur la problématique de l'étude des relations internationales en France offre une revue critique des principaux auteurs français.

Merle se concentre ensuite sur les acteurs en commençant par le plus important, l'État, dont il cherche à démontrer qu'il n'est pas, ou n'est plus, le seul acteur malgré ce que postulent encore plusieurs auteurs. Le texte sur «les tribulations de l'État» établit une vaste fresque de l'État sous l'aspect d'abord de l'apparition et du développement de l'idée même d'État en Europe, puis sous

l'aspect de la propagation du modèle étatique européen à l'ensemble du monde et sous l'aspect de l'extrême hétérogénéité des États actuels et des effets qu'elle produit sur les relations internationales. Ce texte inédit est particulièrement intéressant car il attire l'attention sur des aspects oubliés de l'État considéré habituellement comme un concept simple et évident, ce qui a pour conséquence de nous empêcher souvent la réalité des États concrets et d'analyser correctement les relations internationales.

Avec un quatrième texte intitulé «système interétatique ou société internationale?», dans lequel Merle compare son approche des relations internationales à celle de Raymond Aron, s'achève la première série de textes qui ont permis de «confronter la vision classique du système interétatique à celle plus compréhensive, d'une société internationale dans laquelle les États ne sont plus les acteurs exclusifs».

La «montée des nouveaux acteurs» est exploré dans les autres textes dont les deux plus intéressants traitent des organisations non gouvernementales (ONG). Le premier, inédit, discute de la question du statut juridique des ONG aux niveaux national et international de manière à montrer les difficultés que celles-ci rencontrent pour se faire reconnaître sur la scène internationale. L'analyse de Merle révèle bien la réticence des États «à doter des organismes privés d'une personnalité morale et d'une capacité juridique qui pourraient porter ombrage à leur propre autorité».

Tout en soulignant, dans le deuxième texte, le caractère véritablement novateur du statut consultatif conféré par l'ONU aux ONG, Merle se sert des multiples controverses auxquelles son application a donné lieu pour montrer le problème constant de l'insertion des initiatives privées dans le mécanisme décisionnel des organisations intergouvernementales.

Le lecteur trouvera plaisir à lire ce livre, d'une part, pour les analyses intéressantes et pertinentes qu'offrent la majorité des textes, et d'autre part, pour le style simple et clair qui le rend accessible à tous.

Guy Gosselin, est professeur de science politique, à l'Université Laval

La militarisation intégrale

Gisèle Charzat

*L'Herne, Paris, 1986.
156 pages, 39,50 \$*

■ Gisèle Charzat, auteure de plusieurs essais de théorie politique, nous offre une étude sur la militarisation intégrale, caractérisée par une montée aux extrêmes de la compétition technologique.

Dernière manifestation des mutations stratégiques qu'a connues l'humanité, la militarisation intégrale succède à l'ère de la stratégie opérationnelle – où les armements n'interviennent que d'une façon instrumentale dans la conduite des opérations militaires – et à celle de la stratégie intégrale. Cette dernière se définit comme «la science et l'art de concevoir (...) et de conduire (...) la manoeuvre permanente des forces en temps de paix, de crise, de guerre (...)». Elle a débuté avec la Seconde Guerre mondiale et l'avènement de l'arme nucléaire. La course à l'innovation technologique dans le domaine des armements révèle le caractère désormais décisif de la stratégie des moyens ou stratégie de fabrication des armements.

Deux importantes réalisations marquent la période de la stratégie intégrale. Le projet Manhattan, mis en oeuvre en 1942 aux États-Unis en vue de la fabrication de la bombe atomique, est le prélude à une modification de la règle du jeu politico-stratégique où les perceptions du temps de la paix et du temps de la guerre sont amenées à changer. Le risque nucléaire engendre une tension permanente. Le second projet d'importance est le programme Apollo (envoi d'un homme sur la lune). Il donne lieu à un remodelage de la stratégie des moyens nucléaires, balistiques et spatiaux militaires américains. La création d'une industrie spatiale par la NASA entraîne des retombées dans plusieurs secteurs industriels qui donnent lieu à des innovations importantes.

Pour l'auteure, l'Initiative de défense stratégique du président Reagan ouvre la voie à l'ère de la militarisation intégrale, en raison des énormes innovations scientifiques et technologiques qu'elle requiert. La puissance militaire participe désormais directement des finalités de la politique. La nouvelle stratégie militaire américaine en plus de mobiliser de vastes secteurs de la société civile, fait en sorte que «la fabrication des armes englobe et commande la stratégie intégrale». «La confrontation permanente avec

l'Union soviétique se livre dorénavant sur le terrain de la conception des programmes d'armements». Toutefois l'heure n'est plus à la parité. L'IDS confère aux États-Unis une supériorité globale à l'échelle mondiale. De la les propositions soviétiques de désarmement en Europe faites en réponse au programme IDS.

Face à ces mutations de la stratégie américaine, Gisèle Charzat souligne l'importance pour la France de créer son propre programme de défense spatiale, lequel pourrait éventuellement donner vie à une stratégie européenne dans ce domaine.

Cet ouvrage procure une interprétation intéressante de la dimension militaro-technologique qui est à la base du discours stratégique actuel. Certains pourront reprocher à l'auteure de passer sous silence les nombreuses difficultés qui accompagnent le projet militaire américain, en termes de faisabilité, et de coût. C'est un livre de qualité qui ne laisse pas indifférent. – *Francine Lecours*

RAMSES 86-87

Sous la direction de Thierry de Montbrial

*Economica Paris 1986.
400 pages, 45,00 \$.*

■ Le Rapport Annuel Mondial sur le Système Economique et les Stratégies est divisé en quatre parties. On y retrouve des éléments d'information et de réflexion sur quelques-uns des grands problèmes politico-stratégiques et économiques de la planète et, aussi des dossiers thématiques portant sur l'agriculture et l'Europe.

Le directeur de l'Institut français de relations internationales (IFRI), dont les chercheurs ont été mis à contribution dans l'élaboration de ce document, trace un bilan de la dernière année. Dans son introduction, il souligne les faiblesses du système économique actuel, les risques de dérapages sur la question du commerce international et son pire ennemi, le protectionnisme, la futilité de l'Initiative de défense stratégique et l'entretien, dans certains milieux, d'une soi-disant décadence de l'Europe.

En ce qui concerne les relations américano-soviétiques, il démolit la thèse trop facilement répandue que le Kremlin ne peut soutenir une nouvelle course aux armements. Trop de facteurs internes et externes lui font croire le contraire.

A souligner, l'excellence du texte sur le Maghreb et les problèmes

financiers, démographiques et politiques qui menacent de faire exploser cette région particulièrement importante pour l'Europe et le contrôle de la Méditerranée. Le terrorisme fait l'objet d'un chapitre particulier où les auteurs mesurent l'impact des divers types de terroristes contemporains en rappelant leurs limites et le défi qu'ils représentent pour les sociétés démocratiques.

Les auteurs de RAMSES 86-87 se penchent sur l'agriculture et passent en revue les succès et déboires des politiques agricoles européennes et américaines. Quant au tiers-monde, le développement y est inégal, certains pays comme la Chine et l'Inde étant parvenus à l'autosuffisance alors que des politiques mal orientées ont fait régresser l'agriculture en Afrique. Dans la section sur les mutations ajustements et économiques et financiers, on nous propose des textes sur le commerce, les changements des systèmes bancaires américain, japonais et français et les politiques économiques dans les pays en voie de développement.

La qualité du travail des chercheurs de l'IFRI se révèle dans le chapitre sur le destin de l'Europe. Sans arrières pensées ni préjugé, ils remettent à leur place ceux qui parlent de l'euroscéléro, l'euro pessimisme ou du déclin fatal du Vieux Continent. La démographie, l'économie, le commerce, les finances, l'armement et la technologie sont tour à tour décortiqués pour relever les points forts et analyser les causes de certains reculs. Le bilan est sévère, mais l'Europe a encore quelques bonnes cartes à jouer et chemine lentement vers une conscience commune, prélude d'une renaissance certaine. – *Jocelyn Coulon*

Women in War : From World War II to El Salvador

Shelley Saywell

Penguin Books, Toronto 1986, 324 pages, 9,95 \$ en format de poche

■ Shelley Saywell est une réalisatrice de télévision basée à Toronto. Elle compte notamment à son actif une série documentaire sur la guerre du Vietnam intitulée «The Ten Thousand Day War». Pour son récit du vécu des femmes à la guerre, Mme Saywell a choisi le style percutant et dépouillé du reportage. Faisant grâce au lecteur de soliloques éculés sur les affres de la

guerre, elle préfère laisser la parole aux femmes qu'elle a interviewées.

Ces femmes présentent une grande diversité, allant de la ménagère parisienne ou varsoivienne aux cheveux grisonnants qui, toute jeune fille, avait lutté contre les Nazis dans la résistance, jusqu'à la guérillera salvadorienne d'aujourd'hui. Certaines combattaient pour la «gloire» de l'Empire britannique, d'autres pour survivre sans plus, mais toutes étaient persuadées de ne pouvoir agir autrement à ce moment-là. «On dit que les femmes ne tuent pas parce qu'elles enfantent. J'étais très jeune et très résolue... je ne me suis jamais demandé si le soldat ou le SS que je venais d'abattre avait une femme ou des enfants». (Marisa Musu, membre de la résistance Gappisti à Rome.)

Aux souvenirs des amitiés et des liens intenses forgés au feu du combat sont juxtaposés de durs comptes rendus des viols et des privations subis par les femmes prisonnières de guerre. Et si les femmes se sentaient généralement égales aux hommes sur le champ de bataille, elles avaient le sentiment que cette égalité à la guerre ne s'est jamais vraiment transposée dans la vie civile. Pour reprendre les propos d'un pilote britannique de la Seconde Guerre mondiale : «On peut dire que l'armée oubliée n'était pas celle en Birmanie, mais celle en jupons.»

Presque toutes sont sorties de la guerre meurtries et bardées d'amer-tume, mais la majorité s'est dite prête à recommencer s'il le fallait pour défendre la patrie. Si leurs témoignages infirment le mythe que la femme est de nature moins violente que l'homme, ils confirment que la guerre fait ressortir le meilleur et le pire chez tout être humain. «La guerre m'a changée. On ne peut pas vivre une telle expérience et en sortir l'âme indemne. Là où j'ai été, il n'y avait plus rien de sacré, sauf ce que nous avions en nous. Ce qui nous donnait la force de continuer, c'était cette parcelle intérieure qui nous appartenait... Il ne nous restait rien d'autre...» (Lynn Bower, ancienne du Vietnam) – *Elizabeth Richards* □

Voir l'analyse sommaire d'ouvrages publiés en anglais dans la rubrique Reviews de Peace&Security.

NOUVELLES DE L'INSTITUT



■ «Les alliés et la limitation des armements», tel est le titre d'une étude que parrainent conjointement l'ICPSI et le *Royal Institute of International Affairs* (Chatham House, Angleterre). Les deux instituts ont tenu un atelier du 13 au 15 mai à Londres, pour discuter des mémoires qui paraîtront vers la fin de l'année dans un volume publié sous la direction de **Fen Hampson** (ICPSI/ Université Carleton), de **John Roper** (Chatham House) et Harald von Riekhoff (chercheur universitaire du ICPSI).

Jane Sharp du SIPRI a fait un exposé sur le point de vue des alliés concernant les négociations américano-soviétiques. **Jim Macintosh**, de l'Université York, a dirigé la discussion sur les diverses perceptions alliées face aux négociations multilatérales et régionales. **Julian Perry Robinson**, de l'Université du Sussex, s'est penché sur les entretiens relatifs aux armes chimiques et biologiques, tandis que des mémoires sur les perspectives nationales et régionales ont été présentés par **Phil Williams** (Université de Southampton), **Jean Klein** (Institut français des relations internationales), **Gert Krell** (Institut de la paix de Francfort), **Harald von Riekhoff** (ICPSI) et **Arne Bruntland** (Institut norvégien des affaires internationales).

Hugh de Santis, du *Carnegie Endowment for International Peace*, a examiné l'influence et l'incidence des alliés sur la politique américaine et la limitation des armements, et **David Newsom** (Université de Georgetown) s'est intéressé à la coordination et à la consultation parmi les alliés. **Lawrence Freedman**, du King's College (Université de Londres), s'est interrogé sur l'avenir

de l'Alliance et de la limitation des armements. **David Cox**, directeur de la Recherche à l'ICPSI, a assisté à l'atelier, tout comme **Doina Cioiu**, de la section «Recherche» de l'Institut.

Au nombre des autres participants canadiens, citons l'amiral **Robert Falls** (Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement), **Ernie Gilman** (ministère de la Défense nationale), **Paul Buteux** (Université du Manitoba), **L. A. Delvoie** (Haut commissariat du Canada à Londres) et **John Halstead** (ancien ambassadeur au Canada auprès de l'OTAN).

■ À l'occasion de son séjour au Royaume-Uni, **Fen Hampson** a assisté du 15 au 17 mai à la conférence des *Fondations Ditchley* sur le thème : «Nouvelle génération et institutions anciennes dans une alliance vieillissante : peut-on envisager une rénovation de la relation transatlantique?»

■ **Geoffrey Pearson**, directeur général de l'Institut, a abordé la question de l'alignement et du non-alignement dans le cadre d'une conférence que le Collège militaire royal de Saint-Jean et l'Université de Montréal ont organisée en avril et qui avait pour thème central la position du Canada face à la neutralité militaire. Plus tard au cours du même mois, il a pris la parole devant une classe au Collège de la Défense nationale, à Kingston. En mai, M. Pearson a prononcé une allocution devant le Forum des jeunes Canadiens à Ottawa, et participé à un atelier mis sur pied par l'Association du Barreau du Québec sur le rôle des avocats à l'ère nucléaire. Il a participé à une réunion-débat sur l'OTAN, le mouvement pacifiste et l'opinion publique, dans le cadre d'une conférence que l'Université de Waterloo et l'Université Wilfrid Laurier avaient organisée à Toronto et qui s'intitulait «Le Canada, les États-Unis et l'Alliance de l'Atlantique-Nord».

■ **Selig Harrison**, du *Carnegie Endowment for International Peace*, a pris la parole lors d'un colloque que l'Institut a présenté sur l'évolution récente de la question afghane. M. Harrison a longtemps été spécialiste des affaires sud-asiatiques pour le *Washington Post*, et il a brossé un tableau de la situation existant en

Attribution des subventions en 1988 – modalités et dates limites

■ À partir de janvier 1988, l'Institut statuera sur les demandes de subventions deux fois par année au lieu de quatre, comme c'est le cas maintenant. On est prié de noter les dates limites suivantes :

14 août 1987 – décision prise en octobre 1987

6 novembre 1987 – décision prise en décembre 1987

31 décembre 1987 – décision prise en mars 1988

30 juin 1988 – décision prise en octobre 1988.

Afghanistan, tout en décrivant le rôle de l'Union soviétique et en exposant les points de vue du Pakistan et des États-Unis. Il a par ailleurs traité des questions abordées dans le cadre des négociations qui se déroulent actuellement sous la conduite de l'ONU; il a manifesté un optimisme prudent quant aux chances d'en arriver à une entente sur le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan.

■ **Hans Günter Brauch**, de l'Université de Stuttgart, et **Alain Carton**, de l'Institut des études sur la sécurité Est-Ouest, ont été les figures de proue lors d'un séminaire que l'Institut a organisé en avril sur le thème «L'initiative de défense européenne et la défense aérienne élargie : aspects techniques, politiques et militaires et limitation des armements».

■ **David MacDonald**, ambassadeur du Canada en Éthiopie, a mené une discussion sur la conjoncture actuelle dans la corne de l'Afrique, à l'occasion d'une réunion que l'ICPSI et le magazine *International Perspectives* avaient organisée conjointement en avril. M. MacDonald s'est arrêté aux problèmes de la famine et de la sécurité régionale en Afrique orientale et il a surtout parlé de l'Éthiopie.

■ Le groupe d'étude de l'ICPSI sur la résolution des conflits, qui s'est réuni périodiquement au cours de l'année, a tenu deux séances pendant le trimestre. En avril, l'ambassadeur **John MacDonald** du *US Foreign Service Institute*, a dirigé une discus-

sion sur la diplomatie «ambivalente» et sur le travail de son institut. En mai, le conférencier invité était **Herbert C. Kelman**, professeur de déontologie sociale à l'Université de Harvard. Il s'est interrogé sur les rôles que le Canada pourrait envisager de jouer en faveur de la résolution des conflits et qui présenteraient un intérêt pratique pour les décideurs; il a par ailleurs évoqué la possibilité d'enseigner l'art de la négociation.

■ **Leslie Wake**, qui a été la bibliothécaire de l'Institut au cours des deux dernières années, a quitté son poste en mai afin d'aller travailler pour la Croix-Rouge canadienne. **James Moore**, auxiliaire de recherche pendant un an, s'est joint au personnel de la Direction de l'analyse stratégique au ministère de la Défense nationale. **Peter Gizewski**, étudiant au niveau du doctorat à l'Université Columbia, est devenu auxiliaire de recherche à l'Institut en mai. Cette année, les stagiaires d'été sont **Emily Atkins** (Université Queen's), dans la direction des Programmes publics, **Jill Tansely**, étudiante au niveau de la maîtrise à l'Université Carleton, dans la section de l'administration des subventions, et **Christina Homonylo**, dans la Bibliothèque.

■ M. Salim Mansur, auxiliaire de recherche à l'Institut, a fait un exposé à l'occasion d'une réunion des Sociétés savantes à Hamilton, en juin; il a choisi le thème «Sécurité ou insécurité : les rouages de la politique régionale dans le sud asiatique». Cet automne, M. Mansur se joindra au personnel enseignant du département des sciences politiques, à la *University of Western Ontario*, en qualité de professeur adjoint.

■ Au cours des derniers mois, **Geoffrey Pearson** s'est réuni avec les conseils de rédaction du *Toronto Star*, du *Regina Leader-Post*, du *Calgary Herald* et du *Vancouver Sun*.

■ **Nancy Gordon** a assisté à la conférence annuelle que le ministère de la Défense nationale a organisée dans le cadre de ses programmes d'études militaires et stratégiques. Mme Gordon et **David Cox** ont alors fait de brefs exposés sur le programme de subventions de l'Institut.

■ En collaboration avec l'ICPSI et d'autres établissements, le *Canada-Caribbean-Central American Policy Alternative Group* a présenté à Ottawa, en mai, une conférence qui s'intitulait «Table ronde sur les négociations de paix en Amérique centrale». Une quarantaine d'experts appartenant aux secteurs gouvernemental et non gouvernemental en Amérique centrale, au Canada, aux États-Unis, en Amérique latine et en Europe ont analysé le processus Contadora, les raisons expliquant son échec et les diverses orientations qu'il pourrait désormais prendre.

■ **Geoffrey Pearson** et **Michael Tucker** ont participé à un colloque organisé par l'Institut Nord-Sud et co-parrainé par l'ICPSI; les participants se sont penchés sur le rôle des puissances moyennes dans le système international. M. Tucker, membre associé (Recherche) à l'Institut, a présenté un mémoire intitulé «Les puissances moyennes et le processus multilatéral de limitation des armements : l'expérience acquise à Genève». Le colloque s'inscrivait dans le cadre d'un projet plus vaste sur le même thème, projet auquel l'Institut Nord-Sud et l'ICPSI accordent également leur appui.

■ **David Cox** a parlé de la politique canadienne de défense lors d'une séance de l'Assemblée de l'Atlantique-Nord, à Québec en mai. L'Assemblée est l'aile parlementaire de l'Alliance, et ses membres se réunissent chaque année pour échanger des points de vue. **John Toogood**, secrétaire-trésorier de l'Institut, y a assisté en qualité d'observateur.

■ Le Groupe consultatif des Services d'information s'est réuni à Toronto au début de mai. Il comprenait des bibliothécaires représentant l'Institut canadien des affaires internationales, le Collège des Forces canadiennes (Toronto), le Centre des études internationales et stratégiques (Université York), le Centre québécois de relations internationales, et la bibliothèque de l'ICPSI. C'est ce dernier qui a créé le groupe pour étudier des possibilités de coopération, et plus précisément pour élaborer une base de données sur la paix et la sécurité, base auxquelles chaque bibliothèque contribuerait et aurait accès. Les participants ont également parlé de la constitution d'un thésaurus anglais et français qui permettra d'accéder à la base de données; le travail à cet égard a commencé à l'Institut. □

PUBLICATIONS RÉCENTES DE L'INSTITUT

Exposés :

N° 13. **Les négociations de Genève sur la réduction des armes stratégiques**, par David Cox.

Opinions :

N° 4. **Sauvegarder la paix et la liberté : la dissuasion nucléaire et la limitation des armements**, par Lorne Green.

SUBVENTIONS AUX PROGRAMMES PUBLICS - Quatrième Trimestre 1986-87

Les Ami-e-s de la Terre de Québec , Québec Colloque «Paix et justice social» (14-15 mai 1987)	5 000 \$
Robert Cadotte , Montréal Livre sur la politique de défense et les travailleurs	6 400
Canadian Institute of International Affairs , National Capital Branch, Ottawa Study of the Northern Dimension of Canadian Foreign Policy	4 150
Canadian University Press , University of British Columbia, Vancouver To improve the coverage of international peace and security issues in 52 Canadian student newspapers	8 500
Committee on Atlantic Studies , Carleton University, Ottawa Conférence «Arms Control and Atlantic Security» (October 2-4, 1987)	5 000
Conférence mondial des religions pour la paix/Canada , Montréal Publication des actes du colloque «Une deuxième chance pour la paix»	5 000
DLI Productions , Montreal Film about SAGE Nuclear Disarmament Tour	25 000
Forum on Nuclear Politics , Ottawa Public conference on Nuclear Politics (March 27, 1987)	200
Le Groupe des 78 , Ottawa Etude «Au-delà de la balance du pouvoir: politiques de défense pour le Canada»	7 500
Lawyers for Social Responsibility , University of Toronto, Toronto Conférence on Law and Disarmament (March 20, 1987)	1 400
Manitoba Educators for Social Responsibility , Winnipeg A two-week workshop «International Institute for Peace Education» (August 1987)	9 500
Peace Resource Centre , Ottawa Ottawa Peace Calendar - 1987	5 000
Peel Senior History and Social Science Conference Committee , Mississauga Fourth Annual Conference «Peace: Myth or Reality» (April 8, 1987)	2 500
Project Ploughshares Calgary , Calgary Southern Alberta Peace Education Project - Phase II	7 500
St. John's Ploughshares , St. John's Newsletter - 1987	2 000
Vues d'Afrique , Montréal «Regard canadien sur l'Afrique et les pays créoles» (12 avril 1987)	1 000
York University , Atkinson College, Toronto Conférence, Outside the Nuclear Club (June 10-13, 1987)	10 000
YWCA - Ontario Area Council , Toronto Workshop on Global Peace (April 4, 1987)	2 900
TOTAL	108 550

ENTREPRISES CONJOINTES DES PROGRAMMES PUBLICS - Quatrième Trimestre 1986-87

Royal Commonwealth Society , Ottawa Commonwealth Conference for Young Leaders	40 000 \$
Canadian Association for Adult Education Joint Seminar - Adult Education on Peace and Security Issues	20 000
TOTAL	60 000 \$

SUBVENTIONS À LA RECHERCHE - Quatrième Trimestre 1986-87

Kornel Buczek , Dalhousie University, Halifax The Evolution of Seismic Verification Technology and Canada's Test Cessation Diplomacy	10 000 \$
Patrick James , McGill University, Montreal Systemic Polarity and International Stability: The Role of Structure in the Generation of Conflict	3 500
David Robert Jones, Murray Edward Trott , Dalhousie University, Halifax The Soviet Defence Budget's Relationship to the USSR's National Accounts	24 250
Ruth Klassen , Peace Research Institute - Dundas The United Nations Voting Series (Volume III)	2 000
Douglas Alan Ross , University of British Columbia, Vancouver Security and Arms Control in the North Pacific	1 600
Paul R. Shaw , University of British Columbia, Vancouver Humanity's Propensity for Warfare: An Evolutionary Theory with Policy Implications	4 000
Michael Wallace , University of British Columbia, Vancouver Accidental Nuclear War	5 000
David Wurfel, Bruce Burton , University of Windsor, Windsor Prospects for Resolution of the Indochina Conflict	4 000
TOTAL	54 350 \$

TRIBUNE



Lettre des Educators for Social Responsibility

■ J'ai récemment lu l'article de M. Michael Bryans intitulé «Enseigner aux enfants les choses de la vie» paru dans *Paix et Sécurité* (Hiver 1987). En ma qualité de coordonnateur de l'élaboration des guides pédagogiques des ESR intitulés *Dialogue*, *Perspectives* et *Participation*, je me suis intéressé à ses observations. Je crois cependant que M. Bryans n'a compris ni l'objet ni la teneur des ouvrages didactiques préparés par notre groupe.

M. Bryans décrit un dilemme auquel tous ceux et celles qui «enseignent» la paix font face. Il est de toute évidence essentiel pour les jeunes de se sensibiliser aux complexités des rapports de force dynamiques existant entre les États et les gouvernements. Et il est certain que ces rapports sont plus complexes et plus lourds de conséquences que les relations interpersonnelles, quelles que soient les comparaisons qu'on puisse établir entre les deux. Il nous faut néanmoins créer un lien entre la réalité lointaine et déroutante de la scène internationale et la vie quotidienne de nos élèves et étudiants.

À la faveur de nos recherches sur les attitudes des étudiants, nous avons constaté que, s'ils possèdent des idées claires et nettes sur la guerre, les étudiants ont de la paix une perception vague et abstraite. En outre, ils nourrissent souvent des sentiments stéréotypés hostiles à l'égard des pays que des différends politiques opposent au nôtre. Fait plus troublant encore, nous avons vu que les étudiants se sentaient impuissants, démunis et cyniques quand on évoquait leur capacité de provoquer des changements. Nos programmes pédagogiques doivent viser à relever les défis que de telles attitudes présentent et nous permettre de renseigner les étudiants sur des questions internationales clefs. Au lieu de définir la paix comme étant l'absence de guerre ou la préservation de l'ordre international, nous l'envisageons comme étant la poursuite de la justice sur les plans personnel, social, national et international.

À notre avis, il est tout aussi important pour les étudiants de comprendre la nature de l'interdépendance sociale et écologique, d'acquérir des moyens susceptibles de les aider à résoudre des conflits et à coopérer avec autrui, et de contribuer à faire du monde un milieu plus sûr, plus juste et plus paisible, que de comprendre la dynamique de la politique internationale.

Tous les documents des ESR sont écrits par des enseignants et des enseignantes. Pendant les discussions qui ont abouti à la création de *Dialogue* et de *Perspectives*, ces personnes ont convenu qu'il existait déjà des ouvrages de qualité sur la teneur des relations internationales, mais qu'il y avait relativement peu de bons manuels allant au delà de la teneur pour s'attacher à l'importance du processus que nous employons quand nous abordons en classe des questions contemporaines vitales.

Dans *Dialogue*, les auteurs ont choisi, pour le niveau primaire, de trouver des moyens adaptés au stade de développement des enfants pour les écouter exprimer leurs craintes au sujet de la question nucléaire et pour prendre leurs préoccupations en compte sans ajouter à leur angoisse; au niveau secondaire, les auteurs ont conçu des activités concrètes pour amener les étudiants à acquérir un sens critique face aux questions concernant la course aux armes nucléaires et la collectivité internationale, et à se servir des techniques d'analyse ainsi découvertes.

Dans la série *Perspectives*, les ESR ont créé des activités pour aider les étudiants à voir le lien existant entre des disciplines comme les mathématiques et les sciences, d'une part, et les dimensions politiques du processus décisionnel public, d'autre part; les auteurs ont aussi visé à montrer concrètement aux étudiants qu'ils peuvent effectivement influencer sur le cours des choses. Les ESR veulent que leurs guides pédagogiques soient utiles dans de nombreuses disciplines et à divers niveaux et qu'ils contiennent une matière adaptée aux enfants d'âges différents, matière qui pourra servir, au niveau primaire, aux enseignants et enseignantes pour qui il est plus facile et plus à propos d'enseigner l'art de résoudre les conflits personnels que le règlement des différends internationaux.

M. Bryans simplifie les ouvrages

des ESR en soutenant qu'ils assimilent les questions personnelles aux questions internationales. Nous croyons qu'il est possible d'apprendre d'importantes leçons à la faveur de nos conflits personnels, communautaires et nationaux, et M. Bryans a raison de souligner cette conviction; cependant, nous n'établissons aucune «équation» entre tous ces niveaux. Nous demandons aux étudiants de réfléchir aux similarités et aux différences existant entre quatre niveaux de conflit (personnel, communautaire, national et international). Les documents des ESR proposent de nombreuses activités axées sur les conflits personnels, mais il en existe d'autres qui portent sur les rapports internationaux; en fait, la section sur la «résolution des conflits» se termine par des négociations simulées sur la mise en place de missiles de croisière en Europe.

M. Bryans accuse par ailleurs les ESR de trop insister sur les perceptions et les techniques personnelles. Nous encourageons effectivement les étudiants à réfléchir à leurs comportements propres. Quiconque assume une responsabilité personnelle à l'égard du monde qu'il crée comprend que ses actions ont une incidence sur son entourage, sur l'environnement et sur la société en général. M. Bryans semble penser que cette perspective ne tient pas compte de facteurs comme le pouvoir, l'économie et la socialisation politique, qui façonnent les relations internationales. Nous nous sommes souciés d'étudier, notamment dans la section de *Perspectives* intitulée «Obstacles à la paix», l'influence qu'exercent sur les relations internationales l'idéologie, l'ethnocentrisme, la propagande, la territorialité, l'agression et les images qu'on se fait de l'ennemi. Mais il importe d'admettre qu'il s'agit là d'un aspect très politique et très délicat. En toute conscience, nous devons éviter de faire sur toutes ces questions de la propagande auprès des étudiants.

Nous croyons qu'il est possible de faire davantage pour dissiper les craintes que M. Bryans éprouve au sujet de la façon dont les ESR traitent diverses questions importantes. Nous ne prétendons pas que nos guides soient complets: en fait, nous les repensons et nous les révisons constamment à mesure que notre compréhension des choses s'améliore.

L'analyse simplifiée et stéréotypée de la perspective des ESR qu'on trouve dans l'article de M. Bryans est regrettable. Lui et moi sommes probablement plus sur la même longueur qu'il ne le croit, au sujet de ce dont les étudiants ont besoin pour prendre des décisions éclairées et réfléchies sur les questions internationales.

*Shelly Berman, président
Educators for Social Responsibility
Cambridge (Massachusetts)*

Les sous-marins Trident : des conséquences alarmantes pour le Canada

■ L'article de M. Sokolsky intitulé «Changement de cap», qui a paru dans le numéro du printemps 1987, est intéressant, mais il tait peut-être le véritable motif du programme de déploiement de sous-marins de la Marine américaine. Ce programme vise principalement à créer une arme extrêmement puissante de première frappe qui, en soi, pourrait anéantir la majorité des forces nucléaires stratégiques de l'URSS.

M. Sokolsky déclare que «... la Marine dispose d'une flotte de sous-marins porteurs de missiles balistiques qui constituent l'arsenal de représailles [protégé] des États-Unis.» Cependant, le sous-marin Trident II (dont le déploiement commencera en 1988) et ses missiles D-5 ne sont pas des armes de représailles.

Quoi qu'en dise la Marine américaine, le sous-marin Trident II est conçu pour donner aux États-Unis les moyens de détruire en moins de quinze minutes la plupart des engins ICBM soviétiques et la majeure partie des autres cibles nucléaires importantes en URSS. Qui plus est, les sous-marins Trident I déjà déployés peuvent facilement être modifiés pour recevoir le missile D-5, puissant et très précis. La Marine américaine envisage d'opérer cette conversion au cours de la prochaine décennie.

Compte tenu de cette évolution, bon nombre des arguments formulés dans l'article sur la nouvelle politique de la Marine américaine prennent, à mon avis, une tout autre signification (le déclenchement possible d'une première frappe) qui risque d'avoir des conséquences alarmantes pour le Canada et sa marine.

*M. Matania Ginosar, Directeur
Target Nuclear Disarmament
Sacramento (Californie)*

CAL
EA720
P27
Summer
1987
DOCS
PEACE AND
SECURITY

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E
3 5036 01029731 8

PEACE & SECURITY

WEAPONS FOR THE THIRD WORLD

Finding alternatives to buying more
By Chris Smith



Also in this issue:

Mary Lou Finlay
As El Salvador struggles through years of civil war the society is polarized and the economy grows poorer.

Michael Tucker
In a little noticed event last fall, the nations of Europe agreed on ways to reduce the risk of war.

Timothy J. Colton
Gorbachev's regime is altering the way professional Soviet-watchers in the West look at Russia and its capacity for change.

Michael Howard
A pre-eminent military historian tackles peace movements and the meaning of peace.

Institute Publications 1986-87

OCCASIONAL PAPERS

1. **Superpower Rivalry and Soviet Policy in the Caribbean Basin**, by Neil MacFarlane, June 1986, 70 pages.
2. **Trends in Continental Defence: A Canadian Perspective**, by David Cox, December 1986, 50 pages.

ANNUAL REVIEW

A Guide to Canadian Policies on Arms Control, Disarmament, Defence and Conflict Resolution 1985-86, 285 pages.

BACKGROUND PAPERS

6. **The Origins of the Canadian Institute for International Peace and Security**, by Gilles Grondin, August 1986.
7. **Satellite Surveillance and Canadian Capabilities**, by Ron Buckingham, October 1986.
8. **Peace in Central America?**, by Steven Baranyi, October 1986.
9. **A Second Look at No First Use**, by Fen Osler Hampson, November 1986.
10. **The Debate About Peace Education**, by Elizabeth Richards, December 1986.
11. **Nuclear Disarmament: The Gorbachev Initiative**, by John R. Walker, January 1987.
12. **Who's Ahead: Examining the Nuclear Balance**, by Jane Boulden, March 1987.

13. **Review of the Geneva Negotiations on Strategic Arms Reductions**, by David Cox, June 1987.

POINTS OF VIEW

1. **East/West Relations: Values, Interests, Perceptions**, by Geoffrey Pearson, March 1986.
2. **Nuclear Weapons and the Averting of War**, by Robert Malcolmson, October 1986.
3. **Canadian Press Coverage of Arms Control and Disarmament Issues**, by John R. Walker, March 1987.
4. **Maintaining Peace With Freedom: Nuclear Deterrence and Arms Control**, by Lorne Green, March 1987.

CONFERENCE REPORTS

2. **Challenges to Deterrence: Doctrines, Technologies and Public Concerns**, Proceedings of Conference, Ottawa, 17-19 October 1985, by Dianne DeMille.
3. **The Risk of Accidental Nuclear War**, Proceedings of Conference, Vancouver 26-30 May 1986, by Andrea Demchuk.

NOTE FROM THE EDITOR

■ Three articles in this issue touch on the dilemmas presented by the purchase and manufacture of military equipment by countries that are hard put to provide the basics of life for their people.

Mary Lou Finlay's essay on El Salvador resulted from a recent visit to prepare a documentary film series for the Canadian Broadcasting Corporation. She describes the grim state of El Salvador's economy after eight years of civil war and notes that the only growth industry around is the military.

In a wide-ranging interview originally recorded for the TV Ontario programme *Realities*, the British historian **Sir Michael Howard** takes a self-described 'heretical' position on the idea that Third World conflicts like that between Iran and Iraq are sustained by the international arms trade. "The Third World are grown-up people; they have real problems, they have real conflicts. And to regard them as simply the puppets of arms manufacturers is . . . insulting to them."

Our cover article this issue comes from an expert in the area of arms and development, **Chris Smith**, a researcher at the Institute of Development Studies, University of Sussex. Smith shows that while the volume of arms purchases has declined or is stagnant, there will be renewed demand for a new generation of weapons systems by the turn of the century. He maintains that this next round of arms purchases is beyond the ability of Third World economies to sustain, and alternative solutions must be found to poor countries' very real security problems.

Other articles include a reflective look by the director of University of Toronto's Centre for Russian and East European Studies, **Timothy Colton**, at the impact Mikhail Gorbachev has had on how the West views the USSR. And **Michael Tucker**, a CIIPS Research Fellow and professor of Political Science at Mount Allison University, examines how representatives of thirty-five countries managed last Fall in Stockholm to agree on measures that could reduce the chances of a European war by misadventure.

As this issue was going to press, the Government of Canada published its long-awaited 'White Paper' on defence policy. The main points of the document are outlined in the "Defence Notes" column on page 16. The Fall issue of *Peace&Security* will present more detailed analysis of both the policy itself and the reaction to it.

Michael Bryans

CANADIAN INSTITUTE
FOR INTERNATIONAL
PEACE AND SECURITY

307 Gilmour Street
Ottawa, Ontario K2P 0P7
(613) 990-1593

Executive Director:
Geoffrey Pearson

Board of Directors:
William Barton, *Chairman*
Norman Alcock
George Bell
Christoph Bertram
Lise Bissonnette
David Braide
Harriet Critchley
Ann Gertler
Kal Holsti
Richard Mercier
Geoffrey Pearson
John Sigler
Brian Urquhart
Jean-Guy Vaillancourt
Paul Warnke
Lois Wilson

The Canadian Institute for International Peace and Security was created by an act of the Parliament of Canada in 1984 to increase knowledge and understanding of the issues relating to international peace and security from a Canadian perspective. The Institute does not advocate policy positions, nor is it part of the government decision-making apparatus. The Institute is a Crown Corporation. Members of its Board of Directors were appointed by the Government of Canada after consultation with all recognized parties in the House of Commons. These provisions help to ensure the independence of the Institute.

PEACE&SECURITY

Editorial Board:

Nancy Gordon
David Cox
Dianne DeMille
Mary Taylor
John Walker

Editor:

Michael Bryans

Associate Editor:

Hélène Samson

French Review Page Editor:

Jocelyn Coulon

Design and Production:

The Spencer Francey Group,
Ottawa/Toronto

Translation:

(except where otherwise indicated)
Denis Bastien,
Sogestran Inc.

Second Class Mail
Registration Pending.
Postage paid in Ottawa.

ISSN 0831-1846

Peace&Security is published quarterly to let Canadians know what the Institute is doing and to provide a forum for the full range of Canadian viewpoints on these issues. Opinions expressed in each article are the sole responsibility of the author and do not necessarily represent those of the Institute and its Board of Directors. Your letters are welcome.

Text material from this quarterly may be reproduced, although we ask that the Institute be cited as the source. Illustrations, cartoons, graphics and other accompanying artwork are copyright and may not be reproduced without written consent of the Institute and the artist.

CONTENTS

-
- 2 **WEAPONS FOR THE THIRD WORLD** BY CHRIS SMITH
Finding alternatives to buying more.
-
- 4 **NO SAVIOUR FOR EL SALVADOR?** BY MARY LOU FINLAY
A polarized country looks for answers.
-
- 6 **REDUCING THE LEVEL OF FEAR** BY MICHAEL TUCKER
Getting to yes in Stockholm.
-
- 8 **TAKING GORBACHEV'S MEASURE** BY TIMOTHY J. COLTON
A generation of Kremlin watchers is caught off-guard.
-
- 10 **AN INTERVIEW WITH MICHAEL HOWARD**
Peace movements and the meaning of peace.
-
- 12 **LETTER FROM KIEV** BY DAVID COX
In the aftermath of Chernobyl.
-

■ **Chris Smith** is a researcher at the Institute for Development Studies, University of Sussex; **Mary Lou Finlay** is a reporter and producer for CBC Television's *The Journal*; **Michael Tucker** is Professor of Political Science at Mount Allison University and CIIPS Research Fellow; **Timothy Colton** is Professor of Political Science and Director of the Centre for Russian and East European Studies at the University of Toronto; **David Cox** is a member of the faculty at Queen's University and Director of Research at CIIPS.

-
- 13 **REPORT FROM THE HILL**
-
- 14 **ARMS CONTROL DIGEST**
-
- 16 **DEFENCE NOTES**
-
- 18 **REVIEWS**
-
- 20 **NEWS FROM THE INSTITUTE**
-
- 22 **LETTERS TO THE EDITOR**
-

THROUGHOUT THE 1970s IT WAS customary to link the growing militarization of the Third World to steeply rising military expenditures and arms imports. The call for disarmament and development rested on the unchallenged assumption that if military expenditures and arms imports could be reduced, the process of militarization would be reversed. According to the logic of the disarmament lobby, the problem had an obvious and straightforward solution: Third World countries should forego future modernization, reduce military expenditure and channel the resources saved into development projects. In reality, the situation is much more complex.

Since the early 1980s both military expenditures and arms sales in the Third World appear to have

countries becomes evident. In Latin America there is a marked downward trend in South America but not Central America. In the Middle East the oil glut and declining export revenues have placed severe constraints on defence activities, except in Iran and Iraq. In Africa the picture is one of gradual decrease, although this aspect is to an extent counter-balanced by the situation in Southern Africa. In South Asia both India and Pakistan have shown no restraint in their continuing arms race, and military expenditure in Sri Lanka is rising steeply, albeit from a very low level. In South East Asia, levels of arms imports appear steady, but possibly on the point of declining.

ECONOMIC RECESSION IS THE MOST convenient and obvious explanation for the current lack of dynamism in the arms trade, but there are other factors to be considered. For example, it may be the case that Third World countries are buying a different type of defence equipment or purchasing in a different way, and that methods of monitoring arms transfers have not been adjusted to account for these changes. Also, it is becoming increasingly difficult to differentiate between requests for civilian and military technology – information technology is a case in point. Moreover, all governments are notoriously bad at releasing reliable, disaggregated statistics on defence expenditures and there is no shortage of opportunities for Third World governments to obscure the eventual use of their purchases or to pay for defence equipment out of civilian budgets. The unfolding drama in the United States concerning arms sales to Iran and the covert funding of the Contras is a shining example of an increasing need to obscure arms transfers in order to circumvent legal restrictions.

Clearly, the overall arms market is in a state of considerable flux. It appears, however, that structural changes are coinciding with genuine economic constraints. Third World countries are, by and large, avoiding the purchase of expensive major weapons systems such as

fighter aircraft. Instead, they are turning their attention to other, less quantifiable areas of the defence sector or simply reducing imports. And as the market for defence equipment continues to slide, it becomes much harder to manage a system of restraint as exporters grow concerned about declining orders. The more general problem for control is that the sale of arms is gradually being replaced by the sale of military technology, and it is, therefore, no longer appropriate to consider the arms trade solely in terms of the transfer of weapons systems. The simple transfer of tanks or guns or aircraft has given way to sales of manufacturing technology and industrial plant.

Economic constraints and new priorities do provide good reasons why the arms trade has changed so much in recent years. But it may also be helpful to consider the combination of circumstances which permitted Third World countries to increase their defence capabilities in the mid-1970s.

During this period the Middle East was the largest regional importer of major weapons – made possible by OPEC and the swift rise in oil prices. In addition, the oil crisis created conditions which led to the availability of credit for non-OPEC states. Thus, a situation arose where all Third World countries were able to increase their defence capabilities.

At the same time, demands for defence modernization programmes had built-up a head of steam. At independence most Third World countries were presented with regional and local security problems and little in the way of a defence capability to meet those threats. The security-defence dilemma was dealt with in different ways. Alliances were forged between military institutions in the Third World, and American policy makers who saw the military as a progressive, modern and anti-communist institution; strengthening these institutions through military aid and credits became a major policy plank. Countries close to the Soviet Union, such as Iraq and Pakistan, manipulated the Cold Warriors in Washington and secured major military aid pack-

WEAPONS FOR THE THIRD WORLD

Most poor countries cannot afford another round of weapons purchases, but their security problems are real and the solutions are not obvious.

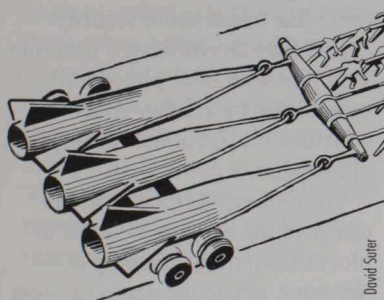
BY CHRIS SMITH

been reduced. But few would argue that the Third World is any less militarized than it was in the 1970s – witness the appalling and costly conflicts in Southern Africa, Central America and South West Asia. Add to this the increasing level of ethnic conflict and continuing economic recession and one is faced with regions of the Third World which appear every bit as underdeveloped and militarized as they were in the 1970s.

The latest update from the Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) on the arms trade indicates that the market for arms exports to the Third World is indeed stagnant; the five year moving averages indicate a slight decline since 1982. On closer inspection it appears, however, that if the five major importers, Iraq, India, Egypt, Saudi Arabia, Syria, are excluded from the calculation, the full extent of the decline in other Third World

ages on the understanding that they would play a part in the containment process.

But, post-war supply constraints and later, the declining ability of major powers to offer large military aid packages coupled with limited purchasing power in the Third World, led to relatively modest procurement programmes in this period. By the 1970s much of this equipment was either obsolete or had been destroyed in wars. Moreover, obsolescence is a relative term – by the 1970s the major arms suppliers were prepared to sell more sophisticated equipment than before. Consequently, the amount of arms traded to the Third World rose significantly through the late-1970s, fueled by export revenues or credits and justified by military demands for an increased defence capability.



IF THE DEFENCE MODERNIZATION programmes which took off in the 1970s can be seen as the result of a merging of military demands and prevailing economic conditions, the situation in the 1980s can be explained in a similar way. The economic conditions for continued procurement no longer exists. But, nor do the demands for modernization programmes; requests for new frontline equipment carry less weight in the light of this past procurement. Thus, many Third World countries are now in a position where restraint is more feasible than before.

In addition, armed forces are in a much worse bargaining position. In many instances they are being forced to argue against the laws of diminishing returns and in some countries, such as in South America, their political power is much reduced. There is another factor: under pressure from the international development community, Third World governments are developing a cautious approach

to defence. The International Monetary Fund (IMF) has already taken Peru to task on defence expenditures and the World Bank is starting to show a growing concern over the scale of defence allocations and how they are spent. Certainly neither the Bank or the IMF would contemplate a confrontation with governments over defence expenditure. But, a more subtle approach appears to be showing limited returns.

If the Third World is showing a tendency towards restraint, it is by no means certain that this situation will continue. It is, after all, a compromise, and the process has not been accompanied by conspicuous moves towards disarmament. Given that advanced military technology is prone to rapid obsolescence, pressure for re-equipment will rise towards the end of the century. While the gaps between modernization programmes can be extended by attempts to upgrade and refurbish existing systems, there are technical limitations and the process is expensive. Third World countries will not be able to sustain another process of modernization on the scale of previous programmes. If there is economic recovery in the Third World over the next two decades, it will not be sufficiently dynamic to absorb the costs of another round of modernization.

THIRD WORLD GOVERNMENTS must address their external and internal security problems; they cannot do otherwise. Yet, the options open to them, apart from conventional re-armament, are limited. Arms control agreements in the Third World are largely cosmetic. Although there have been efforts to normalize the regional security environment in South America, for example, these will take time to develop into a credible peace process. In some countries the security issue is particularly stark. In Nicaragua, Lebanon and Southern Africa and, arguably, in states such as Pakistan, survival is the key issue. Too often the genuine security problems faced by Third World countries are forgotten.

Third World leaders are keen and quick to point out that the current complexion of international politics affords no leeway and that defence and security must be a first charge on the national purse. Often heard is the argument that development is meaningless without first ensuring security and national viability, and the deliberate manipulation of national sentiments to this end is usually successful.

Disturbing though the security dilemmas are for Third World countries, hard choices have to be made over the next decade. If Third World countries are incapable of sustaining orthodox defence programmes in the future then alternatives must be sought. Otherwise, the strategy which seeks to guarantee security at all costs will be self-defeating and the armament-underdevelopment process will be pushed to its most logical and dangerous point. If present security dilemmas render unilateral disarmament a dangerous option a new security regime must be found. Border disputes, ethnic crises, irredentist claims, sub-imperial rivalries and regional conflicts must be confronted with a view to finding rapid solutions. At the same time, any alternative and more settled security environment must be complemented by a radical appraisal of orthodox defence policies. Here, current thinking around concepts of transarmament and nonoffensive defence should be applied to the specific regions of the Third World.

'TRANSARMAMENT' IS A TERM USED by Norwegian researcher Johan Galtung as an alternative to 'disarmament'. To 'disarm' implies leaving a society defenseless. To 'transarm', on the other hand, involves changing from one sort of defence to another. The essence of both transarmament and non-offensive defence is the search for alternatives. While there are no set formulae for these alternatives, they are fundamentally concerned with how to uncouple the making of defence policy from the current fetishism for advanced military technology. They look to a form of defence which minimizes the

threat to others, exploits available resources, reduces military expenditures and generally, breaks the links between armament and dependency, underdevelopment and conflict.

For too long Third World countries have been dependent upon an armament culture which is inappropriate for their security needs. Arms imports and, in many cases, indigenous production programmes have introduced into Third World countries weapons systems which are inefficient, expensive and broadly counter-productive.

The development of an alternative approach to defence would have another beneficial effect; it would enable the Third World to put pressure on countries in the North to accept conventional arms limitation. A system of transarmament and alternative security would reduce the demand for arms from the North. This would deprive defence industries in the North of the economic relief which stems from reducing unit-costs through export to the Third World, and in turn force governments of the industrialized nations into detailed reviews of defence policy which they have so far avoided.

It would be somewhat naive to think that transarmament will appeal to military decision-makers on the basis of logic alone. However, a unique situation is emerging which effectively places conventional arms limitation in direct line with the interests of Third World governments. This is surely the most compelling argument for taking this analysis and debate much further and at the same time moving beyond the shibboleth of disarmament and development. □

Further Reading

M. Graham, R. Jolly and C. Smith, editors. *Disarmament and World Development*, Oxford: Pergamon Press, 1986.

Johan Galtung. *There Are Alternatives: Four Roads to Peace and Security*, Nottingham, U.K.: Spokesman, 1986.

Andrew J. Pierre. *The Global Politics of Arms Sales*, Princeton, N.J.: Princeton University Press/Council on Foreign Relations, 1982.

Ernie Regehr. *Arms Canada*, Toronto: James Lorimer, 1987.

Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI). *Arms Control in the Third World*, forthcoming late 1987.

NO SAVIOUR FOR EL SALVADOR?

A human rights commission of the right and another of the left are evidence of El Salvador's political polarization.

BY MARY LOU FINLAY

THE ONLY SURPRISE THAT awaits a visitor to El Salvador is that there are no surprises. The capital and its surrounding countryside are as you would expect: the dusty, rolling hills, the poverty, the bad roads – and everywhere the familiar dark youth decked out in camouflage gear and a submachine gun, perennial symbol of a world beset by misery and conflict, the Third World.

The military is the only growth industry in El Salvador. It is estimated that people bearing arms now number about 50,000, not counting the guerrillas, of whom there are another six to nine thousand. There's the regular army and air force; there are special counter-insurgency forces; there are para-troop battalions; there are local militia and treasury police and security forces.

The day I arrived President Jose Napoleon Duarte was speaking to a gathering of Salvadoran businessmen, begging them to co-operate with him in his efforts to cope with the situation . . . the situation being a failing economy, widespread disaffection, and a guerrilla war that has dragged on for over seven years. A week later the business people gave Duarte their answer: they boycotted the bi-annual international trade fair in the capital.

Chamber of Commerce President Victor Steiner accuses Duarte of socializing the economy, of killing free enterprise with high taxes, import controls and corrupt practices: "They have no respect whatsoever for the participation of the private sector in the economy."

Steiner is bitter about President Duarte. In the agrarian reform that

began in 1980 – and is plagued with problems – his wife's family lost all their holdings. The government expropriated their land in return for some cash and some bonds, but the bonds, says Steiner, are worthless, and the purchase price was too low. It was based on the value of the land as declared in the owner's 1975 and 1976 tax declarations. The peasants are equally disgruntled about land reform because it doesn't go far enough.

LAND REFORM HAS BEEN THE clarion call of all the revolutionary movements in the region for decades. In El Salvador the big landowners have been particularly successful in resisting it. In 1932 their response to a *campesino* revolt was the *matanza* – an army massacre of ten to twenty thousand peasants. By 1975, El Salvador had the highest ratio of landless families to total population in Latin America.

In 1980 initial land reform measures were carried out like this: The government bought a number of large farms. On a given day, on the designated farms, all the workers who were then living on the property became co-operative owners, who would then manage and run the farms and assign some of their earnings to the banks that held the mortgages on the property.

The result has been rocky ploughing so far. The owners feel aggrieved at the seizure of the farms. The farmers who worked the land but did not live on the farm feel cheated by the arbitrary fashion in which the cooperatives were established. And the farms lost all the managerial skills that had resided in the previous owners.

A US Agency for International

Development (AID) report points out that most of the co-operatives are not keeping up with mortgage payments, and that the government is behind on its debt payments to the previous landowners. Many of the expropriated lands are still the object of litigation. And many of them still suffer from raids by guerrillas, making them at best unprofitable and at worst totally uninhabitable. But providing encouragement and counsel to the land reform movement is one arm of the complex American strategy in El Salvador, evidence that simple gun-boat diplomacy has been replaced, in part, with more sophisticated action.

Two US AID workers, farmers from Iowa and Arkansas, accompanied me on a visit to one of the co-ops just outside and to the south of San Salvador. This farm is planted mainly in sugar cane and rice, with some beans and a few other food crops. It's one of the "prosperous" ones; clearly a showcase.

In the broiling heat of noon, there were still a handful of men cutting sugar cane, their arms scratched and blackened from the twenty-foot stalks that were falling under their machetes. The cane had been burned before cutting, explained one of the Americans. They shouldn't burn it, he said, because it loses a lot of its value if it is burned first, but it makes the cutting easier. And anyway, the price for sugar is so low that the stuff is practically worthless. Duarte has to subsidize the price of sugar; if he didn't, all the sugar cane properties would be bankrupt.

No one commented on the irony of a US government actively conspiring in the running of a col-

lective venture, controlled by the Salvadoran government, as part of an overall fight to ward off communism.

The afternoon of the farm visit we were back in the capital to witness a noisy student demonstration outside the US embassy. The US embassy in San Salvador looks more like a maximum security prison than an embassy, a towering structure with steel-plated walls, surrounded by another wall of concrete, topped at the corners by gun-towers.

The embassy is located in the centre of the city just a couple of blocks from the University of El Salvador, where the demonstrators assembled before marching off in full war-paint and masks. There were only a couple of hundred of them, out of a total university enrolment of 30,000, so it wasn't much of a turn-out. What it lacked in size, however, it made up in noise and rudeness. Armed with loud-speakers and spray cans, they shouted obscenities and painted slogans on the concrete wall: YANQUI GO HOME, and AMERICA IS SHIT.

THE US PRESENCE IN EL SALVADOR is a mixed blessing to say the least. When he was mayor of San Salvador, Jose Napoleon Duarte had harsh words to say about American policies in Central America. Now his tone has softened, as befits the recipient of nearly \$2 million a day in US aid: "I had made speeches in the National Press Club of Washington saying that historically the United States is living a democracy but it's exporting dictatorship. This

is changing because we have to recognize that for the last years there's been a trend in which the United States is trying to support democracies in the world."

Critics of American policy in El Salvador cite the failure to end the war and the concomitant militarization of the country, along with the failing economy. President Duarte says that economic recovery cannot occur until the fighting stops. Others respond that the fighting will not stop until the people feel that they have achieved some social justice.

Jose Luis Galdez is a sociology professor at the University of El Salvador: "Nobody can tell exactly what is the right solution to the conflict. The Salvadoran people have to sit down and discuss it – the government, the FMLN, FDR,* the legal opposition, the unions – everybody that has something to say. Our country has to find a solution to its conflict, but a Salvadoran solution. First of all, we have to start by putting an end to the US meddling in our affairs. Then the Salvadorans can discuss the war problem and seek a solution for a true and just peace."

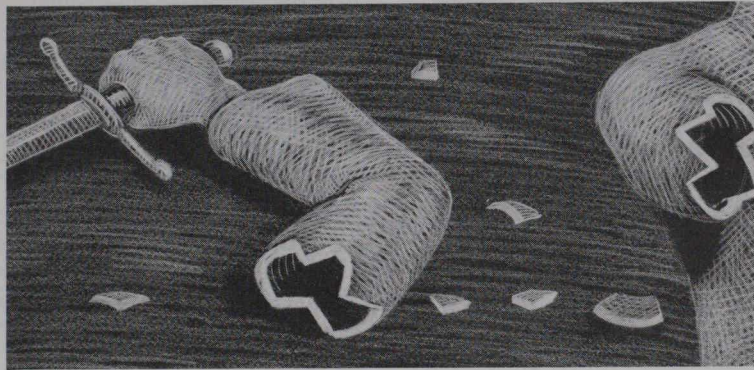
IN THE MEANTIME THE WAR SOAKS up resources and lives. The guerrillas, fewer in number than they were, are still active in wide regions of the country: Morazan, San Miguel, Usulután, La Libertad, Chalatenango . . . and Oaxapa.

Just thirty kilometres from San Salvador, Oaxapa has been the target of Operation Phoenix: an all-out aerial war against the guerrillas said to be tunnelled into the sides of the volcano. In the villages just outside the target zone, people point to the patches of smoke rising from the volcano and tell us, "That's where they bombed last night." Or, "That's where the army is burning things" – dwellings, huts, whatever they find that might be useful to the enemy. The villagers are quite used to it.

From the villages inside the zone pour some of the hundreds of thousands of refugees that the war has created. In a refugee camp on the outskirts of the capital a Cana-

dian nun oversees the care and feeding of seven hundred people at a time. Sister Andrea says that the US ambassador thinks she harbors subversives, and that the army has descended on them several times in an apparent attempt to intimidate them. But having lost her patience with the soldiers one time, and literally chased them out of the camp, she has tested the limits of the government's willingness to harass her.

At the Human Rights Commission offices in San Salvador (not



the government Human Rights Commission) small children chase each other around a small, dirty courtyard amid stacks of documents and affidavits, while volunteers prepare lunch for the people who have temporarily sought refuge there. There are nine portraits on one wall, pictures of the most recent slayings or "disappeared." Another wall charts the total deaths since 1981 . . . 56,626 in all; 1,821 last year. The government admits there are still killings: casualties of the war they say. This Human Rights office says they are casualties of the army.

How many civilians have been killed by the guerrillas I ask. "We don't know of any," they reply. But this very day the newspapers carry reports of the execution of two village mayors by guerrilla forces. The existence of two human rights commissions – one of the left and one of the right – is evidence of the polarization of El Salvador.

SINCE THE ELECTION OF PRESIDENT Duarte in 1984, and the victory of his Christian Democratic Party in the legislative elections of 1985, the United States believes El Salvador is on the road to salvation, if only there is no interference in the form of aid to the

guerrillas from neighbouring Nicaragua. The US government believes that with some guidance and a lot of money, El Salvador can beat back the revolutionary forces of the left and gradually satisfy the desire for change among the people. President Duarte himself, when he isn't addressing the Chamber of Commerce, fairly boasts of his own revolutionary ideals. His heart maybe in the right place, but the problems he faces are grave and his chances of success not overwhelming.

People are tired of the war to be sure, but having come this far and paid so dearly they are not likely to give up their demands for a new social order and a radical redistribution of resources. For this to happen, Duarte will need some luck in restoring the economy and seeing to it that the people feel they are benefitting from change. He is hampered by the emphasis on military strength that the US insists on; by the intransigence of the right and the business class; by the fact that guerrilla leaders seem unwilling to settle now for anything less than a radical left-wing re-structuring of the government; by charges that his own party members are involved in corruption.

Most of all perhaps, he is hampered by a five hundred year history of colonial oppression and strife that has taught Salvadorans a lot about corruption and cheating and violence, and very little about peaceful change and democracy.

El Salvador, like the other nations of Central America, is deeply affected by what happens in Nicaragua. There too, the United States relies heavily on military action to topple the government of Daniel Ortega. But the recent scandals involving Iranian arms sales and money and arms to

the Contras have weakened the Administration's hand and may breathe new life into the peace proposals put forward by the Contadora group of nations (Colombia, Venezuela, Mexico and Panama), and more recently by the president of Costa Rica.

A DEFEAT FOR RONALD REAGAN and victory for the Sandinistas may mean that the Salvadoran guerrillas will redouble their efforts for a Nicaragua-style revolution in their own country. But it could also mean that guerrilla leaders who have given up hope that change can be had by peaceful means as long as the US is determined to call all the shots, would see an opening for talks with the government of El Salvador.

"No hay uno salvador para El Salvador," quotes President Duarte. 'El Salvador – The Saviour – has no saviour.' He hopes to put the lie to that saying. It is a beautiful country with a sad history. It has a chance now to build a future out of the embers of its troubled past. The United States has a chance to bolster its own security against a hostile southern front by judiciously promoting a third alternative to the twin pillars of communist dictatorship and right-wing tyranny that have come in this century to represent the principle choices for the people of Central America. It will be a delicate task, one not well understood by all the forces that shape American government today, and hardly noticed by the majority of American people who themselves generally share only two concerns about the region: they don't want another Viet Nam, and they don't want another Cuba. Presumably they would welcome a third option for the Third World on their doorstep. □

Further Reading

Steven Baranyi, *Peace in Central America?*, Canadian Institute for International Peace and Security, Background Paper #8, October 1986.

J. Preston, "What Duarte Won," *New York Review of Books*, 15 August, 1985.

Joseph Cirincione, ed. *Central America and the Western Alliance*, Carnegie Endowment for International Peace and IISS, New York: Holmes and Meier, 1985.

*The FMLN and FDR are the guerrillas' military and political organizations.

REDUCING THE LEVEL OF FEAR

In Stockholm last year, Canada, the United States, and all the countries of Europe except Albania agreed on measures designed to reduce the risk of war through surprise attack or miscalculation.

BY MICHAEL TUCKER

ON 19 SEPTEMBER 1986, THE clocks were stopped at the *Kulturhuset* in Stockholm in order to allow the thirty-five national delegations therein a last clear chance to meet their deadline for agreement on a package of "confidence and security-building measures" (CSBMs) designed to reduce the risk of war in Europe through miscalculation or surprise attack. NATO, Warsaw Pact, and neutral and non-aligned countries, party to this Stockholm meeting of the Conference on Disarmament in Europe (CDE), were in fact able to reach agreement on a CSBM document that 22 September, some one hundred and seventy-eight plenary and countless working sessions after the conference formally began in January 1984. This was an important, if modest and little noticed, event in the contemporary history of arms control and East-West relations.

THE STOCKHOLM CDE GOT underway in a sombre atmosphere of heightening East-West tensions, and at a time when all other East-West arms control dialogues had been adjourned. The 1986 Stockholm accord, moreover, remains the first, and only, East-West security agreement which has been reached since the signing of the second Strategic Arms Limitation Treaty (SALT II) in 1979. Just as important as the political symbolism of the CDE agreement are the complex military provisions which it contains for the annual forecasting, notification, observation, and inspection of large-scale troop manoeuvres in Europe.

These provisions are binding upon the thirty-five signatories to the Stockholm accord, requiring them to give prior notification of troop exercises above certain defined thresholds within specific periods of time. They also include, for the first time since 1945, an East-West agreement over the principle of mandatory on-site inspections of military facilities, to provide for the verification of compliance with the Treaty. The CDE agreement will thus provide a test for the efficacy of on-site inspection measures. Another important feature, from the standpoint of Western security, is that it will also provide a test for Soviet acceptance of this principle and the mellowing of the historic Russian penchant for secrecy in all matters military. It is to be noted that the agreement applies to a zone which extends from the Atlantic to the Ural mountains, encompassing the entire European sector of Soviet Russia.

The relevance of the Stockholm experience for Canada must be understood in the broad context of Canada's NATO membership and of its staunch commitment to what is termed the "CSCE process." Canada has been from the outset a party to the post-1972 dialogues of the Conference on Security and Co-operation in Europe (CSCE), and was a signatory, as well as important contributor, to the 1975 Helsinki CSCE Final Act. The Stockholm talks were an integral part of the CSCE process, having been mandated by the 1983 Madrid CSCE Review Conference to strengthen and extend the confidence-building measures which had been agreed upon at Helsinki. Yet Canada was invited

to participate in the talks which led to the Helsinki accord because of its membership in NATO. It was Alliance participation which provided this country with an entrée to the CSCE in the first instance, and at Helsinki, as at Stockholm later on, and at all the CSCE review conferences, Canada acted as a loyal team member of the NATO caucus. This was not always an easy diplomatic task, however, because of intra-alliance differences over the aims of the CSCE.

CANADA HAS ALWAYS SEEN THE CSCE debates – in political as well as military and arms control terms – as a measure of its interest as a North American power in European security and co-operation. At the time of the Helsinki Conference, Canada directed its energies toward the fulfillment of a humanistic conception of East-West détente, which included a recognition of human rights and a freer movement of peoples across national boundaries. These efforts were a clear challenge to the harsher aspects of Soviet authoritarianism, and at the same time they were also seen by Washington as a fetter upon its quest for superpower strategic arms control. While Canada was more sensitive to the logic of SALT than its West European allies, the CSCE was initially a useful medium through which Canada could distance itself, for both domestic and West European consumption, from an American conception of East-West détente which was largely confined to military-strategic stability.

At Stockholm, it was clear from the outset that the United States and the Soviet Union would be the

key players, and the conference would have foundered without their political will to reach agreement. In the absence of any likely East-West accord over conventional or intermediate nuclear force reductions in Europe, moreover, CSBMs represented the most promising and perhaps the only arms control regime for that war-prone theatre. And because of its political and symbolic importance for the future of East-West security relations Stockholm, it has been said, was "condemned to succeed." But down to the final hours of the conference its lesser participants could not take it for granted that the major powers had the political will to agree.

The Stockholm experience showed that multilateral arms control can work. Yet initial and recurring American reluctance to become fully engaged in the exercise made Canadian participation both necessary and opportune. At times a more constructive flexibility was required of Washington, for instance over the highly-intrusive on-site inspection measures it thought were necessary. And Ottawa recognized, perhaps more clearly than Washington, that the CDE was for the Soviet Union an expression of its long-standing interest in a pan-European security regime which might reduce the North American military presence in Europe. Thus, for Canada, this trend in Soviet thinking was a compelling reason for a stronger rather than a weaker Canadian-American commitment to the Stockholm negotiations.

For Canada, the CDE was very much a NATO arms control exercise in coalition diplomacy. This meant, of course, that Canada would not deviate from Western unity in support of Eastern proposals; it also meant that Canada should not expose or exacerbate intra-alliance differences, particularly between the United States and Western Europe.

These two pillars of Canadian security policy have differed over non-proliferation strategies, theatre and strategic arms limitation and reduction talks, and strategic defences. Where these issues have cut across the thorny matter of the American nuclear guarantee of the defence of European members of NATO, Canada has tended to avoid taking sides. This is because Canada, as John Holmes has observed, is the odd man out in the Alliance, being neither European nor American but both. Historically, Canada has taken the view that nuclear arms and arms control issues which relate directly to European security are for the NATO European powers most closely involved to weigh and decide upon. Yet Canada is also a North American nation indebted to the United States for guidance on strategic matters, and sensitive to the responsibility shouldered by the US as keeper of the Western deterrent.

Intra-alliance debates over European arms control issues have thus occasioned a deferential, if conscientious, silence on Canada's part, which has masked domestic tensions between continental and Atlantic orientations in Canadian arms control policy. Yet, the Stockholm Conference was of a different order, as regards military strategy and arms control, from negotiations concerning the reduction of theatre-nuclear and conventional forces. A successful CSBM regime for Europe could only augment Alliance security; its failure, or the failure of the Warsaw Pact to comply with its terms, would not put West European security fundamentally at risk. As a consequence, neither internal agonizing nor deferential silence were discernable

attributes of Canadian diplomacy at Stockholm.

On the assumption that both West and East shared fears about the possibility of war breaking out in Europe through surprise attack or miscalculation (an assumption which would remain constant in Canadian thinking about arms control in Europe down to the present day) Canada, in the late 1950s and early 1960s, urged its allies to take a serious look at the possibility of an East-West agreement on the reciprocal establish-



ment of ground observation posts. Yet, in the prevailing atmosphere of distrust over Eastern intentions, and fears that Alliance military planning and preparedness would be compromised, Canada did not pursue this initiative. It was an idea whose time had not then come, and was not to come until the 1970s when the Alliance undertook studies of confidence-building measures in the context of the CSCE and Vienna Mutual and Balanced Force Reduction (MBFR) negotiations.

THE CSBMS WHICH WERE FINALLY agreed upon in the 1975 Helsinki accord involved the prior notification of large-scale military manoeuvres in Europe. Notification was non-obligatory, however, and this accord aroused justifiable fears in the West that the Soviet Union was not living up to the spirit of the Helsinki provisions. As far as the West and Canada were concerned, this compliance gap had to be closed through the Stockholm agreement, and it was. The principle, which Canada helped to frame, that CSBMs should be politically binding and verifiable as well as militarily significant and applicable to all of Europe, was accepted by the Soviet Union.

Canada was an important but not a major actor at Stockholm. As in most areas of arms control, the accord which was agreed upon in the CDE will not impinge in any substantive way upon Canada's military activities in Europe; these activities are normally well below the minimum threshold of 13,000 troops required for notification and observation. The Stockholm provisions should, however, have an impact upon NATO as well as Warsaw Pact multinational military manoeuvres. As a consequence,

the CDE accord should represent a step toward the fulfillment of another aim which has been a constant in Canadian thinking about arms control and security in Europe.

CANADA HAS SEEN ARMS CONTROL not strictly as an alternative to NATO defences but as a means to help achieve a greater measure of co-ordination and forward planning in Alliance military preparations. Ottawa must continue to identify arms control in Europe not just as a political palliative for thorny Alliance hardware decisions, but as a counterweight to NATO's penchant for quick-fix hardware solutions to the myriad problems of the defence of Western Europe. It is to be hoped that both West and East will come to see a militarily-significant CSBM regime for Europe as an alternative to a costly and (in the case of the West) politically unpalatable conventional re-armament programme, with its reliance on potentially destabilizing emerging "deep-strike" technologies. In a Europe without arms control, the West may well see such re-armament as necessary in order to offset the significant nu-

merical edge which the Warsaw Pact holds in the conventional field.

CSBMs will not diminish Warsaw Pact conventional capabilities; that is not the aim of these arms control measures. They are not steps toward disarmament, and should not be seen as such. They are, rather, instruments of a more stable balance of power. If complied with and if extended through a renewed mandate for the CDE, the Stockholm provisions should begin to redress an asymmetry in the European balance of power. They should diminish the strategic edge which the Warsaw Pact holds in the field of war readiness through its capability for secrecy and deception.

Confidence-building measures in essence provide a means of communication between adversaries, with respect to their military establishments. They are designed to reduce the risk rather than the instruments of war, through the reciprocal exchange of military intelligence. As such, "confidence" is a matter of knowledge and predictability rather than trust, which has little place in the lexicon of international strategy. An apparent Eastern acceptance at Stockholm of this essentially Western conception of CSBMs must be seen as the single most important achievement of the CDE exercise. For this, NATO cohesion was as much responsible as the sudden and fortuitous interest of Gorbachev's Russia in *glasnost*. □

Further Reading

John Borawski. "Stockholm: Prospect and Retrospect - Confidence and Security Building Measures in Europe," *Parameters: Journal of the US Army War College*, vol. XVI, no. 4, Winter 1986.

Department of External Affairs - Canada, *The Disarmament Bulletin*, Winter 1985-86 (Supplement: Canada as the Stockholm Conference); Winter 1986 - Spring 1987.

Allen Lynch. "The CDE Agreement - Achievement and Prospects," *Arms Control Today*, November 1986.

Robert Spencer, ed. *Canada and the Conference on Security and Cooperation in Europe*, Toronto: University of Toronto Press, 1985.

TAKING GORBACHEV'S MEASURE

*The new Soviet regime has caught a generation of
Kremlin-watchers off-guard.*

BY TIMOTHY J. COLTON

MIKHAIL GORBACHEV IS challenging not only many inherited structures and policies in his own country but also the intellectual frameworks we on the outside use to interpret Soviet affairs.

For a generation, Western Sovietologists have been preoccupied with questions of power and influence. How great is the political clout of the General Secretary? How does it compare with that of his fellow Kremlin leaders? What say, if any, do bureaucratic agencies have, or think tanks, or local and ethnic constituencies? There is no universally accepted wisdom on these matters. But it is fair to say that foreign specialists, while paying rather greater attention to the political role of groups and interests other than the party oligarchy in Moscow, have continued to see the Soviet Union as highly centralized and authoritarian by comparison with the liberal democracies.

If such issues have lost none of their ultimate import, they are tending to be overshadowed in the late 1980s by dilemmas put forward by the rise of Gorbachev and his ringing announcement of the need for systemic reform. It is now less the distribution of power than the capacity of the Soviet system for innovation and adaptation that grabs our attention. Can Soviet political and economic institutions indeed be modernized and, as Gorbachev now propounds, "democratized"? What are the factors that stimulate and retard reform? How much reform can the system handle without losing its Marxist-Leninist essence?

The change to change in Moscow has caught most of us off guard. Not only is it forcing research scholars and government officials to pay close attention to current developments in a way deemed unnecessary during the long and seemingly changeless Brezhnev era. It is also prodding us to look afresh at assumptions about the connection between political power and system capacity. In the past, we tended to think that it was precisely the great concentration of power at the centre of the regime that made it so resistant to change. But what happens when those at the apex of the system are committed to changing it, rather than to conserving it as was the case during the Brezhnev hibernation? Gorbachev and his reformist administration are providing a fascinating real-life experiment that may help us eventually to come up with an answer.

I say "eventually," because today, in only the third year of the Gorbachev era, it is far too early to say with confidence what the outcome is to be. One factor complicating our assessments is that Gorbachev's own views about what needs to be changed have fluctuated. When he came to power in March 1985, his emphasis was mostly on technological modernization and the tightening of state "discipline" over deviance, in forms such as alcohol abuse, graft, and absenteeism and sloth on the job. By the time of the Twenty-Seventh Party Congress in early 1986, Gorbachev's ambitions were increasing and he was speaking of "radical reform" of the mechanism of economic planning and management. And by the summer of 1986 his rhetoric about

perestroika, or national reconstruction, was soaring still higher. Gorbachev now insists that Soviet society must undergo revolutionary changes, not just piecemeal reforms, and equally important, that these transformations have to go beyond technology and economic structures to encompass politics, culture, and personal morality. He also emphasizes the dynamic nature of reform, saying it must be done "on the march," by trying out initiatives and learning from experience, rather than by imposing a preconceived blueprint.

MIKHAIL GORBACHEV IS A MOVING target, not a static one. Moreover, there is much about his programme that remains vague, tentative, and even contradictory. More time will be needed before we and, for that matter, the Soviet people see what exactly he has in mind.

In the economic area, for instance, Gorbachev seems to advocate simultaneous decentralization and recentralization within the bureaucracy, goals that may in principle be reconcilable but have yet to be sorted out with any rigour in his statements. Gorbachev supports greater freedom for individual and co-operative enterprise, and new legislation coming into effect in 1987 embodies this idea, but entrepreneurs are still hedged in with restrictions which, on some points, are harsher than before. In the cultural and intellectual sphere, Gorbachev, especially since mid-1986, has promoted a remarkable thaw, not seen since the Khrushchev years, a development for which he and his fellow leaders deserve full credit. Yet he

clearly harbors at least residual doubts about unimpeded public discussion of the vexed Stalin issue, and he has failed so far to deliver on promises of legal changes that would institutionalize press and artistic freedom.

One of Gorbachev's most intriguing proposals, made at the January 1987 plenum of the party's Central Committee, is for multi-candidate elections, not only for government legislative bodies, as has been done for years in Eastern Europe, but within the ruling Communist Party itself. In putting the proposal forward, however, he claimed without explanation that it would not compromise the time-honored principle of "democratic centralism," whereby decisions of high-level party bodies are binding on officials of lower rank.

Adding further to the difficulty of analyzing recent Soviet developments is the unmistakable but elusive evidence of resistance to Gorbachev's ideas. Of the nine Politburo members (apart from Gorbachev himself) in place in March 1985, four have been retired, presumably for refusing to go along with the new General Secretary's approach. In every single speech since the party congress, Gorbachev has commented on the widespread nature of the resistance.

He stated in a February 1987 speech that reservations about the electoral and other political proposals he put forward in January were so great among the membership of the Central Committee that the plenum had to be postponed three times before he could achieve the needed consensus. In another address, in April 1987, Gorbachev declared that detractors were to be found "at the level of the Central

Committee and government, in the ministries, republics, and regions . . . in laboring collectives and in the youth league." Gorbachev allowed in the same speech that not all opposition was selfish and narrow-minded, which is how he tended to dismiss it in earlier pronouncements, conceding now that some of the reservations were motivated by a "concern for the stability of our society."

There is no scientific way to measure the extent or depth of the opposition to Gorbachev or to estimate the odds of whether, like Nikita Khrushchev in 1964, his reforms will be prematurely terminated by a conservative coup. We can surmise, nonetheless, that his ideas are least popular among older age groups, among those attached to orthodox Soviet ideology and behavioral norms, and among those who stand to lose materially from serious economic reform (and this includes many workers as well as administrators).

We can note that Gorbachev has shown himself to be a resourceful and tactically nimble politician, who so far has outwitted his opponents at every turn. We can reason also that roughly the next year is a period of maximum danger for him. His reforms, especially in the economy, are still in embryo and will not pay off for some time to come, whereas the special party conference, the first since 1941, that Gorbachev intends to convene in order to push political changes (and presumably to purge conservatives from the Soviet establishment) looms in 1988. If Gorbachev is to be stopped outright, the best and perhaps the only time for this to be done is in the months ahead.

FORTUNATELY, CERTAIN OF Gorbachev's own changes should help us follow the progress and predict the fate of his programme. The policy of *glasnost* (openness, publicity, candour) is being expanded almost by the week, with the main responsibility for its execution being borne by Aleksandr Yakovlev, the national party secretary for propaganda and cultural affairs and a former ambassador

to Canada. Many things remain beyond criticism; the communications media have a new bias (pro-Gorbachev), and some of the newly released information (for example, in statistical handbooks) is amateurishly prepared and inconsistent. Nevertheless, one can only wonder at how many institutions, policies, and habits can now be discussed with reasonable accuracy and honesty.

What is most encouraging for the Sovietologist is that Gorbachev and his team now accept the necessity of providing the Soviet public with a modicum of information pertinent to politics, and not merely on economic or technical questions. Only this way, in their view, can the Soviet Union's passive subjects become more active citizens who will participate, admittedly under controlled con-

ditions, in the making of some political decisions and whose higher morale and sense of responsibility will spill over into the economy. Thus Soviet officials, journalists, and social scientists have been starting in recent months to write and talk about how political decisions are and should be made, this with a degree of frankness unknown in the Soviet media since the 1920s.

Gorbachev himself has said that the party Central Committee, a supposedly all-powerful body, has for years been inert and uninterested in discussing policy issues. Biting critiques have been published of the local soviets, the municipal councils that have sweeping rights on paper but in reality are largely subservient to their executives. Local party secretaries have given interviews in which they refer gingerly to power relations within secretive party bureaus. Journalists and historians have been looking again at Stalin's style of rule and a decision has now apparently been made to revise the party history textbooks of the Brezhnev period and, in fact, to probe more deeply into the early years of Soviet political history than was possible even under Khrushchev.

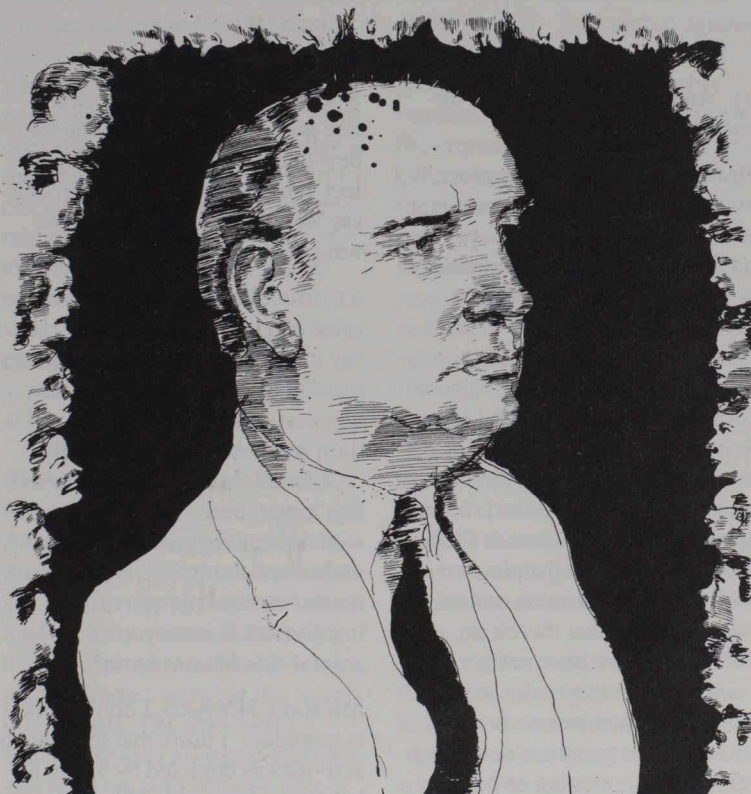
WE ARE LOOKING HERE ONLY AT beginnings, but they are exciting beginnings in a society in which politics has almost always been equated with control from above. In the area of information policy, at least, Western analysts should in a significant way benefit from changes aimed at the Soviet population and ultimately at making the Soviet system less neurotic, more modern, and more competitive. If Gorbachev has his way, neither Soviet political life nor Western views of it will ever be quite the same again. □

Further Reading

Seweryn Bialer. *The Soviet Paradox: External Expansion, Internal Decline*, New York: Alfred A. Knopf, 1986.

Timothy J. Colton. *The Dilemma of Reform in the Soviet Union*, revised edition, New York: Council on Foreign Relations, 1986.

Martin Walker. *The Waking Giant*, New York: Pantheon Books, 1987.



THE WORDS OF GORBACHEV

Editor's Note: *The following are excerpts from a marathon-length speech delivered by Mikhail Gorbachev to the Communist Party Central Committee in Moscow in January 1987. The question is: how are they to be read? As serious proposals or clever puffery? How, indeed, do we take the measure of Gorbachev and the USSR today?*

Economic Reforms

. . . the income of an enterprise, all forms of incentives for the members of labour collectives and the scale of satisfaction of social requirements will depend wholly on the final results of work, on the quantity and quality of output produced and services rendered.

Overcoming Resistance to Reforms

. . . Apparently it is difficult for some comrades to understand that democracy is not just a slogan but the essence of restructuring. They must change their views and habits, if they are not to be left outside the mainstream of life. This is our insistent advice to all doubters and laggards.

'Openness' and Democracy

The democratization of society poses in a new way the question of control over how Party, Soviet and economic agencies and their personnel work. As far as control 'from above' is concerned, here, as you know, appreciable changes have taken place recently. Various 'forbidden zones' for criticism and control are receding into the past.

MICHAEL HOWARD: AN INTERVIEW

*A pre-eminent military historian tackles peace movements
and the meaning of peace.*

■ This interview is excerpted from the TV Ontario programme *Realities* first broadcast in December 1986. Sir Michael Howard is Regius Professor of Modern History at Oxford University. His best known book is *The Causes of War* published by Harvard University Press in 1983. The interview was conducted by Richard Gwyn – European correspondent for the *Toronto Star*.

RICHARD GWYN: I'll start with a discussion about war and peace and the nature of those two activities... I guess with the most obvious of all questions: will war always be with us? Will our children, our children's children, be involved in wars, be worried by wars, be trying to prevent wars?

MICHAEL HOWARD: War will always be with us so long as there are people who are prepared to use violence to attain political objectives. They may not want to use violence as their first resort; they may feel they have to use it as their last resort if there's no other way of getting what they want. People who are not satisfied with the existing state of the world, who feel they're under-privileged, who feel their frontiers are wrong, who feel that their ideology is insufficiently powerful, are always likely to resort to violence if they can't get their way by negotiation, when negotiation simply means accepting the status quo. So there is always likely to be a tendency towards the use of violence. Whether it is going to be a formal war, whether it is going to be guerrilla conflicts, whether it is going to be terrorist manifestations, it's always likely to be there.

R.G.: And peace, is peace the absence of war?

MICHAEL HOWARD: Well, peace is two things. In the first place it is the absence of war. And that is no bad thing. When people nowadays say why cannot we have peace, they are usually living in a condition of profound peace. And those of us who experienced the Second World War are very grateful for the peace that we have got. But they're quite right when they say that this is not true peace. I mean true peace is where there is such agreement between people – so much empathy, so much mutual understanding, that there's no conflict. And we have not got that. It is very difficult to achieve it. But peace as non-war is, in the minds of most people, a necessary preliminary to moving on to peace, which I call reconciliation of conflict.

R.G.: The way you define true peace – it's almost like the Kingdom of God come to earth.

MICHAEL HOWARD: Yes. And I think that that is what most peace movements mean when they say – we want peace. We want a condition in which there is no longer going to be any conflict, when there is no longer going to be any threat, where the lion is going to lie down with the lamb, and the young child is going to play in the Cockatrice's den. This image of peace, of shalom, is what does inspire most of the great saints and great martyrs of the world today. And part of the problem, I think, about peace movements and the conflict between the establishment diplomats on the one hand and peace movements on the other, is that establishment diplomats –

when they mean peace – mean non-war. They mean making the best that we can of a very imperfect world. And peace movements say we want more than that. We want to move to a perfect world...

R.G.: You were going into the reasons why men have fought... you say it is not because their purposes were necessarily acquisitive nor aggressive, but rather because they would be acting rationally... I found that expression surprising, since surely war is an expression of man's aggressivity – the male chest thumping. It's a sort of macho exercise. It's territorial imperative. Is it not rooted in the animal side of our nature?

MICHAEL HOWARD: I don't think it is nowadays. I think that the macho activities as depicted by football hooligans have very little, if anything, to do with the calculations of war and peace which are carried on by statesmen. Let me give you an example. In 1939, the British declared war on the Germans – not the other way around. The British were profoundly peace-loving, who had had one war which virtually eviscerated us; we didn't want any more. We had to be dragged kicking and screaming into a conflict with Germany. But the decision was taken in 1939, with massive popular support, that if we do not go to war with the Germans now, we will never be in a position to do so; they will simply continue building up their strength – they will conquer Eastern Europe, they will then overrun Western Europe; we will be confronted with an adversary so strong that we will simply have to surrender. And it was this rational

calculation, against our instinctive desire not to go to war, which led us to go to war. And you can find that in most of the decisions to go to war. In 1914 it was also there – although in 1914 there was much more of the macho spirit around.

Now, one can see in the calculations about nuclear strategy on the side of the United States and, no doubt, on the side of the Russians as well, that always there is a 'what if,'... What if they were to build up such an overwhelming strength of accurate missiles that they were then able to take out all of our land-based missiles? Well, alright, we still have sea-based missiles. But what if they were to then say, if you use your sea-based missiles we will attack your cities? And what if an American President was so weak that he then surrendered? Or what if, even if the American President was not so weak, the Soviet Union miscalculated that he might be so weak and they started it. Or... It's this kind of super-rational calculation which leads to arms races...

R.G.: Is there a particular problem with the arms race today... that while to keep a rough parity between East and West isn't that difficult... the two sides which have acquired these huge armaments industries then flog their weapons to the Third World, because that cheapens the per-unit cost to themselves and they make some foreign exchange?... I mean surely Iran and Iraq couldn't have been pounding each other for seven years, except that there are so many Western arms on the market.

MICHAEL HOWARD: ... I am rather a heretic on this. The conflicts in the Third World are real conflicts.

They are conflicts about turf. The situation is always the same when you get the collapse of empires – empires which have held areas in some kind of stability. Successor states and successor groups come up which dispute with one another as to where the legitimate rule is going to be.

I think it was inevitable with decolonization there would be conflicts, and that these conflicts . . . were likely to spill into wars. Now, I don't see it as the West flogging arms to the Third World. I see it as the Third World coming to the West and saying sell us your arms. And I get very angry when I hear the Third World complaining at the United Nations that the West sells them arms which they want. Dammit, they don't have to buy them. They buy them because they see political purposes in having them . . .

. . . So I think that this knee-jerk feeling that it is the arms manufacturers of the Western world in search of profits who are provoking and causing some of these conflicts in the Third World does not stand up to examination. The Third World are grown-up people; they have real problems, they have real conflicts. And to regard them as simply the puppets of arms manufacturers is, frankly, so insulting to them that I wonder they don't rise up in all their majesty and object.

R.G.: You have an ambivalence, it seems to me, toward the peace movement. I mean, you write that often the questions they, the peace movement, pose about Western defence postures are entirely legitimate. And yet, you have . . . a sense of exasperation.

. . . Is your root criticism of the peace movement that it refuses to

come to terms with the reality of power in the world – the nastiness of power, the perpetuation of power, no matter what else one can do?

MICHAEL HOWARD: I suppose you could put it like that. I think that there are a number of issues which they simply do not factor into their equation. And the principle issue, perhaps, is the extent to which our peace-loving culture in Western Europe and in the North Atlantic world is part of a state system which does need power to keep it going and to protect it? Now, what does one mean by power? Power is the effect, the capacity to control one's environment and to prevent other people controlling your environment; the capacity not so much to have your own security system as to prevent yourself being part of someone else's security system, is not a bad way of looking at it.

If one looks at the problem in Western Europe, the neutralists would say, well, we are part of the American security system so we are impotent. To which one has to say, yes, we are part of the American security system but this is a decision which was taken by our own statesmen as being the lesser of two evils. The alternative – well, there are two perceived alternatives. One is to become part of the Soviet security system, which is self-evidently rather undesirable. The other is the belief that we can somehow be non-aligned between these two great powers. But non-alignment does require its own kind of power to keep the other people out.

Why not be neutral is quite often asked. To which I reply rather boringly, it takes three people to make a neutral. It is not simply you who decide you're going to be a neutralist between A and B. Both A and B have got to agree that you're

going to remain neutral – as has been discovered by countries like Belgium throughout history. So the problem of power, I'm afraid, is the capacity to control your environment, to control your territory to prevent anybody else controlling it. Which does involve a strong element of military capability.

R.G.: . . . The reasons why they [the peace movement] rail at those in authority, the establishment, the professionals – they march against them for two reasons. One, that these people – who are terribly impressive because they know all the jargon, and throw-weights and all this kind of thing, and have all these offices, and they look impressive – have in the past been singularly stupid, murderously stupid. 1914 – a grotesquely unnecessary war . . . that almost destroyed Europe. And this was the Establishment's war, as it were. And so . . . can you have any faith in the children or the successors to that establishment? The second one, of course, is accident. That with all those missiles, somebody somewhere is going to push the wrong button and that is the end of mankind.

And is the peace movement ultimately not right on this? One, that the bureaucracy, the establishment, is ultimately stupid. And second, that accident is inevitable?

MICHAEL HOWARD: Bureaucracies and statesmen are cut from the same cloth as other people. They have their own wives and their own children; they are part of their society. It is simply their job to specialize in these very, very nasty things. And if you don't like the answers they come up with, then it is your job to try to think of other answers. And this is my exasperation with the peace movement. On the whole, they don't.

The second point, accident.

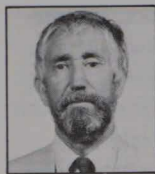
Yes, but it's not just the peace movement that is concerned about this. Everybody is. And the problem of actual – well, it breaks down into two elements. The preventing of technical malfunctioning – how do you stop everything from going off? On the whole, the record is pretty good on this . . .

. . . Misperception – bad judgments in a crisis. Well, this is what worries me. It is there. And the problem of what in the jargon is called crisis management does seem to me to be the really central one which has got to be addressed. Again, on the whole the record is not bad. When the two sides have approached the brink, they've been fairly cool; they've thought, they have drawn back. The Cuban missile crisis of 1962 – the one time since 1945 when I have been really terrified – was managed. 1973 was also very hairy occasionally. Again, very alarming, but it didn't actually get near the seriously dangerous point. It doesn't mean it might not happen, but there is nothing whatever that one can do to create a world in which this might not happen – except a world in which there are no nuclear weapons whatever, which is a world different from the one in which we are living.

It is a world in which there are no sovereign states. It's a world in which there is a world government, a world government which commands the consent and the legitimacy of all the different cultures in the world, be it Russian, be it American, be it British, be it Arab, be it Israeli. And that isn't the world that we've got to cope with. And to think of such a world is, quite frankly, a cop-out. It is a refusal actually to tackle the existing problems which we have to tackle head-on. □



LETTER FROM KIEV BY DAVID COX



Kiev is a city rich in history and monuments. Its inhabitants, though, might wish that its history had been otherwise. . . .

In this century alone, it has been the site of fierce battles and civil wars. In 1917 revolutionary and counter-revolutionary forces fought a see-saw struggle for the control of Kiev. In the Second World War it was captured by the Germans after a major campaign, and recaptured by the Soviets two years later in a battle of equal ferocity. The ravine at Babi Yar, where more than 100,000 citizens of Kiev were executed by the German invaders, is still an open sore, for the authorities have dedicated the monument not to the Jewish victims, who were undoubtedly the majority, but to the Kievites generally who resisted the invaders.

Kiev has once again been touched by catastrophe. It was dangerously close to the nuclear accident at Chernobyl, and for a week afterwards the fate of the city was uncertain. Now it is the command centre for the massive Soviet efforts to rehabilitate the contaminated area around Chernobyl, and to limit further environmental damage from the radioactive elements that were released by the fire at the reactor.

A 200-kilometre perimeter has been created around Chernobyl, within which access is restricted. The contamination within the zone is uneven, and so the efforts of rehabilitation are complicated.

Monitoring this operation are scientists at the Institute for Nuclear Research in Kiev and the Academy of Sciences of the Ukraine. In what may be for some a cruel irony, they have before them an environmental laboratory for nuclear research on a scale not seen since Hiroshima and Nagasaki.

The damaged nuclear reactor is sealed, but sensing devices have

been installed which permit constant computer monitoring of the temperature, fissile activity and vibration within the concrete tomb. With the initial danger now over, the scientists at Kiev are engaged in detailed analysis of the consequences of the radioactive fallout. By their own admission, there have been many surprises.

Plant life has not reacted uniformly to the radioactivity. Some plants have absorbed great amounts, some very little. Don't eat blueberries after a dose of radioactivity, but do try the tomatoes – even in the most contaminated areas, they were virtually free of radioactive nucleides. At the heart of the scientific effort is an attempt to understand the pattern of dispersal of the

chemists have located in Kiev to analyze the problem. The Institute for Nuclear Research uses a super-computer to assimilate all the data and it has produced a model of the region which will include every known detail of the ecology.

The Institute of Nuclear Research is clearly proud of its work, but recognizes that difficulties lie ahead. For example, with the heavy winter snows, there was a large spring run-off. Emergency water supplies for Kiev are planned. The migration of the nucleides is still uncertain, the full process of rehabilitation still problematic.

With all these imponderables, the authorities remain committed to nuclear power. They have no realistic choice, they argue, for coal is just as environmentally dangerous as nuclear power, and there are no other economically viable alternatives for the Kiev region. While the Soviets have abandoned

table? Do we have the combination of scientists necessary for the recovery effort comparable to that now under way in Kiev?

Kiev's experience with the nuclear genie has other implications as well. The damage to life around Chernobyl was caused by the release of about four to five percent of the radioactive core of the reactor. This has been compared to the radioactivity that might result from the burst of a five-kiloton nuclear weapon (only about one-third the size of the one dropped on Hiroshima). But a real five-kiloton weapon would destroy the Institute for Nuclear Research, the Academy of Sciences, and the hospitals mobilized to deal with the victims of Chernobyl. What chance then for the survivors to discover that their best bet is to eat tomatoes?

Of course, the answer will be that Canadian reactors are completely safe. On this, however, the last word goes to the Soviets. Since they suffered the accident with their own "safe" reactor, they have increased all safety regulations many times over, and thoroughly reviewed the reliability of the reactor itself. But they admit frankly to one essential problem: the human factor. Nothing can be foolproof, they say, because the fools are too ingenious. □

In what may be for some a cruel irony, they have before them an environmental laboratory for nuclear research on a scale not seen since Hiroshima and Nagasaki.

individual elements of the radioactivity – particularly those like strontium and caesium whose effects persist the longest. To understand this in a total context, the research at Kiev seeks to relate this information to the complete ecological environment of the immediately-affected area, and of the larger region of the Ukraine. The problems are: how does the level of the water table vary from one location to another? How do the soils vary, and which ones absorb or resist radioactive nucleides? What happens when the rivers and streams carry the radioactivity from one area to another? How do the plants respond in the new area of contamination?

Teams of geologists, biologists, climatologists, physicists, and

plans to build two new reactors at the Chernobyl site, and will build no new reactors of the graphite design, they are repairing the second damaged reactor which was shut down after the accident.

One can only hope that the lessons at Chernobyl have been learned by Canada and other nuclear energy users. Could the Government of Ontario evacuate 45,000 people in the two hours following a major reactor accident? Do we have thirty-kilometre emergency evacuation zones? Do we know in intimate detail the micro-ecology of the regions in which our reactors are located, or even the local variations in the water

David Cox is the Director of Research at the Canadian Institute for International Peace and Security. He attended the Moscow International Forum last February, and while in the Soviet Union visited the Institute for Nuclear Research in Kiev.

REPORT FROM THE HILL



Space Station

■ An area of controversy between Canada and the United States, concerning the role of the space station, appears to have been resolved in Canada's favour.

The space station – which will consist of a beam structure and pressurized modules for research labs and astronaut living quarters – is planned for construction in the mid-1990s. The cost to the US is estimated to be about US\$12 billion in 1984 dollars. Europe, Japan and Canada are contributing almost one-third as much again with Europe and Japan building research modules and Canada the Mobile Servicing Centre which, at a cost of C\$800 million, will be used for the station's assembly, maintenance and repair facility.

The controversy centered on whether the station should be used for military purposes. The US Department of Defense made a vigorous effort to include explicit language in the international agreements reserving its right to use the station for "national security purposes." Early in April, Secretary of Defense Caspar Weinberger wrote Secretary of State George Shultz warning that the United States "must be prepared to go forward alone if the price of [international] co-operation is too high."

It would seem that Weinberger's view did not prevail. With the Defense Department ranged against the National Aeronautics and Space Administration (NASA), the Department of State and all of the allies concerned, the National Security Council sided with NASA in favouring language describing the station's use as being "for peaceful purposes consistent with international law."

A leading American space expert, Ashton Carter of Harvard

University's Center for Science and International Affairs, speaking at a Canadian Centre for Arms Control and Disarmament seminar held in Ottawa, dismissed the space station's military usefulness and pointed out that the Pentagon had opposed the project from the outset specifically for that reason. Nevertheless, science writer Lydia Dotto warned in a *Globe and Mail* commentary on 1 May that the allies should not relax their guard. Although Canada plans to register the Servicing Centre under international law, which means that technically it will retain jurisdiction and control, it will be an integral part of the station, the management of which (and, therefore, the role both of the allies and of the Pentagon) remains undefined.

Soviet Overtures on Arms Control

■ Early in May, Alexander Bessmertnykh, a special envoy from the Soviet Union, visited Ottawa and met with Prime Minister Mulroney, Joe Clark and senior External Affairs officials. He brought an appeal from Soviet leader Mikhail Gorbachev for Canada "to help guide the West" in reaching a deal to eliminate medium – and short-range nuclear missiles based in Europe. Practically the same day, Clark was quoted in the *Globe and Mail* describing the superpower proposals as "serious and significant" and expressing concern that Western European attitudes might be an obstacle to an arms control deal. "We can't allow a process which has involved this much movement by the superpowers to be frustrated at the beginning by some understandable but surmountable differences within the alliance", Mr. Clark said.

Southern African Situation

■ Early in April, Canadian Ambassador to the UN Stephen Lewis hinted that Canada might be asked to participate in a UN peace-keeping force in Mozambique

which has been beset by civil war abetted by the hostility of the neighbouring South African regime. This news elicited a skeptical editorial in the *Ottawa Citizen* of 13 April. It warned that the likelihood of all parties agreeing to invite the UN in was remote. Since a clear mandate from all disputants remained the key to a successful multilateral operation, the editorial declared, "Canada should make it known in advance that it will not be a party to a sure prescription for disaster."

Later in the month, the Secretary of State for External Affairs rejected a call by the NDP that the government sever diplomatic relations with South Africa following a military raid by Pretoria on Zambia. Clark denounced the raid, which took the lives of four civilians, calling their deaths "acts of murder" by South African troops. But he indicated that the government sought to keep political lines open to South Africa while continuing to apply economic pressure.

The government's preferred option is to work in concert with other like-minded nations to bring about peaceful change in the sub-continent. A *Canadian Press* report of 15 April quotes Mr. Clark saying that Canada will propose a new international peace mission to South Africa at the seven-nation Economic Summit in Venice in June. It would apparently be modelled on the *Eminent Persons Group* sent on a similar mission by the Commonwealth in 1986.

Parliamentary Committees

■ The Standing Senate Committee on Foreign Affairs released a report on international financial institutions and the debt problem of developing countries on 13 May. In general terms, it questioned the continuing usefulness of dealing on a case-by-case basis with the debt problem. This strategy, pursued since 1982, needs to be supplemented by arrangements for an increased flow of funds to debtor countries through international agencies such as the World Bank

and creditor governments. It called on Canada to increase market access to indebted developing countries, to raise the proportion of Canada's official development assistance committed to the multilateral development banks from nineteen to twenty-five percent, and to play a leading role in consensus-building within the World Bank, the International Monetary Fund and the Organization for Economic Cooperation and Development in favour of *ad hoc* measures of debt relief and an enhanced role for World Bank lending.

Development assistance is the subject of another report tabled in Parliament on 28 May, this one from the House Standing Committee on External Affairs and International Trade (SCEAIT). Titled *For Whose Benefit?*, the report focuses on Canada's record in this area and how it can be improved.

The Committee made many detailed recommendations but one of its more overarching proposals was that the government adopt a Development Assistance Charter to guide Canada's development assistance programme. The Charter would contain three main principles: that Canadian aid should help the poorest countries in the world; that the programme should work to help developing countries solve problems in harmony with the natural environment; that development priorities should prevail over other considerations when setting objectives. The Committee placed particular stress on linking Canadian aid policy and human rights. The report recommends that CIDA elaborate a human rights policy framework that would create a system to classify countries which are potential recipients of Canadian assistance according to their human rights performance. Countries which ranked the lowest on the Committee's recommended scale would be automatically ineligible to receive direct bilateral assistance. □

– GREGORY WIRICK

ARMS CONTROL DIGEST



Export Limitations on Missiles

■ After four years of negotiations, Britain, Canada, France, Italy, Japan, West Germany, and the United States announced agreement on 7 April to limit the export of certain missiles and their associated technologies. This is the first agreement to concentrate on limiting the systems capable of *delivering* nuclear weapons, as opposed to attempting to limit material and technology used to develop nuclear *explosives* and warheads.

The seven nations have agreed not to export missiles or other unmanned vehicles capable of carrying a five hundred kilogram warhead and travelling more than three hundred kilometres. This approximately corresponds to the weight of an unsophisticated nuclear device and the minimum distance thought to be militarily significant. These missiles will not be exported, even if their stated use is peaceful, unless there is a binding government-to-government agreement stipulating that they will not be used to carry nuclear warheads. The supplying nation is responsible for enforcing the missiles' end-use.

Complete systems such as ballistic missiles, space-launch vehicles, sounding rockets, cruise missiles and drones are thus banned for export. Sub-systems are also controlled. No installations for producing such missiles can be exported under any circumstances and an extensive list of technologies to be controlled is also part of the agree-

ment. Certain other technologies will be reviewed on a case by case basis.

Nuclear Testing

■ During March the USSR announced a shift from its previous testing policy. The Soviet Union proposed beginning simultaneous negotiations on verification measures that will lead to the ratification of the Threshold Test Ban Treaty (TTBT) and Peaceful Nuclear Explosions Treaty (PNET), along with negotiations on lower limits on the size and frequency of nuclear tests. The previous Soviet position had been that negotiations on a comprehensive test ban should take precedence.

Although the shift in the Soviet position brings it closer to the US position, the US has rejected the Soviet offer. The US position is that the Soviet Union must agree to further verification measures on the TTBT and PNET before additional limitations on testing can be negotiated. A complete ban on testing is still considered the ultimate goal, but US administration officials have stated that as long as there are nuclear weapons they will need to test.

On 13 January 1987 President Reagan sent the two existing treaties (PNET and TTBT) to the Senate for approval but attached provisions that required agreement with the Soviet Union on advanced verification measures. The treaties have been before the Senate Foreign Relations Committee and have yet to go to the full Senate.

The Soviet Union has also offered (17 April) an exchange of nuclear tests. The offer would entail each side travelling to the other's test site, and detonating and measuring a nuclear test there. Insufficient knowledge of the geological nature of the Soviet test site has been a problem in verifying the yield of Soviet tests. An ex-

change of tests would be an important step forward in the calibration of the test sites. The offer is being explored by the two sides at talks in Geneva.

Chemical Weapons

■ Negotiations for a ban on chemical weapons are continuing at the Conference on Disarmament in Geneva. Substantial progress has been made since President Reagan and General Secretary Gorbachev stated their desire for a chemical weapons agreement at their 1985 Summit. According to reports from the CD the agreement under consideration would establish an agency along the same lines as the International Atomic Energy Agency (IAEA) that would oversee the dismantlement of the weapons and act as an enforcement mechanism.

If agreement is reached, the weapons and their manufacturing sites would be destroyed over a ten-year period. The Soviet Union announced during the last week in April that it had stopped production of chemical arms and was constructing a facility to destroy the weapons it had stockpiled. The United States extended an invitation to the Soviet delegation to visit its destruction and storage facilities in Utah.

France has stated that it will go ahead with plans to acquire new chemical weapons and that it will want to maintain them over the ten years the Soviets take to destroy their stocks. This has caused some concern within NATO, especially in West Germany where the weapons would likely first be used. West German officials have already asked the United States not to deploy its new chemical weapons on German territory.

United Nations inspectors visited Iraq in April to investigate Iraqi claims that Iran had been using chemical weapons. The UN team stated that there was evidence some Iraqi troops had been ex-

posed to chemical attack but found no conclusive evidence demonstrating that Iran had used the weapons. The inspection team also stated that Iraq has used chemical weapons against Iranian civilians. This is the first time an inspection team has visited Iraq. The team has previously gone to Iran twice to investigate allegations of Iraqi use of chemical weapons.

Conventional Arms Reductions in Europe

■ Representatives from the twenty-three NATO and Warsaw Pact nations have been meeting in Vienna in an effort to establish a mandate for negotiations that will act as a follow-on from the Conference on Disarmament in Europe (also known as the Conference on Confidence and Security Building Measures and Disarmament in Europe - CCSBMDE) process that concluded in September 1986.

Statements from Vienna indicate that France is in favour of holding the new talks within the larger framework of the Conference on Security and Co-operation in Europe (CSCE). This would involve thirty-five European nations including the neutrals and non-aligned. A few of the neutral states insist that they should have a seat at the table and France prefers this format because it allows individual states to put forward their own positions. The US has proposed a bloc-to-bloc format (similar to the existing Mutual and Balanced Force Reduction talks in Vienna which have gone on without success for fourteen years) involving only NATO and Warsaw Pact member states. In this framework, negotiating positions would be uniform within each bloc. Some form of a compromise where the neutral and non-aligned members of the CSCE would be kept up to date on the negotiations or could act as observers may be possible.

On 9 April, the Warsaw Pact called upon NATO nations to begin negotiations on freezing and reducing military spending. A similar offer was made by the Warsaw Pact in 1983.

On 8 May, Poland presented a four-part plan calling for conventional and nuclear disarmament in central Europe. The proposal calls for the reduction and withdrawal of nuclear and conventional weapons from Poland, Czechoslovakia, East Germany, Hungary, West Germany, Belgium, the Netherlands, Luxembourg and Denmark. (See the article by Michael Tucker on the Stockholm Treaty in this issue of Peace & Security.)

Nuclear and Space Arms Talks (NST)

■ President Reagan provided Secretary of State Shultz with new negotiating instructions for his visit to Moscow on 13-16 April. President Reagan changed the time frame for strategic reductions of fifty percent from five years to seven years. A seven-year period (reduced from ten) was also proposed for a joint agreement of non-withdrawal from the ABM Treaty. At that point (1994) both sides would be free to deploy defences.

A US draft treaty on these issues was presented on 8 May during the eighth round of the NST. The general structure for reductions of strategic nuclear weapons by fifty percent remains the same – both sides would reduce to 1,600 strategic delivery vehicles and 6,000 nuclear warheads or charges. In an apparent concession to the Soviet Union, the US raised the sub-ceiling on warheads that can be put on ICBMs from 3,300 to 3,600. This raises the level of the sub-ceiling to sixty percent of the total

warheads (6,000) previously proposed by the Soviet Union. The US also continues to call for a ban on mobile missiles.

Intermediate Range Forces (INF)

■ There has been considerable activity in this area since Gorbachev offered to negotiate limits on INF as a separate package (28 February 1987). Both sides have agreed, as they had previously at Reykjavik, to eliminate all intermediate-range missiles from Europe and maintain one hundred each outside of Europe on their national territory.

Two draft treaties have been presented. The US presented one on 4 March followed by a detailed verification annex on 12 March; the Soviets presented a draft in response on 27 April. The texts of the draft treaties have not been made public but statements by negotiators from both sides suggest that the two sides have moved closer to agreement. Some issues still remain to be worked out. The US wants the right to convert its Pershing II missiles into shorter range missiles and deploy them in Europe. The Soviets have refused to accept this saying that the missiles can easily be converted back to their longer ranges. The question of where exactly the one hundred remaining INF warheads will be deployed on either side also remains to be solved.

According to reports from Geneva the verification annex in the US draft calls for the broadcast of uncoded data from missile tests and the exchange of detailed information on the characteristics of missiles. In terms of monitoring the treaty, inspectors would go to the missile sites to verify the number of missiles deployed and then would be present to monitor the elimination of the missiles.

Permanent inspectors would be placed at the sites of the one hundred remaining missiles. In order to ease the verification requirements, the US has also proposed that INF missiles be completely eliminated. The Soviets have rejected this offer however, stating that they need to maintain the one hundred warheads in Soviet Asia to counter-balance the threat posed by US forces in South Korea and Japan.

The major sticking point in the negotiations has been the issue of short-range (500 to 1,000 kilometres) intermediate forces (SRINF). Both sides agreed at Reykjavik to include language dealing with SRINF in an INF treaty. The Soviets, however, vacillated and at one point seemed to retreat to their previous position of not negotiating on SRINF until after an INF treaty was signed. At the time of the US draft treaty, early in March, the Soviets stated their willingness to deal with the SRINF issue in parallel with negotiations on INF. Finally, during a visit to Prague, Czechoslovakia, General Secretary Gorbachev suggested the Soviets would be willing to completely eliminate SRINF in Europe and this offer was formally presented to Secretary of State Shultz, during his visit to Moscow on 14 April.

Gorbachev has consistently stated his willingness to remove Soviet SRINF from East Germany and Czechoslovakia as soon as an INF deal was signed, regardless of other progress on SRINF. However, the offer to completely eliminate these missiles from Europe has created political problems in Western Europe.

Gorbachev's surprise offer has generated renewed concern about Soviet conventional superiority in Europe. Although many have questioned whether Warsaw Pact superiority is as great as some claim it to be, Western European leaders have expressed concern that a Europe free of nuclear missiles will leave them vulnerable to the conventional forces of the Warsaw Pact. Coupled with that fear is the fear that elimination of the INF and SRINF missiles would

cripple NATO's strategy of flexible response and effectively "decouple" Europe from the nuclear guarantee of the United States.

The Soviet offer has caused particular problems for the West German coalition government. West German Defense Minister Manfred Wörner favours keeping SRINF and building up to the level of the Soviet Union. His cabinet colleague, Foreign Minister Hans-Dietrich Genscher, is in favour of accepting the Soviet offer.

A NATO meeting originally scheduled for 4 May was postponed because of West German inability to forge a consensus on the issue. Added pressure has come from an announcement by the British government on 15 May that it is prepared to accept the Soviet deal provided certain conditions are met. Britain has stated that SRINF must be part of an INF deal and a deal on SRINF must be applicable world-wide; it must also stipulate that British and French forces, along with the Pershing I missiles in West Germany, would not be affected by the treaty. The Pershing I missiles are deployed by the West German air force but the US controls the use of their warheads. The Soviets have, therefore, adopted the position that they be included in an INF-SRINF deal.

Since the original offer by the Soviets in February, the United States has insisted on the right to convert the Pershing II missiles into shorter range missiles. The US has made it clear to the West German government through conversations between President Reagan and Chancellor Kohl that if it does not accept the SRINF deal it must be prepared to accept the converted Pershing II missiles on its territory.

The US is waiting until it has heard from all NATO allies before forming its own final position and presenting it to the Soviets as negotiations progress. □

- JANE BOULDEN

Early Warning

June – August	Summer session of the Conference on Disarmament, Geneva.
22 June – 2 July	Meeting of UN Ad Hoc committee on the Indian Ocean Zone of Peace, New York.

DEFENCE NOTES



Changes in Canadian Defence Policy Announced

■ The long-awaited Defence White Paper was tabled in the House of Commons on 5 June. Although the major provisions of the White Paper came as no surprise, having been discussed extensively by DND officials in the months prior to release, the policy statement confirmed major changes in Canada's defence posture.

CANADA PROPOSES TO PURCHASE ten to twelve nuclear-powered submarines, which are intended to give the Canadian Forces the capability to operate in three oceans – the Atlantic, the Pacific and the Arctic. At present, only nuclear submarines have the capability to operate under the ice for extended periods of time. The unit purchase price of the submarines is around C\$500 million, but the actual operating costs are uncertain, since they involve building various complex facilities to refuel the nuclear power plants and maintain the subs.

A SECOND BATCH OF SIX NEW frigates will be built as projected, but the third batch may need to be cancelled to make way for the nuclear submarines. This means that in the year 2000 Canada will have sixteen surface combat ships, and perhaps four or five of the new submarines, with the total rising to the projected dozen by about 2010.

CANADA'S MARITIME PATROL AND anti-submarine warfare capabilities will be further improved by the purchase of additional Aurora long-range patrol aircraft (currently there are eighteen), and new medium-range patrol aircraft to

replace the aging Trackers now in service. The White Paper also confirmed the previously announced decision to acquire new anti-submarine warfare helicopters for the frigates.

A CHANGE IN CANADA'S NATO policy was contained in the decision to drop the commitment to reinforce northern Norway in times of crisis. Canada had previously undertaken to send one light mechanized brigade to northern Norway, which would be transported by air and sea. The decision to abandon the commitment reflects the military view that the brigade either could not be transported in time to help deter a conflict, or that, if hostilities began, the brigade would be excessively vulnerable.

TO REASSURE NATO ALLIES THAT there will be no reduction in Canada's overall commitment to Europe, the brigade in question will be re-equipped to bring it up to full capability as a mechanized brigade, and be committed to reinforce the existing mechanized brigade in Germany. Not all brigade personnel will be kept in Germany, but a divisional headquarters will be established, and military equipment will be pre-positioned so that the remaining personnel can be flown across to join up with their equipment.

A LIMITED NUMBER OF ADDITIONAL CF-18s will be bought to compensate for attrition, and the Canadian Air Group in Germany will increase its strength.

A MAJOR FACE-LIFT FOR THE Reserves is planned. Naval reserves will have an active role in coastal defence and minesweeping. The increases in the number of army and air force reservists suggest that the part-time soldier may play a larger role in Canada's future defence policy.

WHILE THE WHITE PAPER DOES not deal fully with how these changes and purchases will be paid

for, it is agreed that if all the changes described are implemented, it will require large increases in the defence budget.

Canada's Strategy for the Pacific

■ Traditionally, Canada's naval defence effort has been concentrated on its east coast, in keeping with the priority accorded to defence of Europe and the North Atlantic sea-lanes. In recent years all three of its submarines, its four most modern destroyer escorts, two-thirds of its operational anti-submarine warfare (ASW) frigates, most of its Aurora long-range maritime patrol aircraft, and all thirty-two Sea King ASW helicopters have been based in the Maritimes rather than at Esquimalt, on Vancouver Island.

The situation is beginning to change, however, as the Pacific Ocean acquires increasing military-strategic importance and Canada begins to orient itself away from Europe. Part of the reason can be attributed to new deployments in the area by the US Navy – in particular, the stationing of new Trident ballistic missile submarines at Bangor, Washington, and plans for the "homeporting" of an aircraft carrier battlegroup in nearby Everett. This in turn has attracted the close attention of the Soviet Pacific Fleet, now the largest of the USSR's four fleets. Soviet attack submarines were recently reported to have entered the Strait of Juan de Fuca, between Vancouver Island and Washington State, in an effort to keep tabs on the Tridents.

The Canadian Government has already begun to respond by shifting more of its active-duty naval forces to the west coast. Last January, Defence Minister Beatty announced that HMCS Huron (a modern, helicopter-equipped destroyer) and four Sea Kings would be transferred from Halifax to Esquimalt this summer. The Huron's presence as a command

and control ship will for the first time permit the creation of an independent Canadian task force in the area. Further bolstering of Canada's Pacific fleet can be expected in the future. The new submarine programme, for example, has been specifically designed to allow the stationing of at least one vessel on the west coast.

Early Deployment of Strategic Defences?

■ Since US Secretary of Defense Caspar Weinberger announced that a limited form of SDI could be deployed by 1994, there has been considerable debate over the plausibility and advisability of such a plan. In February 1987 the George C. Marshall Institute published a study describing a possible early deployment strategy. The Institute outlines a three layer defensive system based primarily on kinetic kill vehicle technology. Unlike more exotic systems like lasers and particle beams, kinetic weapons rely for their killing power on the ability to hit the target with a solid object. The first layer would be spacebased and would intercept Soviet missiles in their boost phase. The other two layers would be based on the ground and would attack the missiles and their warheads in midcourse and terminal phases.

Critics of early deployment proposals based on these technologies have suggested that the system will be vulnerable to countermeasures such as space mines (designed to destroy satellites in earth orbit), fast-burn boosters (which would reduce the length of time the missile is vulnerable to attack) and decoys (used in hope of confusing or overwhelming the defensive system).

A similar idea for a simplified defence system known as "High Frontier" was put forward by the Heritage Foundation in 1982.

Documents released in early May

show that at the time, the idea was criticized by Department of Defense analysts, as "unrealistic." Also, the system would be unable to shoot down enough enemy missiles to be effective. The documents were released by General Abrahamson, head of the SDI Office, in response to a request from Senator Johnston. General Abrahamson suggested that the assessment was correct at the time but said that the rate of technological advance since then has been "phenomenal."

A report from the offices of Senators Proxmire and Johnston concludes that although no final decision has been made public, the SDI programme has already been reoriented towards technologies that could be deployed by the mid-1990s. The report states that there is a "black programme" within SDI "which is developing a blueprint for deploying strategic defenses in the near term."

On 24 April the American Physical Society released a study on the laser and particle beam technologies that would be required for the SDI programme. The study concluded that it would take at least ten years to determine whether or not it was even feasible to use these technologies in a SDI system. According to the study there are still formidable technological obstacles to overcome and some of the most crucial technologies would have to improve by factors of one hundred to one million.

Soviet Military Power

■ In March the US Department of Defense released its annual report, *Soviet Military Power*, describing the latest Soviet military developments. The report states that the Soviets are reconsidering their traditional strategy of "rapid offensive operations" in the European theatre. This change is attributed to the increased sophistication of NATO conventional weapons and new US and NATO doctrines of deep attack that would carry the war deep into Warsaw Pact territory. Furthermore, the sheer size of the arsenals and improved capabilities on both sides have apparently led the

Soviets to believe that a European conflict would be of much longer duration than they had previously thought.

The nature and extent of the Soviet ballistic missile defence (BMD) programme is also raised in this year's *Soviet Military Power*. It is an area in which there has been considerable dispute between the various intelligence agencies

concerned. The Pentagon states that the Soviet Union is in the process of developing a nation-wide BMD system; something that is prohibited by the Anti-Ballistic Missile Treaty. The CIA puts the probability of this at ten percent or less. In an apparent compromise, *Soviet Military Power* states that, taken together, Soviet BMD activities "indicate a significant com-

mitment to enhancing the strategic defenses of the USSR and suggest that the Soviets may be preparing an ABM defense of their nation."

Whence the Threat to Peace

■ In February 1987 the Soviet Union released its equivalent to *Soviet Military Power*, entitled *Whence the Threat to Peace*. The last issue of the Soviet publication was published in 1984. This latest edition is of particular note because it contains Soviet estimates of the nuclear forces of the US and the Soviet Union. In the past the Soviet Union has been reluctant to release its own estimates of the two nuclear arsenals and has generally only done so as part of arms control negotiations such as SALT.

The estimates presented are those given to President Reagan by General Secretary Gorbachev at their meeting in Reykjavik in October. By Soviet estimates, the US has approximately 14,800 nuclear warheads on 2,208 strategic delivery vehicles and the Soviet Union has about 10,000 warheads on 2,480 delivery vehicles. *Whence the Threat to Peace* also places heavy emphasis on the need to maintain the Anti-Ballistic Missile Treaty and reiterates the Soviet view that the US Strategic Defense Initiative will be destabilizing and lead to a new arms race.

The Last Titan 2

■ According to an *Associated Press* report of 7 May, the last operational Titan 2 intercontinental ballistic missile was deactivated by the US Air Force in early May. At one time fifty-four Titan missiles were deployed in concrete silos in Arkansas, Arizona and Kansas. The Titans were among the earliest missiles to be placed in the US arsenal. They were large, not very accurate, and prone to accident. They carried what by present standards is an enormous multi-megaton warhead. The AP report said the silos they leave behind will be left open for some months to allow Soviet surveillance satellites to confirm that they are empty. □

ALLIANCE NEWS

Meeting of the North Atlantic Assembly

■ During the weekend of 23 May legislators from the NATO countries gathered in Quebec City to discuss economic, political and military issues. Among the subjects raised by the Parliamentarians at the conference were the future of Mikhail Gorbachev's reform initiatives in the USSR, and the role of strategic defenses in Western security.

As leader of the host country, Prime Minister Brian Mulroney spoke to the Assembly. The speech ranged across the spectrum of arms control and security issues, however, Mr. Mulroney made specific reference to the US Strategic Defense Initiative. Canada continues to support research into strategic defence, but Mulroney cautioned: "... extreme care must be taken to ensure that defences are not integrated with existing forces in such a way as to create fears of a first strike... and second, we cannot allow strategic defences to undermine the arms control process and existing agreements."

Anglo-French Nuclear Cooperation

■ A meeting in March between the British and French defence ministers laid the groundwork for closer coordination of the two countries' nuclear forces. André Giraud and George Younger announced on March 10 that their governments are seeking to formalize close, but largely *ad hoc* exchanges on questions relating to their nuclear forces.

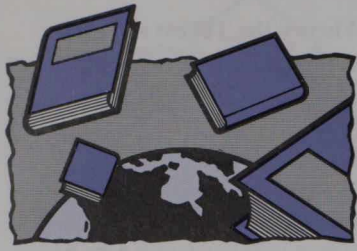
According to a report in the *Economist* (14 March) the U.K.-France accord is an indication that they are considering the possibility of a combined European nuclear force in the event that the United States withdraws its nuclear forces. The new Anglo-French nuclear cooperation comes at a time when the presence of American nuclear missiles in Europe has been made uncertain by the progress in the superpower arms control negotiations.

Revival of the Western European Union

■ As the superpowers move closer to an arms control agreement Western European countries are moving to revitalize the Western European Union (WEU). The seven-member body (Britain, France, Federal Republic of Germany, Italy, Belgium, the Netherlands, and Luxembourg) was formed in 1954 as a defensive pact and was part of the allied effort to bring West Germany into NATO. The WEU is the object of increasing interest because it is the only exclusively European body with a mandate to deal with matters of defence.

In December 1986, French Prime Minister Jacques Chirac proposed a Charter of Western European Security Principles in a speech to the WEU assembly in Paris. The main elements of Chirac's proposal are that nuclear deterrence remains the only way to ensure European security, and that Western Europe must retain its link to the American deterrent force.

REVIEWS



Hungary and Suez 1956: A View from New Delhi

Escott Reid

Oakville, Ontario: Mosaic Press, 1987, 160 pgs. \$12.95 paper/\$24.95 cloth

■ This crisp little book is a compact and easily readable account of Escott Reid's time of testing, in the hot turmoil of two acute international crises, which in their longest days did seem to be tearing apart the flawed fabric of the post-war world. It recalls what we novitiates saw first some forty years ago in the old East Block: brilliant flashes of a strong but resilient intellect, a deeply sensitive analytical power, a tireless dedication to causes firmly espoused, an unshakable sense of duty. These sterling qualities still shine brightly in the book, even when its arguments, as always well-marshalled, are not fully persuasive.

The book is not one more attempt to put the record straight for, as Reid points out in the prologue, every view of those crises suffers from some distortion deriving from difference of viewpoint. Even if the entire cast of international actors, intimately involved in Hungary and Suez, could be assembled on some supernatural stage, it would take them beyond eternity to agree on what happened thirty years ago during the protracted time the crisis endured. Reid has sensibly centred his account on his own attempts, in New Delhi, to persuade Prime Minister Nehru to denounce the Soviet violent suppression of the Hungarian revolt with the same vehemence as he was denouncing the Anglo-French attacks on Egypt.

Reid shared the belief of most Western observers that India displayed a double standard in its reaction to the two crises, which both involved permanent members of the UN Security Council. India's lapse lay in the failure of Nehru to speak forthrightly against the USSR and in the perfunctory performance of the Indian delegation at the UN General Assembly, during its emergency special session on Hungary. Reid painstakingly explains why he saw it as his duty to try to correct these Indian aberrations, without receiving much help from his Department and Minister because, in Reid's view, they were so preoccupied with Suez. His secondary theme concerns a set of might-have-beens – what would have happened if he had been more solidly supported in his demarches in New Delhi.

Reid develops his main theme with the masterly debating and drafting skills, which long ago won him wide acclaim even from detractors. He supports his opinions and judgments with citations which on the whole are authoritative and illuminating. His solid work should have special appeal for historians, students of political science and scholars generally, but it has relevant lessons as well for foreign policy watchers and practitioners today, who continue to wrestle with similar issues of worldwide significance. This book's value and appeal are enhanced just because it is neither aridly academic nor pompously self-important. The people we meet in it, including the author, are warm-blooded, emotional and ever conscious of their doubts, faults and fears.

The book raises questions beyond the range of the might-have-beens mentioned, but many of them are left unanswered. On the main theme, Reid seems to be partly satisfied that by mid-November 1956 he had helped to bring Nehru closer to the positions Reid had been pressing. He does not explain

very convincingly, however, why Nehru preferred to vacillate and procrastinate, for it is hard to believe Nehru was really taken in by Bulganin's propaganda any more than he would have been swayed by more vigorous advocacy by the United States. Since their bitter experiences of Korea in 1950-53 – compounded by Dulles's obstinacy on Vietnam, his brinkmanship and defence pact proclivities in 1954 – the uncommitted Asian and African states had been putting distance between themselves and the United States which culminated in their formalizing of non-alignment at the Bandung summit of 1955. Reid does not make much of this growing evidence of Asian-African determination to keep clear of East-West clashes, yet it is a key factor bearing on both his main theme and his might-have-beens.

As for the distortions in this view from New Delhi, are they valid or merely inserted to underline Reid's recurring complaint that he was not kept sufficiently abreast of major developments in New York and Ottawa? For example, how could he, with his past experience in the Department of External Affairs and the UN, have failed to grasp that the Canadian Government's intense preoccupation with Suez was born of dire political necessity, in both national and international contexts. Or, that once Canada had embarked on a course of constructive endeavour at the UN, we had to move to the middle ground on some Assembly votes and to enter into complicated voting deals with the African-Asian members, above all with India? With such constraints, could Canada afford the risk of putting additional pressures on them concerning Hungary? They knew and we knew, in any event, that the UN had very limited scope for effective action on Hungary, especially with the Western powers in angry disarray.

These and other questions left hanging – for example, how did the reprimand he received come

about? – give the book an air of unresolved mystery. It is one more reason why once taken up this book will not be put down until it is read fully and in all probability more than once. – *Geoffrey Murray*

Mr. Murray spent ten years of his foreign service career on UN affairs, both in New York and Ottawa.

The Siege

Conor Cruise O'Brien

New York: Simon & Schuster, 1986, 798 pgs. US \$12.95 paper

■ Conor Cruise O'Brien was initiated into the Arab-Israeli conflict while seated between Israel and Iraq in the United Nations, as a representative of Ireland, nearly thirty years ago. As diplomat, editor and writer, O'Brien has immersed himself in the subject ever since, producing now a highly readable, expansive yet critical account of "the saga" of Israel and Zionism.

He calls it aptly, "The Siege." The Jews, like the Irish Catholics in the past, have been a stigmatized people. They have been persecuted and oppressed for centuries, a besieged people in Europe and now, beneath the Zionist emblem in a Jewish National Home, they are under siege in the Middle East.

With a subject that has produced more than enough books peddling either the pro-Israeli or the pro-Palestinian line, O'Brien has managed to write a fairly balanced assessment of a tragic situation. It neither flatters the Israelis nor indicts them, and it does detail most of the wrongs done the hapless Palestinians. Just as important, he reminds us all that this terrible predicament of Israel "is not the creation of Israelis only, but is also the creation of all the rest of us – those who attacked and destroyed the Jews in Europe and those in Europe and America who just quietly closed the doors."

After a fairly exhaustive examination of the Zionist background,

of the history of the Israeli state to date, and of the various proposals for solving the Arab-Israeli problem, O'Brien comes to the rather depressing conclusion that none of the suggestions is realistically going to lead to a peaceful settlement. Enlarging on Moshe Dayan's aphorism that "Israel has no foreign policy, only a defence policy," O'Brien is most categorical about the impossibility of a "peace for territory" solution. The militarily unrealistic idea of Israel withdrawing to its pre-1967 boundaries is an "agreeable international pipedream." The possibility of a federation of the West Bank and Jordan is not going anywhere without East Jerusalem. As for the old Allon option of controlled settlements in the West Bank as a defensive line with military access to the Jordan river, that could never be accepted by Jordan and is no longer realistic domestically because settlements have become so widespread.

He takes a skeptical view of a comprehensive, superpower settlement. Israel, he argues, as a Zionist state and home for Jews everywhere now "cannot be other than it is," and the Muslim world is not free to be other than what it is. "It seems to follow that the siege will continue, in some form, into the indefinite future." As for the Palestinians, he argues, their best hope for the future is not in territory but in a "tacit condominium" between Israel and West Bankers, buttressed by some tacit accommodation with Syria over Lebanon. His assessment won't please activists on either side. But his lucidity and fairness are very welcome. — *John R. Walker*

Mr. Walker writes a weekly column on international affairs for Southam News.

Women in War: From World War II to El Salvador Shelley Saywell

Toronto: Penguin Books 1986, 324 pgs. \$9.95 paper

■ Saywell is a Toronto-based television producer whose previous credits include *The Ten Thousand Day War*, a documentary series about the war in Vietnam. Her account of womens' experiences in war is written in the

straight-forward and dramatic style of a documentary. Saywell spares the reader any tiresome soliloquies about the evils of war, instead she permits the women she interviewed to speak for themselves.

They range from aging Warsaw and Paris housewives who at the age of nineteen or twenty took part in resistance attacks against the Nazis, to present-day guerilla fighters in El Salvador. Whether they were fighting for the 'glory' of Britain or simply for survival, each woman felt at the time that she had no choice. "They say that women have babies, and so don't kill. I was very young and very determined . . . I never asked myself if the soldier or SS man I killed had a wife or children." (Marisa Musu, member of the Gappisti resistance in Rome)

Memories of intense friendship and loyalty forged in the battlefield are juxtaposed with stark accounts of rape and deprivation suffered by female POWs. Although women felt generally equal to men in battle, they felt that equal status in war did little to raise their status in civilian life. According to a British pilot in WWII, "You could say that the forgotten army was not the one in Burma, but the one in skirts."

Nearly every woman emerged from war bruised and embittered, but most said they would do it again in defence of their homeland. If their stories dispel the myth that women are less violent by nature than men, they reinforce the fact that war brings out the best and the worst in humanity generally. "War changed me. You cannot go through that and come back the same. I've been to a place where nothing is sacred except what you have inside. What keeps you going is that little inner part that you own and that is really all you do own . . ." (Lynn Bower, Vietnam veteran) — *Elizabeth Richards*

Women Against War

Compiled by Women's Division of Soka Gakkai Translated by Richard L. Gage

Tokyo: Kodansha International 1986, 247 pgs. US \$17.95

■ Forty testimonials were drawn from a collection of twelve volumes published in Japanese by women of the Soka Gakkai, a

Buddhist organization that advocates the abolition of nuclear weapons. Unlike the subjects of Saywell's book, these women did not fight. They were civilians caught first by the loss of loved ones to a war they barely understood, and finally by the poverty of post-war Japan and the indignities of defeat.

Japanese women were not permitted to enter University until after the war, and because of this, most of the women who recount their experiences are uneducated. The collective result is a simple, unembellished, and poignant story told straight from the heart. And unlike Saywell's subjects, these women have nothing positive to say about war. Victims of radiation sickness relate their slow awakening to the fact that, for them, WWII never ended. — *Elizabeth Richards*

NATO and the Defense of the West

Laurence Martin

New York: Holt, Rinehart & Winston, 1985, 159 pgs. US \$18.95 cloth

■ This book was published before the current flurry of arms control activity over Europe-based nuclear weapons; however, far from making its analysis out of date, the combination of text and illustration assembled in these few pages is more useful than ever. With the prospect of a Europe free of particular kinds of nuclear weapons the attention of many in the West has shifted to conventional forces. Can they do the job? Can Western Europe be defended without nuclear weapons?

Laurence Martin is a leading British defence analyst, but this book is not at the cutting edge of academic reflection. It is instead a basic walk through the elements that make up the military forces which confront each other in Europe. As such it should be extremely useful to the non-expert interested in understanding just what all those tanks and soldiers are doing in Europe, and how their owners think they might get used. Martin does not examine motives for starting WW III in Europe, he just looks at how the soldiers and their masters say they will fight war there if it comes.

Examples of chapter headings give a feel for the style: "Early Evolution of NATO Strategy" — "The Maritime Battle" — "Air Power in the Land Battle" — "Command Structure of NATO" — "...of the Warsaw Pact." The illustrations are clear and informative, and deal with everything from how a tank shell penetrates armour to the stages of authorization NATO military commanders would go through if they wanted to use nuclear weapons in battle. (The caption for this complex multi-coloured flowchart states wryly that NATO's nuclear release system is "possibly unworkable.")

The only obvious drawback to the book (especially for students and other newcomers to the field) is that the vision presented is entirely too sanitized. A modern conventional war fought in Europe would be an unimaginably ghastly business for the soldiers — not to mention hapless civilians. The air would be filled with flying metal and poison gas, the soldiers would be stuck inside tanks and bunkers, the battle would be fought around the clock in "continuous operations" consuming large amounts of equipment and a great many lives. Martin's readers would have been even better served if the precise cutaway tank diagrams and neat illustrations of armour penetrators had been accompanied by some description of what those penetrators are designed to do to the people stuck inside. — *Michael Bryans*

BRIEFLY NOTED

No Other Way: Canada and International Security Institutions John W. Holmes *et al.*

Toronto: University of Toronto, Centre for International Studies, 1986, 155 pgs. \$10.95 paper

A collection of essays on the Canada's role in international institutions such as the UN Security Council and NATO, this volume is the product of a conference of some seventy academics and officials held in Toronto in June 1984. □

Reviews of French language publications can be found in *Paix et Sécurité* 'Livres' section.

NEWS FROM THE INSTITUTE



■ 'The Allies and Arms Control' is the title of a study jointly sponsored by CIIPS and the Royal Institute of International Affairs, Chatham House, England. From 13 to 15 May, the two Institutes organized a workshop in London to discuss the papers which will be published towards the end of this year in a volume edited by **Fen Hampson** (CIIPS/Carleton University) and co-edited by **John Roper** (Chatham House) and **Harald von Riekhoff** (CIIPS Research Fellow).

Jane Sharp of SIPRI gave a paper on the allies view of the superpower's bilateral negotiations. **Jim Macintosh** of York University led the discussion on the allies perceptions of the multi-lateral and regional negotiations. **Julian Perry Robinson** of Sussex University spoke on chemical and biological weapons negotiations. Giving papers on national and regional perspectives were **Phil Williams** of the University of Southampton, **Jean Klein** of the French Institute of International Relations, **Gert Krell** of the Frankfurt Peace Institute, **Harald von Riekhoff** of CIIPS, **Arne Bruntland** of the Norwegian Institute for International Affairs.

The influence and impact of the allies on US politics and arms control was examined by **Hugh de Santis** of the Carnegie Endowment for International Peace, while **David Newsom** of Georgetown University looked at co-ordination and consultation among the allies. **Lawrence Freedman** of King's College, University of

London, gave a paper assessing the future of arms control and the alliance. Also in attendance were the Director of Research at CIIPS, **David Cox**, and **Doina Cioiu** of the Institute's Research section.

Other Canadian participants at the conference included **Admiral Robert Falls** (Canadian Centre for Arms Control and Disarmament), **Ernie Gilman** (Department of National Defence), **Paul Buteux** (University of Manitoba), **L. A. Delvoie** (Deputy High Commissioner for Canada, London), and **John Halstead** (former Canadian Ambassador to NATO).

■ While in the U.K. **Fen Hampson** attended the Ditchley Foundation conference held 15 to 17 May: "A New Generation, Old Institutions and a Middle-aged Alliance: Is There Room for Innovation in the Trans-Atlantic Relationship?" The conference brought together journalists, academics and policy makers from countries of the Western Alliance.

■ **Geoffrey Pearson**, Executive Director at the Institute, spoke on 'Alignment or Non-alignment' at a conference organized by the Collège Militaire Royal de St-Jean and the Université de Montréal in April on Canada and Military Neutrality. Later that month he addressed a class at the National Defence College in Kingston. In May, Mr. Pearson spoke to the Forum for Young Canadians in Ottawa and to a workshop organized by the Quebec Bar Association on the role of lawyers in the nuclear age. He participated in a panel discussion on 'NATO, the Peace Movement and Public Opinion' at a conference in Toronto organized by the University of Waterloo and Wilfrid Laurier University and titled 'Canada, the USA and the Atlantic Alliance.'

■ **Selig Harrison** of the Carnegie Endowment for International

1988 Grants Procedures and Deadlines

■ Beginning in January 1988, the Institute will make decisions on and allocate grants twice a year instead of four times as is currently the case. Please note the following deadlines:

14 August 1987 for an October 1987 decision

6 November 1987 for a December 1987 decision

31 December 1987 for a March 1988 decision.

30 June for an October 1988 decision.

Peace spoke to a seminar organized by the Institute on recent developments in and about Afghanistan. Mr. Harrison covered south Asia for many years for the *Washington Post*, and spoke of the domestic situation within Afghanistan as well as of the role of the Soviet Union, the views of Pakistan and the United States. Mr. Harrison also addressed the issues surrounding the negotiations which are taking place under the auspices of the UN, and was moderately optimistic about the chances for a negotiated withdrawal of Soviet troops.

■ **Hans Günter Brauch** of the University of Stuttgart and **Alain Carton** from the Institute for East/West Security Studies led an Institute-sponsored seminar in April on the 'European Defence Initiative and Extended Air Defence: Technical, Political, Military and Arms Control Aspects.'

■ **David MacDonald**, Canadian Ambassador to Ethiopia led a discussion on the present situation in the Horn of Africa at a meeting in April co-sponsored by the CIIPS and *International Perspectives*. Mr. MacDonald talked about problems of famine and regional security in eastern African, concentrating his remarks on Ethiopia.

■ The study group on conflict resolution, a periodic seminar organized by CIIPS for the past year, held two sessions during the quarter. In April, Ambassador **John MacDonald** of the US Foreign Service Institute led a discussion on two-track diplomacy and the work of his Institute. In May, **Herbert C. Kelman**, Professor of Social Ethics at Harvard University was the guest speaker. Mr. Kelman talked about the conflict resolution roles Canada might consider which have practical relevance to policy makers, and about the possibility of teaching negotiation.

■ **Leslie Wake**, the Institute's librarian for the past two years, left in May to take up a position with the National Red Cross. **James Moore**, a research assistant for the past year, joined the staff of the Directorate of Strategic Analysis at the Department of National Defence. **Peter Gizewski**, a Ph.D. student at Columbia University, joined the staff in May as a research assistant. Summer students at the Institute this year are **Emily Atkins** of Queen's University in the Public Programmes section, **Jill Tansely**, a Master's student at Carleton

*Canadian Institute for
International Peace and Security*
307 Gilmour Street
Ottawa, Ontario
K2P 0P7

■ **Nancy Gordon** attended the annual conference organized by the Department of National Defence for and about their Military and Strategic Studies programmes. She and **David Cox** gave brief presentations on the grants programme of the Institute.

■ A 'Roundtable on Negotiations for Peace in Central America', organized by the Canada-Caribbean-Central American Policy Alternatives Group, in co-operation with CIIPS and others, was held in Ottawa in May. Approximately forty experts from both official and non-governmental sectors in Central America, Canada, the US, Latin America and Europe, discussed the Contadora process, the reasons for its lack of success, and the possible ways that it might proceed.

■ **Geoffrey Pearson** and **Michael Tucker** participated in a seminar organized by the North/South Institute and co-sponsored by CIIPS on the role of middle powers in the international system. Mr. Tucker, a Research Fellow at the Institute, gave a paper entitled 'Middle Powers and Multilateral Arms Control: The Geneva Ex-

International and Strategic Studies at York University, le Centre québécoise de relations internationales, and members of the CIIPS library staff. The group was established by CIIPS to explore possibilities for co-operation, specifically, to develop a database on issues of peace and security to which each library would contribute and have access. A thesaurus, which will provide access to the database in both English and French, was discussed at the meeting; work on the thesaurus has begun at the Institute. □

RECENT PUBLICATIONS FROM THE INSTITUTE

Background Papers:

13. A Review of the Geneva Negotiations on Strategic Arms Reductions, by David Cox

Points of View:

4. Maintaining Peace with Freedom: Nuclear Deterrence and Arms Control, by Lorne Green.

ec (1987)	\$ 5,000
illeurs	6,400
rs,	4,150
ian Foreign Policy British Columbia,	8,500
ace and security issues in	
University, Ottawa curity" (October 2-4, 1987)	5,000
paix/Canada, Montréal ixime chance pour la paix"	5,000
	25,000
our	200
rch 27, 1987)	7,500
olitiques de défense pour	
rsity of Toronto, Toronto rch 20, 1987)	1,400
bility, Winnipeg	9,500
A two-week workshop "International Institute for Peace Education" (August 1987)	
Peace Resource Centre, Ottawa Ottawa Peace Calendar - 1987	5,000
Peel Senior History and Social Science Conference Committee, Mississauga Fourth Annual Conference "Peace: Myth or Reality" (April 8, 1987)	2,500
Project Ploughshares Calgary, Calgary Southern Alberta Peace Education Project - Phase II	7,500
St. John's Ploughshares, St. John's Newsletter - 1987	2,000
Vues d'Afrique, Montréal "Regard canadien sur l'Afrique et les pays créoles" (12 avril 1987)	1,000
York University, Atkinson College, Toronto Conference, Outside the Nuclear Club (June 10-13, 1987)	10,000
YWCA - Ontario Area Council, Toronto Workshop on Global Peace (April 4, 1987)	2,900
TOTAL	\$108,550

PUBLIC PROGRAMMES JOINT PROJECTS - Fourth Quarter 1986-87

Royal Commonwealth Society, Ottawa Commonwealth Conference for Young Leaders	\$ 40,000
Canadian Association for Adult Education Joint Seminar - Adult Education on Peace and Security Issues	20,000
TOTAL	\$ 60,000

RESEARCH GRANTS - Fourth Quarter 1986-87

Kornel Buczek, Dalhousie University, Halifax The Evolution of Seismic Verification Technology and Canada's Test Cessation Diplomacy	\$ 10,000
Patrick James, McGill University, Montreal Systemic Polarity and International Stability: The Role of Structure in the Generation of Conflict	3,500
David Robert Jones, Murray Edward Trott, Dalhousie University, Halifax The Soviet Defence Budget's Relationship to the USSR's National Accounts	24,250
Ruth Klassen, Peace Research Institute - Dundas The United Nations Voting Series (Volume III)	2,000
Douglas Alan Ross, University of British Columbia, Vancouver Security and Arms Control in the North Pacific	1,600
Paul R. Shaw, University of British Columbia, Vancouver Humanity's Propensity for Warfare: An Evolutionary Theory with Policy Implications	4,000
Michael Wallace, University of British Columbia, Vancouver Accidental Nuclear War	5,000
David Wurfel, Bruce Burton, University of Windsor, Windsor Prospects for Resolution of the Indochina Conflict	4,000
TOTAL	\$ 54,350

LETTERS TO THE EDITOR



A response from Educators for Social Responsibility

I recently read Michael Bryans' article "Peace Education: Telling Jack and Jill the Facts of Life," (*Peace&Security*, Winter '87). As the coordinator of the ESR teaching guides, *Dialogue*, *Perspectives*, and the *Participation* series, I was interested in his comments. I feel, however, that Mr. Bryans fails to understand the intent and design of ESR's curriculum materials.

Mr. Bryans articulates a tension facing all of us in peace education. Clearly it is essential for our young people to grow up to an awareness of the complexities of the power dynamics of states and governments. Clearly these relationships are more intricate and far-reaching than any metaphor drawn from interpersonal relations can suggest. Nevertheless, we do need to create a bridge between the distant and confusing dynamics of nation-states and the daily lives of our students.

In our research on student attitudes, we found that, in contrast to their vivid and concrete concepts of war, students' concepts of peace were often vague and abstract. In addition, students often attributed stereotyped "images of the enemy" to countries with whom we have political differences. Even more disturbing, we found that students felt powerless, hopeless, and cynical about the possibility of creating change. Our educational efforts must provide the process and content to meet these challenges as well as providing information about vital international issues. Rather than defining peace as the absence of war or the preservation of international order, we viewed

it as the pursuit of justice on personal, social, national and international levels.

We feel it is as important for students to understand the nature of social and ecological interdependence, to develop conflict resolution and cooperation skills, and to participate in making the world a safer, more just, and peaceful place, as it is to understand intellectually the dynamics of international politics.

All of ESR's materials are written by classroom teachers. In the discussions they held during the creation of *Dialogue* and *Perspectives*, these teachers agreed that quality materials dealing with the content of international relations were readily available. But they noted, on the other hand, the relative scarcity of good teaching materials that look beyond the content at the importance of the *process* we use when we teach about vital contemporary issues.

In *Dialogue* the contributing teachers chose, at the elementary level, to look at developmentally-appropriate ways to listen and respond to young children's concerns about nuclear issues without adding to their fears; and, at the secondary level, to provide a variety of direct activities on developing and applying critical thinking skills to the content of the nuclear arms race and international issues.

In the *Participation* series ESR teachers provided activities to help students see the link between such content areas as math or science and the politics of public decision-making, as well as to experience their own ability to act to make a difference. They wanted the ESR teaching guides to be useful in many subjects and grades and to provide age-appropriate materials for elementary teachers who might find personal conflict resolution a much more teachable and appropriate concept than conflict on an international level.

Mr. Bryans simplifies ESR's materials by maintaining that we

equate the personal and the international. Although he is correct in recognizing our belief that we can learn some important lessons from our personal, community, and national conflicts, we do not "equate" these areas. We ask students to think about the similarities and the differences among four levels of conflict (personal, community, national and international). Although there are many activities that focus on personal conflict, there are also activities on international dynamics; in fact, the section on "Conflict Resolution" culminates in a simulated negotiation of the placement of cruise missiles in Europe.

Mr. Bryans also accuses ESR of overemphasizing personal perceptions and skills. We do indeed encourage reflection on our individual behaviour. Taking personal responsibility for the world we create means understanding the consequences of our actions on the people around us, on the environment, and on the larger society. Mr. Bryans seems to feel that this perspective ignores the factors of power, economics, and political socialization in international relations. We tried to explore the impact on international relations of ideology, ethnocentrism, propaganda, territoriality, aggression, and images of the enemy – especially in the "Obstacles to Peace" section of *Perspectives*. But we need to realize that this is a very political and sensitive area to deal with. We must conscientiously avoid propagandizing to students on these issues.

This is not to deny that more could be done to deal with the concerns Mr. Bryans has about ESR's treatment of a number of important issues. We do not consider our material complete: we are constantly rethinking and revising as our understanding grows.

I regret the labeling and simplifying of ESR's approach found in Mr. Bryans' article. He and I prob-

ably agree more than we disagree about what students need in order to make conscious and informed decisions about international issues.

*Shelley Berman, President
Educators for Social Responsibility
Cambridge, Mass.*

'Trident II' a lot more sombre for Canada

Mr. Sokolsky's article, "The US Navy and Canadian Security" (Spring '87), is interesting but it may miss the real drive behind the US Navy submarine program. This drive is to develop a most powerful first strike capability that, by itself, could devastate most of the USSR's strategic nuclear forces.

He states that: "... a fleet of ballistic missile submarines whose sea-launched ballistic missiles constitute America's secure second-strike capability." However, the upcoming (deployment starts 1988) Trident II system and its D-5 missile are not a second-strike weapon.

The Trident II submarine system, notwithstanding the US Navy's claims to the contrary, is designed to give the US the power to destroy, within less than fifteen minutes, most of the USSR's ICBM force and most other significant nuclear targets in the USSR. Moreover, the current Trident I submarine is designed to be easily converted to accommodate the powerful and highly accurate D-5 missile. The US Navy's plan is to convert these submarines to the D-5 during the next decade.

I suggest that when one realizes this development many of the arguments in the article regarding the new US Navy policy take on a considerably different meaning. And that meaning, the possible initiation of a first-strike, could have a considerably more sombre impact on Canada and its navy.
*Dr. Matania Ginosar, Director
Target Nuclear Disarmament
Sacramento, CA*